UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!

Vol. 1 No. 5, Juillet 1977



Camarades ouvriers, camarades et amis,

Sans le développement d'une propagande de masse communiste, l'avant-garde ouvrière n'a pas de réponse aux fausses solutions bourgeoises, et pas d'arme offensive pour s'éduquer sur ses tâches révolutionnaires. Elle est vouée à chercher sa "boussole" comme on cherche une aiguille dans une botte de foin.

Mettre sur pied une revue de propagande correspond donc à l'affirmation générale qu'à la première étape de la construction du Parti prolétarien, c'est la propagande qui permet d'amener les éléments avancés du prolétariat à une conscience communiste et dynamique, de transformer ces leaders ouvriers en dirigeants révolutionnaires. Mais ce n'est pas suffisant: il faut aussi que la création d'une revue de propagande d'EN LUTTE! réponde aux conditions de la première étape au Canada.

Le développement sans pareil du mouvement ouvrier canadien impose aux communistes de réaliser leur unité. Alors que dans le pays le mouvement marxiste-léniniste est dispersé et que sa fusion au mouvement ouvrier ne fait que s'amorcer, la nécessité d'un organe théorique marxiste-léniniste devient cruciale. EN LUTTE! doit donc prendre en main systématiquement la tâche d'intensifier la lutte pour l'unité et d'y développer la lutte de lignes articulée autour du programme politique; autrement, le ralliement se trouvera compromis, et la division et l'éparpillement risquent d'élargir la voie du développement de l'opportunisme.

La création d'une revue théorique est donc une nécessité objective au moment où nous mettons en marche notre plan de lutte pour l'unification des marxistes-léninistes canadiens. Car pour que l'unité soit une unité de fer, elle doit se forger autour d'un programme politique clairement articulé.

Organisons-nous pour lire collectivement la revue. Transmettons nos critiques. Organisons dans nos usines, nos quartiers, nos syndicats, nos écoles, nos familles, des campagnes d'abonnements qui assureront le soutien financier au travail de propagande communiste.

EN LUTTE!

Voici la liste des adresses à travers le pays où l'on peut contacter EN LUTTE!:
Halifax: Boîte postale 7099, Halifax-nord, Nouvelle-Ecosse.
Montréal: (514-844-0756), 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec.
Québec: (418-522-2186), 290 de la Couronne, Québec.
Rouyn-Noranda: Boîte postale 441, Noranda, Québec.
Hull: C.P. 1055 Succ. B, Hull.
Toronto: (416-763-4413), 2749 rue Dundas ouest, Toronto, Ontario.
Régina: Boîte postale 676, Régina, Saskatchewan.
Vancouver: Boîte postale 1027, Station "A", Vancouver, Colombie-Britannique.


UNITÉ PROLÉTARIENNE
Revue théorique du groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!
TRAVAILLEURS DU CANADA,
COMBATTONS POUR L'EGALITE
ABSOLUE DES LANGUES
ET DES NATIONS!

SOMMAIRE

Editorial

Pour l'unité du prolétariat
Pour l'unité des marxistes–léninistes

DEVELOPPONS LE PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE!

Depuis 1972 et *Pour le parti prolétarien,* alors que l'Equipe du jounal EN LUTTE! lançait l'appel aux marxistes-léninistes du Québec de s'engager dans la lutte pour le parti, depuis 74 alors que nous appelions les marxistes-léninistes canadiens à s'engager dans la lutte pour l'unité afin de s'unir au sein d'une organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti, enfin depuis septembre 76 alors que notre revue *Unité prolétarienne* formulait un plan concret pour intensifier la lutte en vue d'unifier le mouvement marxiste-léniniste canadien autour d'un programme révolutionnaire, depuis tout ce temps donc, on peut constater que notre mouvement a fait des pas considérables. Ainsi, même si le mouvement marxiste-léniniste ne constitue pas encore une force politique majeure dans la lutte des classes au Canada, son influence parmi les masses, et plus précisément auprès des éléments avancés du prolétariat et du peuple, s'est accrue considérablement. En même temps notre mouvement qui, il y a quelques années à peine, était encore morcelé en groupes régionaux ayant peu de contacts entre eux, a aujourd'hui réussi à percer le mur qui en particulier séparait les marxistes-léninistes de la nation québécoise de ceux du reste du Canada. Aujourd'hui, la lutte idéologique dans notre mouvement, la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes se mène à l'échelle de l'ensemble du pays, de Halifax à Vancouver. Ce fait à lui seul constitue à n'en pas douter la marque d'un avancement important dans la lutte pour reconstruire le parti du prolétariat canadien.

Mais ces succès remportés par le mouvement marxiste-léniniste dans notre pays s'accompagnent aussi de difficultés et de contradictions importantes, dont la juste solution sera vitale pour assurer que le mouvement irrésistible pour redonner au prolétariat son parti d'avant-garde ne soit pas retardé par le triomphe de tendances opportunistes. Car il ne faut pas se faire d'illusions, la bataille contre l'opportunisme de droite, en particulier le nationalisme et l'économisme qui ont dominé notre mouvement pendant longtemps, est loin d'être terminée même si, formellement, tous les groupes s'entendent pour la poursuivre.

C'est ainsi qu'aujourd'hui plus que jamais, l'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme. C'est

ainsi aussi, qu'aujourd'hui plus que jamais, l'unité du mouvement ouvrier canadien passe par l'intensification de la lutte contre les idéologies bourgeoises et réformistes qui s'agitent avec d'autant plus de force au sein de la classe ouvrière que les luttes du prolétariat et des autres couches populaires contre le capitalisme en crise prennent de l'ampleur. Or, pour se démarquer des courants opportunistes qui traversent encore le mouvement marxiste-léniniste canadien et pour se démarquer du réformisme, du trotskysme et du révisionnisme dans le mouvement ouvrier, il nous faut redoubler d'ardeur pour élaborer le *programme* du prolétariat, le programme de la révolution socialiste au Canada. Pour le mouvement ouvrier et les marxistes-léninistes canadiens qui travaillent à en rassembler le détachement d'avant-garde, ce programme, exposé succint des objectifs à court et à long terme du prolétariat et de son parti, devra être cette arme acérée pour combattre l'idéologie bourgeoise, en formulant une réponse concrète aux programmes des partis réformistes comme le N.P.D. et le P.Q., ou pseudo-révolutionnaires comme le Parti "communiste" canadien. Cette arme sera aussi décisive pour forger notre organe politique, expression de nos intérêts fondamentaux, le parti prolétarien.

Des divergences importantes que nous devrons résoudre en nous appuyant fermement sur le marxisme-léninisme

La lutte idéologique qui se mène dans notre mouvement et qui a connu un essor particulier depuis que notre groupe a lancé son projet de conférences publiques des marxistes-léninistes canadiens, ce débat de ligne à l'échelle de tout le Canada, ont permis de révéler largement le caractère et l'ampleur des divergences qui divisent les marxistes-léninistes de notre pays. En fait, et on l'a vu à la deuxième conférence qui portait sur la voie de la révolution au Canada, des divergences politiques ont souvent de profondes racines historiques et recouvrent même souvent des débats de ligne qui se sont déroulés au sein du Parti communiste canadien du temps où celui-ci était encore le phare du socialisme dans notre pays.

Mais, dira-t-on, n'est-il pas contradictoire que les marxistes-léninistes qui veulent s'unifier s'engagent ainsi dans des débats et des polémiques qu'on croyait éteints? D'ailleurs n'est-ce pas finalement ce même raisonnement qui a amené la Ligue communiste à qualifier EN LUTTE! d'opportuniste parce que, paraît-il, EN LUTTE! sèmerait la confusion en discutant ainsi avec des "éléments arriérés" (l'expression est de la Ligue, voir La Forge 14-4-77, p. 14), plutôt que de chanter les refrains de sa "ligne juste". Ainsi pensent les idéalistes qui ne voient pas que les idées et les idéologies ont une base matérielle et que, faute d'approfondir les diverses positions jusqu'au point d'en saisir pleinement la logique et les fondements de classe, on risque immanquablement, malgré les proclamations comme quoi "on est rouge et on sera toujours rouge", de retomber dans les erreurs anciennes. La prétention de ces nouveaux convertis si empressés d'oublier leur passé opportuniste absous par l'auto-critique complète, totale et surtout très superficielle, cette prétention en fait est à la mesure de leur ignorance de la réalité de leur propre pays et des luttes qui les ont enfantés.

On a vu comment, en 1970, un groupe, à peine sorti de sa lecture de quelques écrits de Mao, s'est empressé de clamer qu'il avait rompu avec le révisionnisme pour ensuite s'enfoncer dans le néo-révisionnisme, ce révisionnisme de ceux qui se réclament à grands cris de Mao et aujourd'hui d'Enver Hoxha, pour mieux en trahir les enseignements fondamentaux. Certains diront que le P.C.C. (m.-l.) ce n'est pas pareil car eux, ils n'avaient pas la "ligne juste"! Sans doute est-il réconfortant pour certains de mettre un grand X sur la longue lutte de ligne entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme qui traverse le mouvement communiste de notre pays depuis des décennies... affaire classée quoi!

Mais pour les matérialistes conséquents qui savent bien qu'une attitude aussi irresponsable ne peut mener qu'à une rupture superficielle avec l'opportunisme, la nécessité d'approfondir la lutte de ligne et de se démarquer même des positions minoritaires est une condition *sine qua non* au triomphe

de l'idéologie prolétarienne. C'est à cette condition que pourra être forgée l'unité d'acier de tous les marxistes-léninistes. Oui, les divergences sont nombreuses et, loin de les estomper ou de les ignorer comme le fait la Ligue, sous prétexte qu'il ne faut pas semer de confusion(!), nous devons au contraire les affronter avec confiance en nous appuyant sur le marxisme-léninisme, car si l'on sait, comme le dit Mao, pratiquer le marxisme-léninisme et non le révisionnisme, discuter dans un esprit sincère d'unité en ne tramant ni complot ni intrigue, nous pourrons à n'en pas douter faire triompher la ligne prolétarienne.

Par le débat sur le programme, nous pourrons mettre en ordre nos divergences et entreprendre de façon systématique de les résoudre. C'est ainsi que la polémique qui a entouré la deuxième conférence des marxistes-léninistes canadiens a été un pas important dans ce sens. Prenons comme exemple l'importante question du rapport entre la lutte pour le socialisme et la lutte pour la paix et la sauvegarde de l'Indépendance nationale.

Le Red Star Collective de Vancouver (RSC) dont les positions essentielles remontent au Progressive Workers Movement (PWM) des années 60, affirmait lors de la conférence "qu'il n'y a pas de luttes séparées — de classe et nationale — l'une desquelles est prioritaire" (présentation à l'atelier 3).

Le PWM quant à lui concluait de cette analyse erronée que la lutte que nous devions mener au Canada en était une de libération nationale. Le RSC, en s'appuyant sur la *même* analyse erronée de la société canadienne, prétend aujourd'hui en tirer une conclusion différente en affirmant, rien de moins, que l'impérialisme américain, c'est-à-dire la bourgeoisie monopoliste américaine, est un ennemi *intérieur* au Canada. Aussi, au lieu de conclure que la lutte pour la sauvegarde de l'indépendance du Canada est une lutte réelle mais qui doit être subordonnée à la lutte pour le socialisme, le RSC en conclut qu'il s'agit d'une seule et même lutte.

Les conséquences pratiques de ce point de vue sont graves car elles mèment à la fois à des erreurs "de gauche" et de droite; de gauche, en ce que cette position empêche le prolétariat canadien de mobiliser contre les deux superpuissances des couches du peuple qui ne sont pas engagées actuellement dans la lutte pour le socialisme; de droite, parce que des tâches démocratiques comme par exemple la canadianisation des syndicats américains au Canada en viennent à être considérées comme tâches prioritaires des communistes faute d'être surbordonnées à la lutte pour le socialisme.

Un autre groupe, l'Union bolchévique (U.B.) de Toronto va encore plus loin que le R S C en affirmant que l'Etat, ce n'est que le comité exécutif de la classe dominante représentée au Canada par deux bourgeoisies, la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain. Cette conclusion s'appuie sur le point de vue selon lequel *la question de l'Etat est secondaire* et ne serait que la copie conforme de la base économique réduite le plus souvent au mouvement des capitaux. En camouflant que la cible et la question clé de la révolution, c'est la prise du pouvoir d'Etat, et en niant que le pouvoir d'Etat soit contrôlé par la bourgeoisie nationale, ce qui revient à dire que le Canada est une filiale des Etats-Unis avec "participation locale", U.B. liquide en fait tout autant la lutte pour la sauvegarde de l'indépendance nationale que la révolution prolétarienne qui consiste à prendre le pouvoir d'Etat, à détruire l'Etat de dictature de la bourgeoisie et à instaurer l'Etat prolétarien, condition indiscutable à l'abolition de la propriété privée capitaliste des moyens de production.

Pour ce qui est de la Ligue communiste, comme nous l'avons expliqué entre autres dans UNITE PROLETARIENNE no 2, sa reconnaissance verbale que la contradiction principale au Canada oppose le prolétariat à la bourgeoisie canadienne est contredite en pratique par le soutien qu'elle apporte aux gestes prétendument positifs de la bourgeoisie impérialiste canadienne, en particulier dans ses rapports avec les pays du Tiers-Monde, gestes qui con-

tribueraient, paraît-il, à protéger l'indépendance nationale du Canada contre l'hégémonie des deux superpuissances. En plus d'ignorer l'importance de l'alliance entre la bourgeoisie monopoliste canadienne et l'impérialisme américain, en plus d'ignorer que les "gestes positifs" de la bourgeoisie monopoliste canadienne servent aussi la superpuissance américaine, la position de la Ligue place objectivement le prolétariat canadien à la remorque de la bourgeoisie canadienne, allant même jusqu'à hypothéquer l'alliance fondamentale du prolétariat canadien avec le prolétariat des autres pays impérialistes et avec les peuples révolutionnaires. Cela mène à troquer l'internationalisme prolétarien pour le social-chauvinisme, à troquer, par exemple, l'appui indéfectible que l'on doit porter à la lutte des peuples iranien ou brésilien — appui qui doit se concrétiser par la dénonciation sans merci des gestes de l'impérialisme canadien dans ces pays — pour l'appui, aussi menacé soit-il, à Trudeau "serrant la patte" au Shah d'Iran ou au général fasciste Geisel.

EN LUTTE! pour sa part avance qu'il faut distinguer la lutte pour la sauvegarde de l'indépendance nationale de la lutte pour le socialisme et surtout qu'il faut subordonner rigoureusement la première à la deuxième. Cela veut dire en particulier que les marxistes-léninistes doivent défendre le point de vue du prolétariat sur la question de la sauvegarde de l'indépendance du Canada et dans la lutte contre les deux superpuissances. En orientant notre action contre notre ennemi principal, la bourgeoisie canadienne, nous devons dénoncer sans relâche sa nature impérialiste et son alliance réactionnaire avec l'impérialisme américain.

Notre objectif au Canada, c'est la révolution prolétarienne, ce qui implique la destruction du pouvoir bourgeois détenu par la bourgeoisie canadienne et la lutte contre l'impérialisme étranger, en particulier l'impérialisme américain qui constitue le deuxième ennemi en importance du prolétariat canadien.

Comme on vient de l'illustrer à partir de cette question particulière, notre mouvement est marqué par des divergences réelles dont les conséquences pour la révolution canadienne n'en sont pas moins réelles. Alors, que doit-on en conclure: que la Ligue, EN LUTTE! et les autres groupes doivent se lancer dans la concurrence et la surenchère, chacun décrétant qu'il n'y a que son propre groupe de marxiste-léniniste et que tous ceux qui osent critiquer font le jeu de l'anti-communisme? Malheureusement c'est bien là l'attitude sectaire qu'ont adopté certains groupes, en particulier la Ligue communiste et l'Union bolchévique, ce dernier visant d'ailleurs explicitement la scission, alors que la Ligue ne se gène plus pour laisser entendre, comme elle l'a fait à son assemblée du 1er mai à Montréal, qu'elle pourrait bien s'autoproclamer "parti de la classe ouvrière". C'est ainsi que le premier point de divergence dans notre mouvement concerne, il faut le dire, la méthode pour résoudre nos divergences!

L'élaboration du programme du prolétariat, partie intégrante du plan d'EN LUTTE! pour unir les marxistes-léninistes canadiens

"Comment alors les marxistes-léninistes canadiens pourront-ils s'unir? Comme tous les communistes qui se sont unis jusqu'ici dans le monde, depuis les sociaux-démocrates de Russie de 1900 jusqu'aux marxistes-léninistes canadiens en passant par les communistes de Chine et d'Albanie; c'est-à-dire sur un *programme*, un programme qui représentera une juste application du marxisme-léninisme dans la lutte pour la révolution prolétarienne au Canada, un programme qui constitue une base solide pour l'élaboration, par l'organisation unifiée des marxistes-léninistes canadiens, d'un véritable programme de parti." *(Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens. Contre le sectarisme de la L.C.(m-l.)C.* p.8, publié par EN LUTTE! en juillet 76, repris dans *UNITE PROLETARIENNE* no 1, p.13, sept. 76).

Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre! Ce dicton populaire résume assez bien l'attitude de la L.C.(m.-l.)C. qui écrivait, suite à la deuxième conférence des marxistes-léninistes canadiens et en particulier suite au Communiqué du Comité Central d'EN LUTTE! *(L'Unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme,* Montréal, 3-4-77): "EN LUTTE! y a aussi apporté d'intéressants changements de ligne. Sans autocritique, comme toujours". "C'est tout un changement! Jusqu'ici EN LUTTE! ne parlait que de l'unité et du ralliement des ouvriers comme conditions pour créer le parti". "Il y a à peine quelques mois, EN LUTTE! criait bien fort que l'unité était la solution magique à tout. Maintenant c'est le programme" ...etc., etc. (La Forge, 14 avril, p. 12)

Et voilà qu'EN LUTTE!, à la suite, paraît-il de la "faillite complète du projet d'unité à la deuxième conférence" (La Forge, idem... décidément la Ligue prend ses rêves pour la réalité), devrait s'autocritiquer pour des changements de ligne qui n'existent que dans la tête des rédacteurs de La Forge, qui ont "oublié" de lire les textes d'EN LUTTE!, trop occupés qu'ils étaient à falsifier la ligne des autres groupes pour mieux camoufler leur propre opportunisme. Comme en font foi les extraits de nos textes reproduits dans le communiqué (p. 11), EN LUTTE!, loin de "sautiller d'une position à l'autre", comme le prétend la Ligue (même article), développe de façon conséquente et systématique sa ligne marxiste-léniniste qui consiste à lutter pour unir les marxistes-léninistes canadiens dans une organisation unique sur la base d'un programme révolutionnaire.

La Ligue semble décidément très portée vers sa méthode dogmatique genre "liste d'épicerie" (voir E.L.! no 82 p.8) et qui consiste à élaborer la ligne en alignant des tâches ou des contradictions, sans voir le lien qui les unit. Ainsi la Ligue qui aime les choses "claires", avec le moins de dialectique possible, aime bien aussi semer la confusion quand il s'agit de la ligne d'EN LUTTE! Au risque de nous répéter, reprenons schématiquement les positions d'EN LUTTE! en ce qui concerne les tâches d'édification du parti. Pour mener la lutte révolutionnaire, le prolétariat a besoin de son parti d'avant-garde, son parti marxiste-léniniste qui est unique parce que les intérêts du prolétariat sont uniques. Actuellement au Canada, et cela depuis la dégénérescence du Parti communiste canadien et son passage dans le camp de la bourgeoisie, ce parti d'avant-garde fait cruellement défaut au prolétariat. Ainsi, alors que les luttes spontanées atteignent une ampleur considérable, le mouvement ouvrier, privé d'une direction prolétarienne consciente, en reste à la lutte défensive dans le cadre étroit du capitalisme et ne peut déboucher vers la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois pour abattre le capitalisme et instaurer la dictature du prolétariat et le socialisme.

Il revient donc au mouvement marxiste-léniniste de reconstruire ce parti. C'est là actuellement sa tâche essentielle. Or, ce mouvement marxiste-léniniste canadien est encore faible. Sa liaison aux masses est encore peu développée et il reste divisé politiquement et organisationnellement. Pour arriver à créer le parti, ce jeune mouvement marxiste-léniniste doit travailler à rassembler les ouvriers d'avant-garde en faisant pénétrer l'idéologie prolétarienne parmi les masses et au coeur de leurs luttes. En même temps le mouvement marxiste-léniniste encore morcelé doit s'unifier, car sa désunion est un obstacle à la création du parti et un frein important à la pénétration de l'idéologie prolétarienne dans les masses. Mais pour s'unir et vaincre son morcellement, héritage historique de sa naissance sur la base d'une multitude de groupes régionaux isolés, ce mouvement doit vaincre ce qui le divise.

En effet, dans la voie de son unification, le mouvement marxiste-léniniste rencontre des obstacles qui tiennent à des divergences politiques et aux séquelles de l'esprit de cercle. Et ces divergences sont nombreuses en raison même de la faiblesse du mouvement qui le rend vulnérable à toutes sortes d'influences bourgeoises. Ainsi pour s'unir, les marxistes-léninistes doivent combattre les déviations bourgeoises dans leurs propres rangs. Car

l'unité du mouvement marxiste-léniniste est impossible sans le triomphe de la ligne prolétarienne sur les tendances opportunistes qui font des concessions à la ligne bourgeoise. Le marxisme se développe dans la lutte contre ce qui est anti-marxiste; les idées justes se développent en rupture avec les idées erronées. Voilà le sens de la phrase célèbre de Lénine, "pour s'unir il faut se démarquer", c'est-à-dire démarquer les idées justes des idées fausses, démarquer la ligne prolétarienne de la ligne bourgeoise, et cela à l'échelle de l'ensemble du mouvement comme de chacun des groupes, et finalement de chaque militant. Le mouvement marxiste-léniniste ne pourra s'unir véritablement que sur la base d'une ligne prolétarienne, mais d'un autre côté, l'élaboration de cette ligne est impossible sans la lutte contre les idées bourgeoises, cette lutte qui justement est stimulée par la volonté et le désir sincère de s'unir.

C'est pour toutes ces raisons qu'EN LUTTE! affirme depuis *Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti,* publié en 74, que le maillon principal dont nous devons nous saisir aujourd'hui pour avancer vers l'édification du parti, c'est justement cette tâche qui consiste à lutter pour nous unir sur la base de la ligne prolétarienne. Malgré tous les efforts de démagogie déployés par certains groupes de notre mouvement, tout militant honnête pourra constater que cette position est constante depuis la création même d'EN LUTTE! et n'a fait que se préciser depuis. Ainsi aujourd'hui, si nous affirmons que l'unité ne pourra se faire qu'autour du programme révolutionnaire et si nous disons que ce programme ne peut s'élaborer sans la participation active des masses, bien loin de changer nos positions, nous les appliquons avec de plus en plus de conséquence. C'est ainsi, et la pratique des derniers mois le confirme, que la lutte pour l'unité appelle le renforcement du travail dans les masses et appelle le développement de la ligne politique.

Ce lien dialectique entre nos diverses tâches, il n'y a que les dogmatiques qui refusent de le voir et, immanquablement, cela aboutit à retarder le mouvement pour reconstruire le parti du prolétariat. C'est ainsi que l'on voit les champions de la "ligne politique", de la "démarcation" et de la "théorie" comme U.B., défendre la division plutôt que l'unité: division d'abord entre les marxistes-léninistes et le prolétariat sous prétexte que les marxistes-léninistes n'auraient pas à l'étape actuelle à s'inscrire dans les luttes des masses; division ensuite, et cela est conséquent, entre les marxistes-léninistes eux-mêmes, trop préoccupés à débattre pour débattre, à se démarquer pour se démarquer, pour prendre en main fermement leur responsabilité vis-à-vis des masses, qui est de se présenter unifiés devant elles sur la base d'un programme unique rassemblant les points principaux de ligne politique.

C'est ainsi également que les champions de la "ligne claire", de l'implantation à gogo et de la direction à tout prix ont troqué la lutte pour l'unité pour la "course à l'influence", en vue d'éliminer les autres groupes marxistes-léninistes, en vue de contrôler les organisations de masse sur la base d'une ligne politique à rabais dont la minceur théorique et la suffisance font bon ménage avec l'opportunisme le plus plat. La Ligue qui a qualifié EN LUTTE! d'opportuniste parce qu'il faisait de la lutte pour l'unité le maillon principal, prouve dans les faits que sa position qui consiste à secondariser en tant que groupe et faire du "recrutement" à la va-vite, que cette position, donc, aboutit dans les faits à la consolidation de l'opportunisme, en particulier de l'économisme et du nationalisme.

C'est la pratique même qui confirme la justesse de la ligne d'EN LUTTE! sur la stratégie d'édification du parti. Aujourd'hui, c'est en se saisissant de la question centrale du programme que nous pourrons consolider notre unité sur la base d'un véritable programme prolétarien qui marquera un développement qui est le résultat et la condition tout à la fois de notre liaison accrue aux masses, et du ralliement de l'avant-garde ouvrière à l'idéologie prolétarienne et au marxisme-léninisme.

Les pirouettes de la Ligue qui consistent à opposer la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes à l'élaboration d'un véritable programme de la révolution prolétarienne au Canada apparaissent aujourd'hui pour ce qu'elles sont: un écran de fumée pour empêcher que se mène de façon ouverte et implacable la lutte contre l'économisme et le chauvinisme de la Ligue, la lutte contre le sectarisme qui lui sert de forteresse.

Comme nous l'indiquions très clairement dans *UNITE PROLETARIENNE* no 1 et comme nous le réaffirmions dans *UNITE PROLETARIENNE* no 4, "EN LUTTE! préconise une unité bâtie, élaborée dans la lutte ouverte, publique, qui rejoigne le mouvement et ses sympathisants dans toutes les régions du pays, une unité qui repose fondamentalement sur un programme marxiste-léniniste pour la révolution socialiste au Canada." (U.P. no 1 p. 31)

Le plan des conférences publiques proposé par EN LUTTE! s'inscrit très exactement dans cet objectif d'accentuer la polémique et la confrontation directe au sein de notre mouvement. Abordant les principales questions de programme, ces conférences et toutes les activités qu'elles génèrent, ont permis et permettront encore de débusquer les tendances opportunistes dans notre mouvement, tendances qui, même sous leur masque "de gauche", se caractérisent par l'économisme, par le nationalisme et le social-chauvinisme. C'est en s'appuyant sur cette lutte de ligne dans l'ensemble du mouvement comme dans notre propre groupe qu'EN LUTTE! s'apprête, conformément à une décision de son deuxième congrès, à rendre public dans quelques mois un projet de programme pour notre mouvement, pour son unification idéologique, politique et organisationnelle.

Déjà, dans *UNITE PROLETARIENNE* no. 4 (voir *La lutte pour un programme révolutionnaire* pp. 24-30), nous avons présenté notre conception du programme, sa fonction et ses principaux éléments constitutifs. Finalement, l'ordre du jour de la troisième conférence des marxistes-léninistes canadiens, qui portera sur l'analyse de la situation internationale, est maintenant public, et tous peuvent se préparer à intervenir sur cette question très importante qui est sujet à polémique dans tout le mouvement marxiste-léniniste international.

C'est ainsi que l'on peut prévoir pour les prochains mois une accentuation de la lutte pour l'unité au sein de notre mouvement. C'est ainsi que les divergences et les convergences pourront être circonscrites. C'est ainsi que l'importance et l'enjeu de ces divergences pour la lutte révolutionnaire du prolétariat pourront être saisis pleinement. C'est ainsi finalement que l'unification organisationnelle autour du programme du prolétariat devra marquer un saut qualitatif, une victoire majeure du prolétariat canadien dans sa lutte pour reconstruire son parti d'avant-garde.

Notre programme, c'est le programme du prolétariat

S'il est une question qui concerne au plus haut point le prolétariat canadien, c'est bien celle de l'unité des marxistes-léninistes, car pour créer et renforcer le parti, il faut unir tous les marxistes-léninistes. Pour les communistes en effet la question de l'unité est une question de principe car les intérêts du prolétariat sont uniques et exigent un parti unique qui seul est susceptible d'unifier le prolétariat dans sa lutte révolutionnaire et de rassembler autour de lui tout le peuple travailleur. C'est pourquoi aussi la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes, c'est aussi et d'abord l'affaire des masses qui doivent pouvoir s'impliquer directement dans les débats de ligne dans notre mouvement. Mais cette nécessité prend aujourd'hui une dimension toute particulière alors que nous devons pousser la polémique jusqu'au niveau du programme qui doit être celui du prolétariat.

Car les marxistes-léninistes ne font pas un programme pour eux-mêmes. Au contraire, le programme qu'ils élaborent doit systématiser les intérêts fondamentaux et immédiats du prolétariat canadien dans sa lutte pour le so-

cialisme. Il est donc impensable qu'un tel programme puisse s'élaborer en vase clos ou en cachette sans que les masses prolétariennes de notre pays soient partie prenante du débat. C'est pourquoi le débat sur les points de programme doit être mené largement dans les masses qui doivent s'en emparer. Cela également obligera les différents groupes de notre mouvement à expliquer aux masses l'enjeu de leurs divergences, cela les obligera à distinguer les divergences fondamentales des divergences de détail. Et cette évaluation ne sera pas le résultat de querelles de clans ou de débats de chapelle, mais elle devra au contraire s'appuyer sur la démonstration des conséquences *pratiques* qu'est susceptible d'entraîner telle ou telle position pour la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Ainsi la lutte pour l'unification des marxistes-léninistes devra être intimement liée à la lutte pour faire pénétrer dans les masses le point de vue du prolétariat. Plus que jamais notre mouvement doit se mettre à l'écoute des masses. Plus que jamais il doit appliquer la ligne de masse: partir des masses pour retourner aux masses. C'est à cette condition que la lutte contre l'opportunisme pourra être victorieuse.

Certains, qui prétendent avoir la ligne juste, semblent vouloir tenir les masses à l'écart des débats sur les questions de programme dans notre mouvement. Ceux-là, en fait, appliquent avec "conséquence" leur ligne économiste. Ainsi la L.C.(m.-l.)C. qui, un jour, a décrété qu'EN LUTTE! était opportuniste, pousse son mépris des masses jusqu'à faire campagne pour que les ouvriers qu'elle rejoint n'achètent pas nos publications, imitant en cela le Regroupement des comités de travailleurs qui a été jusqu'à sa dissolution et son ralliement à la Ligue à l'avant-garde de l'économisme au Québec. C'est ainsi que l'on voit le sectarisme et l'économisme se conjuguer. Trop occupés à manoeuvrer pour prendre le contrôle des luttes immédiates, principalement économiques, des ouvriers, la Ligue ne veut surtout pas que "ses" ouvriers s'impliquent dans le débat politique qui serait, paraît-il, réservé aux communistes (et encore!). Et pourtant, c'est bien du programme du prolétariat dont il s'agit! Mais la Ligue semble bien peu préoccupée par cela, alors qu'elle fait coexister si allègrement des énoncés généraux, qui ont servi de base d'entente à trois groupes à Montréal, avec des plates-formes "de lutte de classe" qui ne sont rien d'autres que des programmes réformistes qui se substituent au *seul* programme que les communistes doivent mettre de l'avant, le programme *communiste,* le programme de la révolution prolétarienne au Canada, ce programme dont l'élaboration est impossible sans la *participation des masses* et surtout de ses éléments avancés, ce programme finalement autour duquel nous devons nous *unir!*

Unissons-nous autour du programme du prolétariat!

Où va le mouvement marxiste-léniniste? Quel sera le résultat de la polémique actuelle? Pourra-t-on unir tous les marxistes-léninistes au sein d'une même organisation? Les marxistes-léninistes ne sont pas des devins. La lutte des classes est longue et ardue, et sur la route de sa libération, le prolétariat doit affronter bien des obstacles. Pourra-t-on unir tous les marxistes-léninistes autour d'un programme unique, ou les divergences seront-elles si importantes que l'unification organisationnelle de l'ensemble du mouvement serait, du moins à court terme, impossible? Cela on ne peut en décider aujourd'hui, de même qu'il est impossible aujourd'hui de prévoir avec exactitude les modalités de constitution de l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti. Quoi qu'il en soit, l'essentiel est de lutter farouchement pour l'unité du mouvement dans une seule organisation et finalement dans le parti et pour cela, nous devons lutter tout aussi farouchement pour que cette unité se réalise autour du programme qui, à nos yeux, représentera vraiment les intérêts du prolétariat, les intérêts de la révolution socialiste. En même temps, nous devons continuer à lancer un appel de ralliement aux groupes qui dans le cours même de la lutte reconnaîtront la justesse de la ligne d'EN LUTTE! sur les principales questions de ligne politique.

Pour certains le plan d'EN LUTTE! est opportuniste. Certains même ont lancé un appel au sabotage de ce plan de lutte pour l'unité. Pour eux en effet:

1- centrer la lutte de ligne sur les principales questions qui divisent le mouvement marxiste-léniniste, c'est de l'opportunisme;
2- offrir au plus grand nombre de communistes des occasions d'exprimer leurs positions sur ces questions et faire la critique des nôtres, c'est de l'opportunisme;
3- inviter la Ligue parmi d'autres, à présenter ses positions devant des centaines de militants et d'ouvriers, des positions si "claires" et si "justes", c'est de l'opportunisme;
4- annoncer des mois à l'avance que ces conférences s'inscrivent dans le cadre de l'élaboration du programme marxiste-léniniste pour la révolution socialiste dans notre pays, c'est de l'opportunisme;
5- annoncer tout aussi longtemps à l'avance que nous inviterons tous les marxistes-léninistes canadiens à s'unir organisationnellement autour de ce programme qui résultera d'études, d'enquêtes, de confrontations réalisées à l'échelle du mouvement marxiste-léniniste canadien, c'est encore de l'opportunisme;
6- poursuivre entre-temps l'unification organisationnelle de tous ceux, groupes et individus qui partagent notre ligne telle qu'elle se présente en ce moment avec ses points faibles et ses lacunes, unification qui ne survient jamais avant la réalisation d'un processus la plupart du temps étalé sur plusieurs mois, c'est aussi de l'opportunisme!

Voilà sur quelle base les camarades de la Ligue et du U.B. accusent EN LUTTE! de faire preuve d'opportunisme en matière d'unité. Les marxistes-léninistes canadiens ne pourront que rejeter ces accusations qui sont, d'une part, une manifestation évidente de sectarisme et de dogmatisme outranciers; qui sont, d'autre part, un masque non moins évident pour l'opportunisme de ces mêmes groupes qui se refusent en pratique de mener la lutte, visière levée et devant les masses, sur les questions fondamentales posées par le développement de la lutte révolutionnaire dans notre pays. Autant en ce qui concerne l'unité qu'en ce qui a trait à la stratégie de la révolution dans notre pays, autant en ce qui concerne les questions internationales qu'en ce qui a trait aux tâches actuelles des communistes, les marxistes-léninistes doivent être alertés du fait que souvent le langage en apparence le plus rigoureux, que souvent le dogmatisme et le sectarisme, erreurs dites "de gauche", ne sont qu'un masque qui cache des positions et supportent des pratiques foncièrement opportunistes.

Les masses canadiennes et tous les marxistes-léninistes doivent se méfier comme la peste de ceux qui prétendent pouvoir créer le parti "plus tôt que prévu", alors même qu'ils se refusent tout débat de ligne, alors même qu'ils refusent de travailler à l'édification du parti sur la base du débat autour d'un véritable programme révolutionnaire. Disons-le clairement, si la Ligue devait créer le parti à l'insu des masses canadiennes, comme elle s'est elle-même créée à l'automne 75, et à l'insu du débat rigoureux sur le programme du prolétariat canadien, ce "parti" ne serait rien de plus qu'une nouvelle "organisation de lutte de classe" s'ajoutant au palmarès de la Ligue, et son programme ne serait rien d'autre que l'addition de ses multiples "plates-formes de lutte de classe" et cela n'a absolument rien à voir avec le parti du prolétariat canadien marxiste-léniniste.

Ce sont là des leçons que, depuis les origines du mouvement communiste canadien et international, bien des communistes ont dû payer bien cher pour apprendre; il serait bon que pour une fois, la mystification ne joue pas!

Pour l'unité du prolétariat!
Pour l'unité des marxistes-léninistes!
Développons le programme de la révolution prolétarienne au Canada!



L'avenir de la révolution prolétarienne au Canada réside dans l'unité combattante du prolétariat et des masses de tout le pays.



Correspondance

APPEL A NOS LECTEURS

Camarades et amis,

Le premier numéro d'UNITE PROLETARIENNE avait déjà souligné qu'un des objectifs importants de la nouvelle revue est d'ouvrir ses pages au débat, qui va grandissant au Canada, parmi les masses ouvrières et populaires ainsi qu'au sein du mouvement marxiste-léniniste, sur les questions de programme politique prolétarien et d'unification des marxistes léninistes canadiens.

Cet objectif peut être atteint si les ouvriers et les autres individus ou groupes, sympathisants aux idées communistes ou déjà engagés dans la lutte pour la construction d'un authentique parti prolétarien (marxiste-léniniste) au Canada, s'expriment sur ces questions et utilisent les instruments de presse communiste pour le faire.

Vous êtes sans doute déjà au courant que le journal EN LUTTE! reçoit régulièrement des lettres et des articles d'ouvriers, d'ouvrières, de ménagères, d'agriculteurs, d'assistés sociaux, d'étudiants et de professeurs, etc. De cette façon, le travail d'agitation et de propagande communiste du journal témoigne des luttes des masses, de leurs besoins et de leurs aspirations au socialisme, et travaille à réaliser cette fusion du marxisme-léninisme et de l'avant-garde du prolétariat et des autres couches du peuple canadien, fusion indispensable à la création du parti prolétarien et à la révolution au Canada.

Ce que le journal a réussi à accomplir, il faut aussi que la revue le mette sur pied et l'organise. Voilà pourquoi nous invitons les individus, les groupes d'étude et de syndicalisme, les groupes populaires, les groupes anti-impérialistes, etc... et tous ceux qu'intéresse la lutte politique des masses prolétariennes et populaires, à nous écrire.

Pour des communistes, ouvrir largement la presse à l'expression des idées des masses, c'est bien sûr une façon de mettre "en évidence cette vérité du marxisme-léninisme que la sagesse est dans les masses, que la force nous vient des masses" (EN LUTTE!, no 77, p. 7). C'est aussi travailler à mettre en application une des leçons historiques du mouvement ouvrier et communiste international, que Mao Tsétoung a su bien résumer en parlant de cette question lors du lancement de la revue L'Ouvrier chinois, en 1940 à Yenan:

> "Une fois lancée, une revue doit être prise au sérieux et bien menée. Rédacteurs et lecteurs portent à cet égard une responsabilité partagée. Il importe que les lecteurs expriment leur opinion et fassent connaître, par de courtes lettres ou de petits articles, ce qui leur plaît et ce qui ne leur plaît pas. C'est la seule façon d'assurer le succès de la revue" (voir Oeuvres choisies, t. II, p. 434).

L'appel est donc lancé à tous nos lecteurs, d'écrire à la revue. C'est une nécessité et un devoir pour chacun de faire connaître son point de vue, de critiquer notre travail et d'y faire triompher l'esprit prolétarien, l'esprit de Parti. La correspondance peut et doit alimenter la revue sur toutes les questions relatives aux luttes révolutionnaires des masses; elle doit aider aussi à critiquer tous les aspects politiques et matériels de la production de la revue: choix des articles et des rubriques, traitement de leur contenu , longueur et répartition des articles dans un numéro, illustrations, qualité de la langue et des traductions, composition et montage, etc. Et les ouvriers en particulier doivent se prononcer sur l'ensemble des questions politiques à l'ordre du jour, comme le programme communiste de l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti qui reste encore à créer. Ils doivent de plus en plus faire entendre leurs voix dans le mouvement marxiste-léniniste.

ECRIVONS A LA REVUE "UNITE PROLETARIENNE"! ENCOURAGEONS AUSSI NOS CAMARADES ET AMIS A LE FAIRE!

Critique de la revue no 3 et du Manifeste contre la Loi C-73 et le contrôle des salaires

A nos lecteurs,

Nous publions ci-dessous la lettre que nous a envoyée un lecteur de Toronto. Cette lettre adresse certaines critiques au no 3 de la revue sur la voie de la révolution au Canada ainsi qu'au Manifeste contre le gel des salaires publié par EN LUTTE! Nous profitons de cette occasion pour inviter tous nos lecteurs à emboîter le pas à ce camarade et à nous faire parvenir leurs critiques sur toutes les questions qui sont abordées dans la revue, mais en particulier sur les questions cruciales du programme communiste. En effet, au cours de l'été, EN LUTTE! diffusera largement un projet de programme. Si nous voulons que ce programme reflète véritablement les aspirations du prolétariat canadien, il est du devoir de chacun, ouvriers, travailleurs, femmes du peuple, chômeurs et assistés sociaux, agriculteurs, étudiants, travailleurs immigrés, intellectuels, etc., de contribuer dans la mesure de ses moyens à son élaboration.

Camarades, le programme que nous travaillons à construire sera celui de la révolution canadienne, celui du prolétariat révolutionnaire. Ces questions concernent au plus haut point tous les ouvriers conscients, tous les marxistes-léninistes et tous les sympathisants du mouvement marxiste-léniniste. Il n'est pas nécessaire de nous envoyer de longues lettres, envoyez-nous un mot, de petites notes, faites-nous parvenir les critiques de vos camarades de travail, discutez du programme dans vos organisations syndicales, vos cercles de lecteurs et avec les diffuseurs d'EN LUTTE!

EN LUTTE POUR LE PROGRAMME DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE!

Camarades,

Les deux dernières publications U.P. no 3 et le Manifeste sont excellentes. Cependant, dans le but de tendre à la perfection, je voudrais souligner quelques critiques mineures.

Je veux faire des commentaires plus particulièrement sur l'article "La voie de la révolution au Canada" dans U.P. no 3. De façon générale, cet article est mûrement réfléchi, précis et juste quoique sommaire

à cause de sa nature même et du développement du mouvement à l'étape actuelle. Mais c'est là une contribution importante à la lutte pour l'unité et pour établir la ligne juste.

Il y a cependant quelques imprécisions qui sont quelque peu regrettables. Une en particulier, la question des origines de la bourgeoisie nationale et de l'Etat, devrait être clarifiée, parce que c'est un des points majeurs de débat dans le mouvement depuis 50 ans.

Bien que je sois d'accord avec les conclusions, je pense que l'analyse est quelque peu unilatérale. En effet, elle tend à isoler les origines de l'Etat canadien d'une des conditions essentielles de son développement, la politique coloniale britannique.

Les lois de la Confédération et de l'Union sont toutes les deux comprises correctement comme étant principalement des tentatives de la jeune bourgeoisie canadienne de contrôler son propre marché national et les travailleurs, grâce à son Etat. Il est important de faire ressortir pourquoi la bourgeoisie britannique était non seulement en accord avec ce développement mais qu'elle l'a même encouragé.

On doit comprendre le rôle de l'Etat bourgeois comme étant double. D'une part, il consiste à protéger le territoire de la bourgeoisie nationale des tentatives d'ingérence et de contrôle de la part de bourgeoisies étrangères; les deux bourgeoisies, canadienne et britannique, avaient intérêt à contrer l'expansion des Etats-Unis et à établir leur contrôle sur l'Ouest canadien. D'autre part, la bourgeoisie nationale a besoin d'un appareil d'Etat pour réprimer les masses exploitées et opprimées vivant à l'intérieur de ses frontières, pour résoudre les contradictions au sein de la classe dominante et pour promouvoir l'illusion de "Liberté, Egalité, Fraternité" qui lui donne l'autorité morale, soutenue par la police, de taxer indûment le peuple travailleur.

Je crois que la Grande-Bretagne a appuyé ce développement à cause de la nature de ses investissements au Canada à ce moment-là.

> **"Avec des investissements directs, la dépendance et le contrôle s'accentuent avec le temps et créent une relation parasitaire; cela n'amène pas une situation où les dettes sont remboursées, entraînant ainsi que le pays dans lequel on investissait contrôle de plus en plus son économie, comme c'est le cas avec des investissements porte-feuille.**
>
> **"Les investissements britanniques étant des investissements porte-feuille, il a été possible de développer l'autonomie économique et de permettre l'émergence d'une élite canadienne." (lire bourgeoisie) (Wallace Clement, Canadian Corporate Elite, p. 118-19)**

Comme vous le dites à la page 16: "... les colonialistes creusaient leur propre tombe." Il faudrait signaler qu'ils le faisaient avec le sourire aux lèvres, aveuglés par leurs intérêts à court terme qui les rendaient inconscients des forces historiques auxquelles ils avaient à faire.

Les lois de la Confédération et de l'Union ont toutes deux étendu le pouvoir de la bourgeoisie nationale (ces lois stipulaient le "pouvoir du peuple"), d'élargir et de consolider la base d'impôt de l'Etat et de donner de meilleures garanties pour les prêts accordés par les banques britanniques. En ce qui regarde l'infrastructure, la construction de canaux et de chemins de fer a favorisé le développement du commerce et élargi les marchés pour les produits manufacturés britanniques. La bourgeoisie canadienne et la bourgeoisie britannique en tiraient profit; seule la classe ouvrière en souffrait. Comme l'ont expliqué deux autres auteurs bourgeois, les raisons pour la promulgation de la loi de l'Union, qui dans leur essence s'appliquent aussi pour la Confédération, n'ont fait que transformer les "canaux" en "chemins de fer". (Les auteurs décrivent d'abord de façon générale les problèmes auxquels le Gouverneur Général, Lord Durham, était confronté: l'agitation des masses et l'empiètement des Etats-Unis dans l'Ouest, les deux aggravés par "une dépression dans l'agriculture et le commerce" due à une période de stagnation dans le commerce. Durham considérait que la clé pour résoudre ces problèmes était l'achèvement et le creusage plus profond de la Voie Maritime du St-Laurent. Mais cela exigeait de l'argent et le gouvernement n'en avait pas.)

> **"Le financement de la construction de la Voie Maritime demeurait le problème principal. Le Haut-Canada était à cette époque au bord de la faillite, alors que le Bas-Canada, bien qu'ayant une meilleure situation financière à cause d'une dette publique plus faible, ne pouvait cependant pas assumer à lui seul le poids du financement. L'union des deux provinces visait non seulement à apaiser les tensions politiques et faciliter les changements constitutionnels prévus à l'époque, mais également à fournir une base plus solide aux nouvelles tentatives d'obtenir de l'argent de Londres. Ainsi, le gouvernement britannique s'engagea à payer l'intérêt sur un nouvel emprunt canadien se chiffrant à 1 million et demi de livres sterling, ceci dans le but d'encourager l'entrée du Haut-Canada dans l'Union et pour rétablir le crédit des valeurs canadiennes à la Bourse de Londres. Cette garantie transformait dans les faits les "bonds" du gouvernement canadiens en valeurs sûres équivalant les valeurs du gouvernement britannique." (Easterbrook and Aitken, Canadian Economic History, p. 269)**

Bien entendu, une autre conséquence a été l'oppression plus grande de la nation québécoise, qui, avec sa population plus élevée, se trouvait à porter la plus grande responsabilité de ces emprunts et ne profita dans les faits que très peu du développement qui suivit.

Je pense qu'il est nécessaire de soulever ces points pour comprendre pourquoi les colonialistes ont accepté sans réagir le développement de la bourgeoisie canadienne. Il s'agissait principalement de **rentiers** (les banques) et **d'exportateurs** de marchandises (les industriels) — **une bourgeoisie nationale plus forte impliquait plus de clients pour leurs prêts, plus de sources de matières premières et le développement de débouchés pour leur production industrielle.** Il leur apparaissait peu probable à l'époque que la bourgeoisie qu'ils parainaient deviendrait un jour assez forte pour briser la laisse et même entrer en compétition avec la Grande-Bretagne. Quand la fusion du capital bancaire et du capital financier fut achevée, plusieurs années plus tard, les investissements impérialistes dans d'autres pays devinrent de plus en plus **directs:** des succursales, des compagnies avec des parts en commun, etc.

En ce qui concerne l'analyse des classes, je pense que c'est une erreur de ne pas faire la distinction entre le prolétariat **industriel** et le **semi-prolétariat.** Le premier travaille directement à la production des richesses, par exemple les ouvriers dans les usines, les ouvriers de la construction et du transport. Le semi-prolétariat travaille à la circulation des richesses, par exemple les employés des banques, les employés de bureau et les vendeurs. Le prolétariat industriel est notre base, sans lui nous ne pouvons gagner. Le semi-prolétariat est un allié quelque peu instable bien que beaucoup plus certain que la petite-bourgeoisie. Nous pouvons atteindre la victoire sans lui, bien que ce serait beaucoup plus difficile compte tenu qu'il représente probablement la moitié des travailleurs. Je crois qu'au début en Russie, le semi-prolétariat s'opposait à la révolution (voir Krupskaya, **Réminiscences of Lenin**).

La définition de la petite-bourgeoisie est très faible. Entre autres, on ne précise même pas qui en fait partie. Ce n'est pas matérialiste. De plus, elle exclut la catégorie des petits capitalistes (petits-bourgeois), comme les petits commerçants, les **agriculteurs**, dont quelques-uns exploitent la force de travail sur une petite échelle, bien qu'ils participent eux-mêmes au travail productif. Vous avez tort de dire: "... ils n'exploitent pas la force de travail". Cette position est erronée bien que les professionnels, comme les médecins, les avocats, etc... qui possèdent leurs propres moyens de production tout en étant pas des exploiteurs (au sens direct du terme), appartiennent eux aussi à cette classe.

Les professeurs sont un cas intéressant. C'est erroné de les considérer de la même façon que le prolétariat industriel. (Cette question ne pose pas autant de problème dans le cas d'une lutte de libération nationale, mais dans le cas au Canada, une ligne juste sur les divisions au sein des masses travailleuses est très importante... peut-être que la base du manque de clarté d'EN LUTTE! sur ces questions est une autre manifestation de la déviation nationaliste). A un certain moment, les professeurs étaient des petits-bourgeois dans leur rapport avec les moyens de production, en particulier quand l'éducation était surtout concentrée dans les écoles privées. Il y a avait très peu de gens scolarisés et les professeurs avaient un prestige bourgeois considérable. La bourgeoisie les considérait comme des alliés sûrs. Plus tard, en particulier dans les dernières 10 ou 20 années, ils ont effectivement été déclassés et réduits à une position de semi-prolétaires (on devrait plutôt dire "ils ont accédé"). On peut voir le développement parallèle de la conscience des professeurs dans leur empressement à se syndiquer et à faire la grève, alors qu'il n'y a pas si longtemps ils avaient tendance à s'opposer au prolétariat. Il semble aussi qu'ils ressentent que la bourgeoisie les a trahis en se tournant sauvagement contre eux pour tenter d'atténuer ses pertes dans la crise actuelle. Plusieurs sont offensés du fait qu'ils gagnent maintenant moins que des ouvriers spécialisés.

***

Le Manifeste est vraiment excellent au niveau de la ligne, du style, du format et de la traduction. Il parle le langage du peuple tout en n'abandonnant pas la science et la terminologie marxiste-léniniste. Il fait le lien entre les différents aspects de la vie canadienne à l'époque de la crise capitaliste. C'est un excellent instrument d'agitation et d'organisation. Cependant, en ce qui concerne la propagande, il aurait dû y avoir une section sur la lutte à long terme. Par exemple sur la question de la lutte pour le parti, il faudrait faire ressortir comment le fait d'avoir un détachement d'ouvriers avancés liés au parti prolétarien dans chaque usine, chaque centre de transport, chaque service public, jetterait les bases de puissantes actions unifiées du prolétariat jusqu'au moment et y compris le moment de la révolution armée. Il faudrait expliquer clairement et concrètement comment en menant à bien la présente lutte **défensive**, nous jetons les bases pour la dépasser et en arriver à la lutte **offensive**.

Il y a une petite imprécision à la page 37: "... il n'est pas pour demain le jour où le Canada perdra sa médaille comme 2ième pays du monde pour le nombre de grèves." Je suppose que vous voulez dire le nombre d'hommes-jours par travailleur perdus à cause de grèves, puisque cette méthode est habituellement la méthode de comparaison utilisée. Mais dans les faits, le Canada a perdu sa place au profit de l'Italie! En 1975, le Canada s'est placé 1er!

Selon le International Labour Office d'Angleterre, le Canada a "perdu" 2,840 jours par 1,000 travailleurs. Les travailleurs italiens, qui occupaient la 1ère place, ne comptaient plus que 1,640 jours à leur actif — possiblement à cause de la participation accrue des révisionnistes du Parti communiste d'Italie à l'administration de la dictature de la bourgeoisie italienne.

Le profil du Canada était 10% au-dessus de celui de 1974 et 53% au-dessus de la moyenne sur une base de 10 ans.

Camarades, ces deux publications représentent une victoire dans la lutte pour la fusion de l'idéologie marxiste-léniniste avec l'incroyable combativité du prolétariat canadien. Qui aurait cru que nous pouvions avancer d'autant de li (1) dans les deux dernières années? Imaginez combien nous avancerons quand nous serons tous unis dans une organisation avec la ligne juste! Nous devons doubler d'effort pour défaire l'opposition anti-parti dans le mouvement marxiste-léniniste, pour concentrer notre unité de façon matérialiste contre la bourgeoisie sangsue, pour vaincre notre désunion sur une base de principes, pour construire le Parti dans le feu de la lutte des classes!

(1) Ce terme désigne une unité de distance chinoise.

Réponse au camarade de Toronto

Soulignons tout d'abord la justesse avec laquelle le camarade aborde le problème, en situant les questions dans leur perspective historique, en n'en restant pas aux formes (ou pire aux formules), mais en



Manifestation du 14 octobre 76 à Montréal

cherchant à comprendre leur contenu concret comme c'est le cas par exemple sur la question du pouvoir d'Etat sur laquelle nous reviendrons.

Le camarade de Toronto met le doigt sur certaines faiblesses réelles de "La voie de la révolution au Canada", des faiblesses que nous devrons corriger dans les mois à venir et qui sont apparues au cours de la IIe conférence des marxistes-léninistes canadiens.

La première faiblesse identifiée concerne les origines de la bourgeoisie canadienne et de l'Etat canadien. Il est tout à fait juste de mentionner que notre analyse demeure encore marquée par un certain unilatéralisme. En particulier, dans notre insistance à expliquer ce qui est principal, peut-être avons-nous perdu de vue certains aspects secondaires. Concrètement cela veut dire qu'en expliquant les intérêts fondamentaux qu'avait la bourgeoisie canadienne à constituer la Confédération de 1867, nous n'avons pas vraiment expliqué quels étaient les intérêts britanniques dans cette affaire. Or le camarade avance un point de vue tout à fait juste. Selon nous la bourgeoisie britannique avait intérêt à s'allier à la bourgeoisie canadienne, jusqu'à un certain point, à la renforcer face à l'expansionnisme américain. Il faut en effet rappeler que cette période est marquée par une poussée extraordinairement forte des Etats-Unis dans toutes les directions, et non seulement dans les territoires libres, mais aussi dans les territoires déjà possédés par d'autres. C'est ainsi qu'en 1846-48, l'Etat américain détache du Mexique le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie pour les intégrer; en 1867, il achète l'Alaska au Tsar de Russie.

Face à cette poussée, il est certain que les vastes territoires de l'Ouest canadien, pratiquement inhabités, dépourvus de communications avec le reste des colonies, etc., ont dû constituer une proie alléchante pour les Américains. Il fallait donc renforcer la capacité de défense du territoire et en ce sens, la Confédération canadienne présentait des avantages non seulement pour la bourgeoisie canadienne, mais également pour la bourgeoisie britannique, ou probablement une fraction de celle-ci.

De façon générale, une analyse scientifique de cette période doit tenir compte donc des contradictions qui opposaient entre elles la bourgeoisie britannique, la bourgeoisie américaine et la bourgeoisie canadienne, cette dernière devant jouer sur les rivalités des deux premières pour se constituer en bourgeoisie nationale indépendante. Il faut même aller plus loin, il faut comprendre le rapport de force au sein de ces différentes bourgeoisies, ce qui a été faiblement présenté dans la revue no 3. Le camarade indique donc très justement la voie à suivre pour en arriver à expliquer vraiment cette période cruciale de notre histoire.

Par contre nous sommes en désaccord lorsqu'il affirme que la bourgeoisie britannique aurait eu intérêt à créer une bourgeoisie nationale forte étant donné la nature des investissements britanniques au Canada, i.e. des investissements en portefeuille. Cela, en pratique, viendrait à nier la contradiction importante qui existait entre la domination coloniale et le développement du capitalisme au Canada, contradiction qui est illustrée par les diverses politiques britanniques qui toutes, visaient pour l'essentiel à faire du Canada une source de matières premières pour l'industrie britannique et un marché pour ses produits manufacturés.

Même si, encore une fois, l'analyse doit être approfondie, il faut rappeler que l'exportation de capitaux de toutes les grandes puissances impérialistes de l'époque prenait massivement la forme de capital en portefeuille, ce qui les amenait toutes, là aussi, à s'opposer au développement de bourgeoisies indépendantes dans les pays où ils investissaient.

En ce qui concerne l'analyse de classes, il est également tout à fait justifié de souligner les faiblesses de l'article; encore là nous nous sommes déjà attelés à la tâche et nous comptons bien présenter le plus tôt possible une position plus développée et plus ferme.

Par contre, notre correspondant commet une erreur en ne voyant pas comment le prolétariat est un produit du capitalisme et donc qu'il suit le capital là où il va: ainsi, alors qu'au début du capitalisme, le capital était principalement limité au seul champ de la production, le prolétariat était aussi composé majoritairement des ouvriers de l'industrie. Peu à peu toutefois, le capital a pénétré l'ensemble des champs de la production sociale et de l'échange (commerce, agriculture, services...) et amené un nombre considérable des travailleurs engagés dans ces activités dans le rang des prolétaires.

Il faut donc tenir compte de ces développements du capitalisme pour adopter une juste position sur la composition du prolétariat. Il ne s'agit pas de dire, comme les révisionnistes, que le capitalisme monopoliste a modifié la nature et le rôle du prolétariat. Il s'agit de comprendre que le capitalisme a étendu une part encore plus considérable de la population à la condition de prolétaire: cette condition est demeurée la même depuis les premiers jours du capitalisme. Le prolétaire est dépouillé des moyens de production et doit vendre sa force de travail au capitaliste. De plus, le prolétaire n'a aucun contrôle sur la production et sur l'organisation de cette production.

Bien sûr, il restera à débattre plus profondément de l'analyse des classes sociales au Canada, et la lettre du camarade de Toronto est d'un apport intéressant dans ce sens. Rappelons aussi que les positions mises de l'avant sur l'analyse de classe dans la revue no 3, ne sont pas des positions définitives, et que nous les avons justement publiées pour soulever le débat sur une question qui n'a encore jamais été débattue largement dans notre mouvement.

En ce qui concerne le manifeste contre le gel des salaires, nous ne relèverons qu'un point. Le camarade dit qu'il aurait fallu ajouter un chapitre sur le parti prolétarien et la lutte à long terme. Or la préface du manifeste remplit particulièrement cet objectif. De plus, tout le manifeste a justement pour rôle de lier la lutte pour le socialisme et pour le parti marxiste-léniniste à la lutte contre le gel des salaires et toutes les mesures de crise. Il faut être conscient que dans un tel document d'agitation, on ne peut tout expliquer et la lecture du manifeste sera justement l'occasion pour de nombreux ouvriers, non seulement d'intensifier la lutte contre les mesures de crise, mais aussi d'approfondir ces questions dans le cours même de la lutte. En ce qui concerne les autres mises au point sur le manifeste, nous sommes tout à fait d'accord, de telles critiques ne peuvent qu'être utiles pour améliorer nos instruments d'agitation et de propagande.

La Rédaction

Message du Mass Line Study Group de Toronto

Nous félicitons tous les groupes impliqués dans l'organisation de la conférence sur la voie de la révolution qui a eu lieu à Montréal les 9 et 10 avril derniers. Nous croyons que la conférence a permis d'intensifier et d'élargir la lutte pour la création d'un parti marxiste-léniniste au Canada. Egalement, le succès de la conférence confirme la justesse de la ligne des groupes participants selon laquelle la lutte dans le mouvement ne peut être réduite à la lutte entre la L.C. (m.-l.)C. et EN LUTTE!

Egalement, nous voulons remercier les cadres d'EN LUTTE! chez qui nous avons logé pour leur hospitalité, pour leur vif désir de mener une lutte politique franche et pour leur patience à nous enseigner la langue de la nation québécoise.

EN LUTTE POUR LE PARTI MARXISTE-LENINISTE!
Mass Line Study Group,
15 avril 1977

OUVRIERS
LUTTONS CONTRE

A-t-on jamais vu depuis les derniers mois les rivalités nationales s'accroître autant dans notre pays? Partout, de Halifax à Vancouver, nos politiciens bourgeois n'ont plus qu'un mot à la bouche: Unité nationale! Sauvons le pays! Les premiers ministres de l'Ontario, du Manitoba et des Maritimes dépensent un temps fou en conférences de presse où l'un après l'autre ils excitent les sentiments du peuple canadien. "Le Canada demeurera uni!". "Nous refuserons l'association avec le Québec indépendant!". Voilà le message des politiciens bourgeois du Canada anglais depuis le 15 novembre dernier, qui ont entonné le "O Canada" afin de rehausser par tous les moyens la "fierté nationale" du peuple canadien.

Mais de Hull à Gaspé, c'est un autre refrain que chantent les politiciens et les hauts fonctionnaires du gouvernement québécois. La musique est différente mais les paroles ressemblent à s'y tromper à celles du premier ministre Trudeau. Sur des airs folkloriques cette fois, dans une langue différente, en français, les grandes figures du gouvernement péquiste ont amorcé leur campagne nationaliste. Les paroles se chantent à peu près comme cela: "Pour construire un pays indépendant ... serrons-nous la ceinture!" Est-il besoin de dire que le premier vers de la chanson est scandé bien haut alors que le deuxième est chanté sur un ton plus monotone, c'est une question de rythme en définitive.

Mais pourquoi, depuis quelques mois, tous les ministres bourgeois s'affairent-ils à sortir de leur valise les fleurdelisés et les feuilles d'érable? Pourquoi, de part et d'autre, les élites bourgeoises intellectuelles, politiques, et jusqu'aux grands magnats de la finance, de Desmarais de Power Corporation jusqu'au président de la Banque de Montréal, s'affairent-ils à accroître par tous les moyens les divisions nationales? Une chose est certaine, il y a anguille sous roche. "L'unité nationale," canadienne ou québécoise, ça cache quelque chose.

Bien sûr, il y a eu l'élection du Parti québecois (P.Q.) au Québec, ce qui n'a rien pour plaire aux représentants de la bourgeoisie canadienne. Mais il y a plus.

L'élection du gouvernement péquiste s'est produite au moment où la bourgeoisie canadienne est aux prises avec sa plus grave crise depuis les années 30. Avec plus de 1 million de chômeurs, dont 300,000 seulement au Québec, la presse bourgeoise est maintenant obligée d'admettre que le système capitaliste est en crise. Pour maintenir les taux de profit, les mesures de crise se sont multipliées contre l'ensemble du prolétariat, loi C-73 contre les salaires, loi C-27 contre les chômeurs, injonctions, lois matraques et la liste ne cesse de s'étendre. Mais particulièrement les travailleurs immigrants, ceux des minorités nationales et de la nation québécoise ont été les cibles favorites de l'Etat bourgeois.

C'est également l'oppression nationale contre le peuple québécois qui s'est accentuée; la lutte des "gens de l'air" contre le chauvinisme obscurantiste de la compagnie d'Etat Air Canada en fut un exemple durant toute l'année dernière. Le P.Q., en arrivant au pouvoir, a manoeuvré souvent avec succès pour canaliser à son avantage les revendications nationalistes qui s'étaient retrouvées associées aux luttes ouvrières et populaires depuis plus de 15 ans au Québec. Car la question nationale québécoise a occupé une place centrale depuis les premières manifestations des années 60, en passant par les luttes contre le Bill 63, les émeutes de la Saint Jean-Baptiste et les nombreux conflits scolaires.

Après l'élection du P.Q. et avant même le débat sur la Charte du français, on a vu Trudeau pousser l'arrogance jusqu'à affirmer que "la sécession du Québec serait un crime contre l'humanité", lui, ce grand défenseur de "l'unité dans la diversité" qui a toujours refusé de reconnaître l'existence des deux nations au Canada.

Les problèmes nationaux au Canada ne se réduisent pas seulement à la négation du droit à l'autodétermination du Québec. La politique rapace de la bourgeoisie canadienne vise également les Amérindiens et les Inuits, à qui on ne reconnaît pas le moindre droit démocratique. Non contents de maintenir les peuples autochtones dans un état d'asservissement total, non contents de les entasser dans des réserves comme du bétail, l'Etat bourgeois canadien et son appareil au Québec sont en train de permettre l'empoisonnement au mercure de nos frères du Nord du Québec et de la Baie James Aujourd'hui encore, la construction du pipeline McKenzie menace sérieusement des territoires où vivent des milliers d'Indiens du Canada.

Le sort qui est fait aux peuples autochtones du Canada ressemble en dix fois pire à celui qu'ont à subir les minorités nationales francophones à l'extérieur du Québec.

On a vu le sort que réserve la bourgeoisie canadienne aux minorités canadiennes-françaises du Canada. La loi sur les langues officielles, loin de favoriser le développement des communautés francophones du Nord de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, est totalement inefficace et contribue à l'assimilation par la force et la contrainte. Par exemple, au Manitoba, les francophones ne peuvent pas encore obtenir d'enseignement dans leur langue. La loi qui date de 1970 ne fait que permettre l'existence de classes francophones à la condition qu'il y ait suffisamment d'élèves et que la commission scolaire locale en donne l'autorisation. Le gouvernement néo-démocrate de Ed Schreyer n'est, pas plus que

S CANADIENS,
E LES DIVISIONS NATIONALES!

les autres, intéressé à donner satisfaction aux justes revendications de cette minorité nationale. La situation n'est pas plus reluisante à Moncton (N.-B.) qu'à Windsor (Ont.) où les Canadiens français ont à faire face au même chauvinisme de grande nation, si profitable à la bourgeoisie canadienne.

Au Québec, la crise accentue l'oppression nationale en accentuant les écarts de salaire entre les travailleurs de la nation oppressive et ceux de la nation opprimée. Par exemple, l'écart des salaires entre les ouvriers québécois et ceux de l'Ontario, dans le seul secteur manufacturier, s'est élargi de 45% entre 1969 et 1975. Alors qu'en 1969 un ouvrier ontarien gagnait en moyenne $15.89 de plus par semaine qu'un ouvrier québécois, en 1975 la différence était rendue à $23.21. Pour un même travail les ouvriers québécois sont moins payés et leur pouvoir d'achat s'effondre puisqu'ils sont en même temps plus taxés que dans les autres provinces. Le ministre des Finances du Québec, Parizeau, l'a reconnu encore dernièrement en présentant son budget. Le P.Q. l'avait bien dit qu'il fallait se serrer la ceinture...

Tous ces faits démontrent que la crise politique et économique qui traverse notre pays ne va pas sans le développement de l'oppression nationale. L'oppression nationale s'est développée avec le capitalisme. Au Canada, après la colonisation, c'est la Confédération de 1867 qui a "légalisé" la négation du droit à l'autodétermination de la nation québécoise, faisant fi du droit d'une nation à décider de son propre sort. Depuis ce temps, la bourgeoisie canadienne a bien fait les choses, développant à travers le pays le chauvinisme anglo-canadien du type "What does Quebec want?" ou encore du "French pea soup". Devant cela,la fraction nationaliste de la bourgeoisie canadienne ne demeurait pas inactive, elle développait le nationalisme étroit parmi le peuple québécois afin de mieux diviser la classe ouvrière des deux nations.

La question nationale a de tout temps au Canada constitué un facteur important de division, peut-être le plus important. On doit dire que cette division est inscrite dans l'histoire même de notre pays. Face à cette division profonde, alimentée par le nationalisme bourgeois, le mouvement communiste canadien n'a pas toujours su réaliser l'unité des prolétaires et défendre les intérêts du prolétariat.

C'est ainsi que le Parti communiste canadien (P.C.C.), alors même qu'il n'avait pas encore sombré dans le révisionnisme, a toujours développé une position confuse, et le plus souvent totalement erronée sur la question nationale québécoise. Les erreurs qu'il a commises à cet égard ne sont d'ailleurs pas étrangères à ses insuccès à réaliser l'unité de la classe ouvrière des deux nations.

Le P.C.C. ne s'est jamais battu pour la reconnaissance effective et pratique du droit de la nation québécoise à disposer d'elle-même. Il n'a jamais réellement considéré cette question: il a rejeté la lutte pour ce droit sous prétexte qu'elle n'avait aucun intérêt pour la classe ouvrière qui a à subir les mêmes conditions qu'elle soit francophone ou anglophone. Son attitude a toujours consisté à se méfier des revendications nationales — quand il ne les combattait pas ouvertement! — comme si elles n'étaient que des tentatives de diversion de la part de la bourgeoisie.

Lorsque le P.C.C. a commencé à reconnaître le droit de la nation québécoise à disposer d'elle-même, cette reconnaissance est demeurée toute théorique. Jamais le P.C.C. ne luttera contre le chauvinisme de grande nation au Canada anglais, ni même dans ses propres rangs.

La renaissance du mouvement marxiste-léniniste au Québec au début des années 70 a été aussi fortement marquée par le nationalisme bourgeois, mais qui épousait jusqu'à un certain point cette fois-ci le nationalisme étroit de la fraction québécoise nationaliste de la bourgeoisie canadienne.

En effet, la majorité des marxistes-léninistes à l'époque — et cela s'appliquait aussi à notre groupe — restreignait la lutte pour le socialisme au seul cadre étroit du Québec, de plus, ils avançaient que le prolétariat **du Québec** devait mener la lutte pour l'indépendance nationale en même temps que pour le socialisme. Bien que cette position se démarquait des pires positions bourgeoises semant alors la confusion au sein du mouvement ouvrier, tel **l'étapisme** et son mot d'ordre "d'indépendance d'abord et socialisme ensuite", telle la thèse trotskiste **indépandance et socialisme** qui ne subordonnait aucunement la lutte pour l'indépendance à la lutte pour le socialisme, ou encore de **l'appui critique au P.Q.** mis de l'avant par les "maîtres de l'économisme" d'alors, le Secteur travail des Comités d'action politique (C.A.P.), qui sont allés jusqu'à prêter leur appui au P.Q. lors des élections. Cette position représentait néanmoins un point de vue qui freinait objectivement l'unité du prolétariat canadien. C'est pourquoi elle devait être rejetée; ce qui fut fait au cours de l'année 74 lorsque notre groupe EN LUTTE! et le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (M.R.E.Q.) en particulier affirmèrent que la voie de la révolution au Canada — incluant le Québec — passait par la lutte révolutionnaire contre l'ensemble de la bourgeoisie canadienne, source à la fois de l'oppression nationale et de l'exploitation des ouvriers des deux nations et par le renversement de l'Etat bourgeois canadien, ce qui suppose la lutte pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination de la nation québécoise et la reconnaissance des droits de toutes les minorités nationales. Le

mouvement marxiste-léniniste canadien fit alors un bond en avant historique sur la voie de l'unité du prolétariat des deux nations.

Ces pas en avant ont marqué depuis lors le développement de tout le mouvement marxiste-léniniste canadien. Il se trouve aujourd'hui dans toutes les grandes villes du pays des marxistes-léninistes et des ouvriers qui en luttant pour la révolution socialiste, luttent aussi d'un même souffle contre toute forme d'oppression nationale. Non seulement à Québec et à Montréal, mais aussi à Toronto, à Vancouver, à Régina, à Halifax, de plus en plus d'ouvriers prennent en main la lutte contre le chauvinisme de grande nation et pour le droit à l'autodétermination de la nation québécoise. N'est-ce pas là la meilleure garantie que les ouvriers québécois puissent avoir du respect véritable de leurs droits nationaux dans un Canada socialiste? C'est dans cette lutte, et dans la lutte que mènent de plus en plus de prolétaires québécois contre le nationalisme des Lévesque, Parizeau, Joron, que réside vraiment la garantie de l'unité des ouvriers francophones et anglophones contre la bourgeoisie canadienne.

Mais depuis l'élection du 15 novembre dernier, on doit dire que l'unité combative du prolétariat des deux nations est dangereusement menacée. En effet, au Québec, un parti politique a été porté au pouvoir qui se donne pour tâche essentielle de réaliser l'indépendance du Québec au profit d'une fraction de la bourgeoisie canadienne. Cet événement politique a depuis les derniers mois pris les devants de la scène politique. Tous les politiciens bourgeois y sont allés de leur petit mot pour confondre le peuple sur les véritables enjeux de ce débat. Même les dirigeants corrompus des syndicats du Québec y ont mis leur grain de sel pour cacher aux ouvriers la véritable nature du P.Q. Il est donc temps que la classe ouvrière y voit clair, et qu'elle lève le voile sur les véritables projets du P.Q. et des chauvins du Canada anglais qu'ils s'appèlent Broadbent ou Horner. Il est temps qu'on s'aperçoive que tous ceux qui font vibrer les cordes du nationalisme le font dans leur propre intérêt de classe qui est celui d'une fraction ou l'autre de la bourgeoisie canadienne et nullement dans les intérêts du peuple. Allons-y voir.

LE PROJET DU P.Q., UN PROJET BOURGEOIS

Depuis l'élection du 15 novembre, on en a entendu de toutes les couleurs au sujet du P.Q. Les boss syndicaux du Québec nous ont dit que le P.Q. était un parti pro-ouvrier, ou du moins avait-il un préjugé favorable aux travailleurs. Entre nous, avait-on besoin de Louis Laberge, président de la F.T.Q., pour nous dire cela? Le ministre du Travail, Couture, s'en était chargé bien avant lui.

Ed Broadbent du N.P.D. est lui aussi venu nous dire que le P.Q. était un parti qui défendait les intérêts des travailleurs, et que son programme se rapprochait beaucoup du programme du N.P.D. C'est du moins ce qu'ont déclaré les candidats N.P.D. aux dernières élections partielles au Québec lorsqu'ils avaient à se faire élire dans des comtés péquistes. Mais à en voir les résultats des élections, il ne semble pas que la tactique ait fonctionné.

Tenez-vous bien, même les révisionnistes de l'Union soviétique sont venus fourrer leur nez dans cette affaire. Eh oui, ces révisionnistes qui exploitent la classe ouvrière soviétique ne se sont pas gênés pour commenter dans la Pravda — leur organe de propagande —, la victoire d'un parti "petit-bourgeois". Quelques semaines après le Parti communiste canadien révisionniste emboîtait le pas et affirmait aussi que le P.Q. est un parti petit-bourgeois dont le programme serait, tenez-vous bien, messieurs les bourgeois de l'Alcan et de Noranda, "anti-monopoliste", voilà pourquoi ils ont favorisé la participation des bureaucrates syndicaux au sommet économique du P.Q. de la fin mai à Baie Saint-Paul, qui rassemblait plusieurs représentants des monopoles! Allez donc y comprendre quelque chose.

Mais tout compte fait, ce discours n'est pas loin de ressembler à celui de Norbert Rodrigue et Yvon Charbonneau, respectivement présidents de la C.S.N. et de la C.E.Q. qui tout en clamant que le P.Q. n'est pas un parti ouvrier, n'en acceptaient pas moins d'aller se prostituer au sommet économique eux aussi. C'est d'ailleurs Charbonneau qui disait que le P.Q. est un gouvernement capitaliste, mais pas tout à fait comme les autres.

Décidément, les opinions ne manquent pas sur le P.Q. Mais qu'en est-il au juste de ces "préjugés favorables aux travailleurs", de ce "parti petit-bourgeois" ou de ce "parti capitaliste pas tout à fait comme les autres"? Une chose est certaine, c'est que ceux-là qui s'empressent de "dénoncer" d'une façon ou d'une autre le P.Q. n'en sont pas moins les premiers à l'appuyer à tour de bras lorsqu'il entreprend de diviser les travailleurs canadiens-anglais et québécois. Mais malheureusement pour eux, les gestes qu'a posés le P.Q. depuis 6 mois se sont chargés de nous montrer la vraie nature de so[n] projet indépendantiste et "social-dé[mocrate."]

QUELLE CLASSE REPRESENTE LE P.Q.?

L'élection du 15 novembre a permi[s] de mesurer l'ampleur du mécontente[ment] de la classe ouvrière envers le[s] partis bourgeois traditionnels et l'em[prise] du nationalisme bourgeois dan[s] de larges couches du peuple. Mais e[n] 6 mois, le P.Q. a pu dévoilé ses inten[tions] et nous a fait voir son vrai pro[jet]. Il veut régler la question national[e] au profit des intérêts des bourgeois. Il a déjà commencé sa propagande pou[r] amener le peuple québécois à dir[e] "oui" au référendum, à la séparatio[n] politique pour faire de l'Etat souverai[n] québécois l'instrument de développe[ment] de la fraction nationaliste de l[a] bourgeoisie au Québec.

Le fait d'avoir pu canaliser le mécon[tentement] des cultivateurs, des petit[s] commerçants de la petite bourgeoisie, des intellectuels, des étudiants et d'un[e] large fraction du prolétariat québéco[is] et de les avoir ralliés temporaireme[nt] à son projet de classe ne doit pas nou[s] aveugler sur les intérêts que défend c[e] parti. Le P.Q. n'est pas pour autan[t] devenu le parti des petits producteu[rs] et des ouvriers.

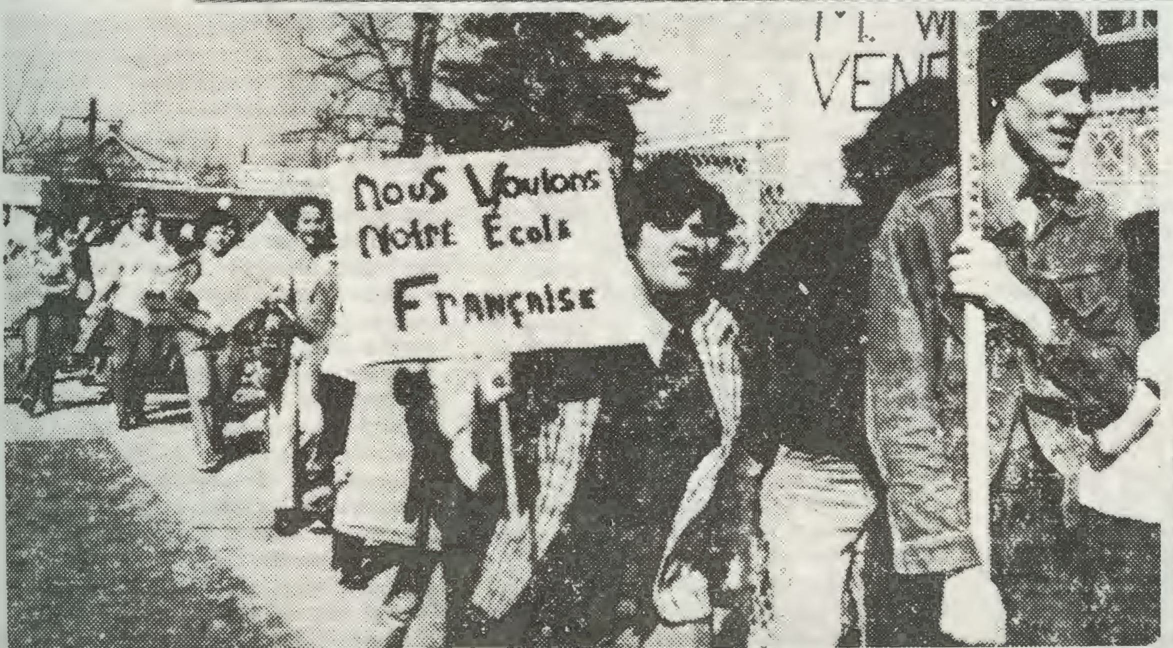
Il suffit de lire le programme d[u] P.Q. pour comprendre quels intérêt[s] il défend. Son projet est de doter l[e] gouvernement québécois des plein[s] pouvoirs d'un Etat souverain afin d[e] consolider la fraction québécoise na[tionaliste] de la bourgeoisie canadienn[e]. L'Etat québécois va encourager la m[onopolisation] des entreprises québéco[i]ses en développant le secteur publi[c]. Le gouvernement péquiste s'enga[ge] "à favoriser comme forme prioritai[re] d'intervention dans l'économie une e[xtension] soutenue du secteur public (e[ntreprises] d'Etat et mixtes) particuli[èrement] dans les secteurs où l'impa[ct] est majeur sur l'orientation du dév[eloppement] économique" (Programm[e] p. 12, Edition 1975). Ainsi on a [pu] constater dans le débat sur l'assura[nce]-automobile, que la préoccupation [du] P.Q. n'était pas de réduire les coûts p[our] les assurés. Ce qui est plus import[ant] c'est la mise sur pied d'une régie d['E]tat qui prendra en charge la couvert[ure] des dommages corporels de façon o[bli]gatoire, ce qui sera une source imp[or]tante de capitaux. Cette société d'[Etat] sera ainsi en mesure de financer d['au]tres projets capitalistes, comme le [fait] la Régie des rentes du Québec par [ex]emple.

Le Parti québécois qui utilise l['Etat] québécois pour développer les mo[yen]nes entreprises québécoises a int[érêt] comme il le dit dans son program[me]



De nombreuses manifestations qui se sont déroulées au Québec depuis les années 60 ont manifesté l'existence réelle de l'oppression nationale subie par la nation québécoise, mais parce qu'elles étaient dirigées par les nationalistes bourgeois, elles n'ont eu pour effet que d'attiser les divisions nationales et diviser encore plus le prolétariat des deux nations.





La loi sur les langues officielles du gouvernement Trudeau loin de favoriser le développement des communautés francophones du nord de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba est totalement inefficace et contribue à l'assimilation par la force et la contrainte.

à "élargir la notion de services publics en y incluant certains biens et services actuellement offerts par l'entreprise privée." (p. 13) La formule des entreprises "mixtes" (collaboration Etat-entreprise privée) que le P.Q. préconise permet justement à l'Etat de mieux servir les intérêts de la bourgeoisie nationaliste québécoise. On pourrait prendre l'exemple d'une autre société d'Etat, S.O.Q.U.I.P. que le P.Q. s'est engagé à "élargir très substantiellement pour en faire un des principaux agents d'exploration pétrolière sur le territoire, de même que de l'importation, du raffinage et de la distribution des produits pétroliers". Pour le P.Q., l'Etat doit "devenir un important agent économique" car, selon sa propre expression, "son action peut être déterminante pour le développement des entreprises québécoises", qui ont, bien sûr, la grande qualité d'exploiter leurs ouvriers en français.

Face aux institutions financières, c'est le même objectif de classe qu'il poursuit: le P.Q. veut orienter les 30 milliards d'épargne déposés par les travailleurs québécois dans les différentes institutions financières du Québec au profit de la fraction proprement nationaliste de la bourgeoisie québécoise.

Le programme péquiste est clair là-dessus, il propose à l'Etat "d'accentuer son rôle de fournisseur de capitaux au développement industriel, et singulièrement ses souscriptions au capital-actions des entreprises dans une perspective de développement équilibré dans toutes les régions du Québec" (p. 13).

Ce "développement équilibré dans toutes les régions du Québec" ce n'est rien d'autre que le développement des rapaces des caisses populaires Desjardins et des distilleries Seagram, ou de certaines entreprises moyennes québécoises qui aspirent à devenir des monopoles. Par exemple, le programme péquiste préconise l'abolition des "compagnies privées de petits prêts" (compagnies de finances) et "d'interdire aux sociétés privées de financement (dites d'acceptance) toute opération dans le domaine des prêts personnels ou celui du financement des ventes à des personnes" (p. 14). Pourquoi? Le P.Q. ne veut surtout pas mettre fin à l'exploitation éhontée que ces compagnies font subir aux ouvriers endettés. Au contraire il veut les remplacer et leur donner une allure plus québécoise. C'est ainsi qu'il confiera la charge du crédit à la consommation aux "institutions financières publiques et au mouvement coopératif Desjardins" qui est ainsi appelé à jouer un rôle financier important dans la consolidation d'entreprises québécoises. Le programme dit aussi que le gouvernement nationaliste utilisera le pouvoir d'achat du secteur public et parapublic à "soutenir l'expansion des entreprises québécoises" (p. 14). Pour permettre à ces entreprises de se monopoliser, il annonce qu'il mettra en place une "société de réorganisation industrielle" afin de "moderniser ou restructurer un secteur par fusion ou regroupement autrement impossible". Cette même société doit: susciter dans les secteurs où la production est étroitement liée à la taille des opérations la concentration des entreprises, et favoriser l'intégration des réseaux d'approvisionnement et de distribution, pour mieux assurer leur stabilité et leur croissance". Voilà qui en dit long sur le préjugé favorable du P.Q. envers les capitalistes à visage français!

Mais cela ne va pas sans provoquer certaines frictions entre les profiteurs et un des plus beaux exemples de confrontation entre la bourgeoisie monopoliste canadienne et le secteur monopoliste québécois est certainement le cas de Quebec Steel, une entreprise qui risque de fermer ses portes et de mettre à pied près de 1100 employés. Cette compagnie qui a bénéficié de prêts de la Banque Royale a demandé au gouvernement péquiste de lui garantir son dernier prêt. Evidemment le P.Q. a refusé sous prétexte de la "non ingérence". Mais tout s'éclaire lorsqu'on apprend que Quebec Steel est un concurrent direct de Sidbec-Dosco... le plus important monopole québécois dans le domaine de l'acier et de la métallurgie. C'est aussi que plus de 1100 ouvriers se retrouveront dans la rue à cause de la concurrence que se mènent différentes fractions de la bourgeoisie canadienne.

Mais il ne faut pas croire que le projet du P.Q., qui consiste à développer un secteur monopoliste québécois, se réalisera de soi en criant P.Q. Au contraire, le gouvernement péquiste s'est même montré depuis 6 mois très timide à réaliser son propre projet capitaliste. Ainsi on a pu voir dans le domaine de l'extraction des matières premières, en particulier de l'amiante et de l'aluminium, que le P.Q. n'avait pas toujours la force d'imposer ses politiques nationalistes. La nationalisation de l'amiante s'est soudainement transformée en une subvention de 60 millions à la compagnie Noranda. Et il en va de même de l'Alcan, qui est un important monopole capitaliste canadien. Et bien justement, le P.Q., la moyenne bourgeoisie québécoise et certains secteurs monopolistes québécois, n'ont pas beaucoup de force à opposer aux monopoles canadiens et américains, du moins ont-ils décidé actuellement de ne pas s'aventurer trop loin et de se consolider là où ils étaient déjà forts. En particulier, le P.Q. pratique plus que jamais une politique d'ouverture face à l'impérialisme américain, et cela Lévesque ne s'est pas gêné pour le crier bien fort à tous les bourgeois new-yorkais vautrés dans les fauteuils de l'Economic Club, où il leur a dit: "Notre projet d'indépendance tranquille ne signifie pas que nous fermons la porte aux investissements étrangers. Bien au contraire!". On voit bien que si le P.Q. a crié si longtemps contre les ravages que faisait (et que fait toujours) l'I.T.T. dans les forêts de la côte nord du St. Laurent, ce n'était que pour mieux tromper le peuple, comme l'ont fait avant lui les Duplessis, Lesage, Johnson et Bourassa. La recette n'est pas nouvelle.

Si sur le plan de son programme économique le P.Q. défend les intérêts de la bourgeoisie, il n'en va pas autrement dans les autres domaines en particulier en ce qui concerne une des questions les plus cruciales de l'heure, la question linguistique.

LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DU P.Q.: UNE POLITIQUE DE DIVISION

Tout le fla-fla du P.Q. autour de son projet de loi no 1 sur la langue, appelé pompeusement la "Charte de la langue", s'inscrit dans la même stratégie: se présenter comme le grand défenseur de tous les Québécois francophones et entraîner davantage les ouvriers québécois francophones derrière son projet de classe. Le P.Q. a fait beaucoup de bruit avec sa charte: c'est ce qu'il recherchait. Mais loin d'unir les ouvriers de toutes les nationalités, la loi no 1 entraînera les mêmes résultats que la loi 63 et la loi 22. Aucune de ces mesures ne visent à accorder l'égalité des droits et de fait entre les diverses langues; au contraire, la loi no 1 veut accorder à la langue française un statut privilégié, pour se gagner les ouvriers francophones. D'autre part, la loi no 1 ne met absolument pas fin à certaines manifestations les plus révoltantes de l'oppression linguistique au Québec, tel par exemple le double réseau scolaire anglophone et francophone.

Au lieu d'unir les ouvriers, le P.Q accentue les divisions en voulant pa la contrainte interdire à certains anglo phones et aux immigrants de langu anglaise le droit de recevoir l'ense gnement dans leur langue. Ce sero les travailleurs anglophones et les tr vailleurs immigrants qui, contraireme

aux bourgeois anglophones seront les plus touchés.

Les droits linguistiques d'importantes couches de la nation québécoise ont toujours été bafoués. Cette vérité est confirmée par plus de 150 ans d'histoire. Mais il ne s'agit pas de savoir si la question linguistique doit se régler au profit des francophones ou des anglophones. Il s'agit de savoir si la question linguistique se règlera dans l'intérêt du prolétariat ou de la bourgeoisie. Et nous disons que le P.Q. a choisi de façon conséquente la deuxième solution.

En maintenant le double réseau scolaire au Québec, le P.Q. maintient la source même des privilèges qui ont jusqu'ici été accordés au réseau anglophone. Il n'est pas besoin de s'appeler Monsieur Camille Laurin pour s'apercevoir que le réseau anglophone a toujours été favorisé au niveau des budgets. Eh bien tenez-vous bien, Monsieur Laurin n'a pas vu cela, et il a décidé de maintenir les deux réseaux plutôt que de créer un seul réseau dispensant l'enseignement dans plusieurs langues.

Ce même Monsieur Laurin veut aujourd'hui nier les droits à l'enseignement dans leur langue des travailleurs des autres nationalités anglophones, inuits et amérindiens en accordant certains privilèges à la langue française. Pourquoi les ouvriers n'auraient-ils pas le droit du libre choix? Pourquoi ne pourraient-ils pas avoir des cours dans leur langue? Mais le P.Q. a choisi une solution qui favorise la bourgeoisie qu'elle soit anglophone ou francophone. Le P.Q. a choisi une solution qui divise les prolétaires en accordant des privilèges à une langue par rapport à une autre.

Le P.Q. n'a pas donné un traitement de faveur aux travailleurs francophones pour leurs beaux yeux, mais bien parce qu'il sait qu'ainsi il crée la division avec les travailleurs anglophones et immigrés et cherche à les rallier à son projet bourgeois.

Nous n'avons pas à lutter pour que le français obtienne le statut de "langue officielle" au Québec ou même pour que deux langues deviennent "officielles" au Canada. Ces 2 langues n'ont pas à jouir d'un statut privilégié, même si elles sont parlées par les deux plus importantes communautés nationales.

Ce sont les mêmes impératifs d'unité qui nous commandent de lutter pour supprimer toute contrainte et tout privilège concernant la langue d'enseignement. Ce n'est pas en imposant aux travailleurs immigrants et anglophones la langue française à l'école par la force que l'on réussira à les rapprocher du prolétariat francophone.

Le prolétariat francophone n'a rien à gagner en donnant des privilèges à la langue française, car ainsi il ne pourra que s'éloigner de ses frères anglophones et immigrants. Le prolétariat francophone doit pouvoir étudier et travailler dans sa langue tout comme les autres nationalités.

Quant aux ouvriers anglophones, ils n'ont rien à gagner à maintenir les privilèges qui leur ont été concédés jusqu'ici au Québec, car eux aussi n'y gagneront que la division. Au contraire, les ouvriers canadiens-anglais doivent défendre les droits de la nation québécoise comme s'ils étaient leurs.

C'est ainsi seulement qu'on forgera l'unité de fer des ouvriers de tout le Canada contre leur ennemi commun, la bourgeoisie canadienne. On ne le répètera jamais assez, **seule l'égalité totale de toutes les nationalités et de toutes les langues peut mettre fin dans notre pays aux problèmes linguistiques et nationaux dans le sens des intérêts du prolétariat.**

LA LIGUE ADOPTE UNE POSITION NATIONALISTE BOURGEOISE

A cet égard, il faut dénoncer fermement la position nationaliste bourgeoise de la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada sur la façon d'aborder la question nationale québécoise. Nous avons déjà critiqué sa position sur l'éventuel référendum qu'organisera le P.Q. En refusant le droit de participer au référendum à tous ceux qui habitent le Québec, la Ligue se veut plus nationaliste que le P.Q. (En Lutte, no 87, p. 3). Dans sa condamnation de la loi no 1, elle s'appuie sur des positions encore plus natinalistes. Ainsi la loi no 1 sèmerait la division non pas parce qu'elle fait du français la seule langue d'Etat, non pas parce qu'elle use de contrainte contre les anglophones et les immigrants mais parce qu'elle n'oblige pas tout le monde à aller à l'école française, y compris les travailleurs anglophones.

Ainsi dans **L'Aube rouge** (vol. 1, no 2, avril 77, p. 5) elle reprend sa position nationaliste:

> **"Nous devons tous nous joindre à la lutte pour obtenir un système d'éducation unique, francophone et laïque (pas catholique ou protestant). Ce qui veut dire que tous les Canadiens anglais et tous les immigrants devraient aller à l'école française."**

La Ligue se rend-elle compte qu'elle adopte un point de vue totalement nationaliste bourgeois en voulant lutter pour "l'instauration du français comme la langue du Québec" (Aube rouge, p. 5) La Ligue condamne l'existence même de l'enseignement anglais au Québec, province qui compte presque autant d'anglophones que toutes les provinces maritimes réunies!

Pour la Ligue, le caractère bourgeois de la loi no 1 vient du fait que seulement les francophones et certains immigrants seront forcés d'aller à l'école française. Il faudrait, selon la Ligue, que tout le monde soit forcé d'y aller! C'est là une position tout à fait antimarxiste qui nie l'égalité absolue des langues et bafoue même le droit légitime des travailleurs anglophones inuits et amérindiens de recevoir un enseignement dans leur langue. Evidemment la ligue préfère se mettre à la remorque du P.Q. pour sacraliser la "culture nationale québécoise".

Est-ce que la Ligue a compris que "le principe de la complète égalité en droits est indissolublement lié à la garantie des droits des minorités nationales" (Lénine, t. XX, p. 36) quand elle pousse son chauvinisme jusqu'à affirmer que les francophones des autres provinces ont droit à leurs écoles mais pas les anglophones du Québec, dont une bonne part sont des ouvriers, sous prétexte qu'ils appartiennent à la nation oppressive. Pour les "punir" d'être nés dans la mauvaise nation, les travailleurs anglophones, selon la Ligue devraient à leur tour subir une oppression linguistique.

Disons-le clairement, les dirigeants de la Ligue ont confondu les propos de Lénine avec ceux de Camille Laurin, quant à nous plutôt que de prêter notre "appui critique" à la politique linguistique du P.Q. nous préférons nous en tenir à la politique du prolétariat telle que l'a définie Lénine il y a plus de 60 ans:

> **"Si un marxiste ukrainien se laisse entraîner par une haine parfaitement légitime et naturelle contre les oppresseurs grands-russes au point de reporter qu'une parcelle de cette haine, ou même un sentiment d'hostilité sur la culture prolétarienne et l'oeuvre prolétarienne des ouvriers grands-russes, il glissera par là même dans le bourbier du nationalisme bourgeois...**
>
> **Le prolétariat ne peut donner son soutien à aucune consécration du nationalisme; au contraire, il soutient tout ce qui aide à effacer les distinctions nationales et à faire tomber les barrières nationales, tout ce qui rend la liaison entre les nationalités de plus en plus étroite, tout ce qui mène à la fusion des nations. Agir autrement, c'est se ranger aux côtés de la petite bourgeoisie nationaliste réactionnaire".**
>
> **(Lénine, tome 30. Notes critiques sur la question nationale, pp. 25, 26, 29.**

En défendant de telles positions nationalistes, la Ligue se range carrément du côté de la petite-bourgeoisie, pas du côté du prolétariat. Jusqu'ici, seuls des groupements petits-bourgeois, ultra-réactionnaires avaient défendu de telles positions. Des groupements tels le mouvement Québec français, les Sociétés Saint Jean-Baptiste, ou encore les Chevaliers de l'indépendance de Reggie Chartrand aux tendances plus que fascisantes, avaient jusqu'ici prôné l'enseignement unilingue français dans tout le Québec, et la négation totale des droits linguistiques des minorités nationales au Québec. En se rangeant sur des positions plus nationalistes que le P.Q., la Ligue en vient à se ranger tout à fait sur les positions de la petite-bourgeoisie québécoise la plus réactionnaire, telle n'est pas la voie du prolétariat, aussi attrayantes que puissent apparaître ces positions.

LE MOT D'ORDRE DE LA BOURGEOISIE CANADIENNE: RESSERRER LES RANGS!

Maintenant que Lévesque a clairement indiqué qu'il avait l'intention de préparer le référendum, Trudeau a dépassé l'hésitation et a tout fait pour consolider ses assises dans tout le Canada. Et il a réussi dans une grande mesure à rallier les diverses fractions de la bourgeoisie canadienne à sa stratégie: maintenir l'unité canadienne et conserver le marché unifié. La bourgeoisie canadienne qui aspire à devenir une puissance impérialiste plus importante a besoin de conserver son marché unifié. Pour maintenir l'unité politique du Canada, qui a toujours été précaire, le Parti libéral doit faire certaines concessions à l'Ouest du pays. Dans son discours historique à Winnipeg au Manitoba, il a dû promettre de ne plus considérer cette partie du Canada comme un simple réservoir de matières premières et s'engager à y consacrer plus d'argent pour le développement industriel. Le Parti conservateur, en perte de vitesse depuis que Trudeau a réussi à s'imposer comme le nouveau sauveur du Canada, n'a pas réussi à s'imposer dans tout le Canada et il demeure particulièrement absent au Québec.

Pour rallier les différentes composantes régionales de la bourgeoisie canadienne, Trudeau proclame maintenant que le centre du Canada — l'Ontario — doit être moins privilégié. Pour éviter que les gouvernements provinciaux ne soient tentés par leur régionalisme et travaillent à tirer profit des échanges directs avec les Etats-Unis, Trudeau se montre prêt à jeter du lest et ouvert aux arrangements constitutionnels substantiels. Les gouvernements provinciaux ont compris qu'il ne fallait pas trop encourager le courant de décentralisation au Canada si l'on voulait contrer efficacement le projet péquiste, et assurer ce qu'ils appèlent un "nouveau partage des pouvoirs". Pour toutes ces raisons, ils se sont rangés derrière le gouvernement Trudeau. C'est aussi dans le but de couper l'herbe sous les pieds du P.Q. que Trudeau a multiplié ses visites auprès des minorités canadiennes-françaises pour les rallier à son objectif de maintien du Canada bilingue. Ses visites à Washington et à Paris s'inscrivent dans le même objectif: ne pas laisser le champ libre au P.Q. La dernière déclaration commune des quatre premiers ministres provinciaux de l'Ouest du pays, celle de Davis de l'Ontario, contre le projet d'association économique proposé par le P.Q. est certes devenu une grande victoire pour Trudeau.

Une chose est claire, la bourgeoisie monopoliste canadienne ne pourra jamais accepter l'indépendance du Québec. Ce serait remettre en question l'existence même de son marché intérieur et ce fractionnement l'affaiblirait comme puissance impérialiste. Que veut la bourgeoisie canadienne sinon se hisser à un rang supérieur parmi les puissances impérialistes, par la multiplication de ses liens économiques avec de nombreux pays du Tiers-Monde, par la diversification de ses rapports avec les autres pays impérialistes, et par ses quelques tentatives de desserrer les rapports de domination que les Etats-Unis exercent à son endroit. Ce projet impérialiste est gravement menacé par le développement de la fraction nationaliste québécoise qui veut se développer sur ses propres bases et s'associer à la bourgeoisie canadienne à de nouvelles conditions.

A côté de la bourgeoisie canadienne qui a décidé de se lancer dans une véritable campagne pour l'unité canadienne, alimentée par le nationalisme le plus chauvin, les représentants de la bourgeoisie monopoliste américaine se sont montrés réservés. Trudeau n'a pas intérêt à voir l'impérialisme américain intervenir directement dans la crise canadienne pour contrer le projet péquiste; cela risquerait de jetter inutilement de l'huile sur le feu. Les impérialistes américains ne jouent pas sur un seul tableau. S'il est vrai qu'ils sont trop bien servis par la bourgeoisie canadienne pour prendre le risque d'appuyer la séparation du Québec, certains intérêts américains pourraient trouver avantage à voir la division s'installer au sein de la bourgeoisie canadienne. Cependant rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que les contradictions entre le Canada et les Etats-Unis conduiront à une rupture. Il est au contraire à prévoir que l'alliance inter-impérialiste Canada/USA ne sera pas sacrifiée.

On l'a bien vu, la bourgeoisie canadienne n'a pas apprécié la visite de Lévesque à l'Economic Club de New-York où il est allé expliquer que "l'indépendance tranquille" du P.Q. n'était pas incompatible avec le maintien de l'impérialisme américain. Trudeau a compris la manoeuvre et s'est empressé de resserrer l'alliance afin d'éviter que Rockfeller ne prête une oreille trop bienveillante au P.Q. En faisant contrepoids, Trudeau a réussi à se faire applaudir par tous les partis bourgeois canadiens.

De son côté, le P.Q. ne peut se permettre d'avoir l'impérialisme américain à dos. C'est ainsi que depuis six mois, ce parti bourgeois a multiplié les actions pour rassurer la bourgeoisie monopoliste américaine. Il a commencé par s'engager à ne pas se retirer de l'O.T.A.N. une fois la souveraineté proclamée. Dès la fin de décembre 76, il faisait passer la loi 82 qui forçait les contribuables montréalais à payer les 200 millions de déficit olympique pour rassurer ses prêteurs américains.

Mais il y a un autre allié que veulent se gagner à la fois Trudeau et le P.Q., il s'agit du prolétariat canadien qu'on tente d'acheter avec des peanuts tant à Québec qu'à Ottawa.

Trudeau a besoin non seulement des gouvernements provinciaux, mais il a trouvé un allié tout aussi sûr au sein du mouvement ouvrier canadien: l'aristocratie ouvrière engraissée par l'impérialisme canadien et ses nobles représentants qui mangent à la table de la bourgeoisie monopoliste, les boss syndicaux dont la tâche sera de rallier par tous les moyens l'ensemble du prolétariat à son projet de classe.

En effet, le tripartisme, les rencontres au sommet, les sommets économiques de toutes sortes, s'inscrivent aussi dans cette perspective. Tout comme Lévesque, Trudeau travaille à instaurer le tripartisme, non seulement pour obtenir le "contrôle volontaire des salaires", mais cette collaboration, cette "paix sociale" enfin retrouvée sera précieuse quand viendra le temps de mener la bataille du référendum. Déjà Joe Morris est allé s'asseoir à plusieurs reprises dans les fauteuils de l'Etat fédéral et Laberge, Charbonneau et Rodrigue ont fait de même au sommet économique du P.Q.

En effet, la stratégie n'est pas différente au Québec; déjà, tous les pré-

sidents des centrales syndicales québécoises se sont ralliés au projet linguistique du P.Q. Même ce grand représentant de la "gauche québécoise" qu'est Norbert Rodrigue est allé s'agenouiller devant le projet nationaliste du P.Q. en déclarant au sommet économique quelque chose du genre: "Vous n'êtes pas le parti des travailleurs, ... mais en ce qui regarde la lutte que vous menez pour la libération culturelle des québécois, nos objectifs se rejoignent".

Les objectifs de ces traîtres à la classe ouvrière sont clairs: obtenir quelques concessions en échange de leur précieuse collaboration. A cause de l'action de ces traîtres, de larges secteurs du prolétariat s'illusionnent encore sur les promesses des sociaux-démocrates et des nationalistes de toutes sortes. Et on doit dire que le rapport de force est encore favorable à la bourgeoisie.

Les boss syndicaux ont agi comme à leur habitude: ils ont prêté main forte au camp de la bourgeoisie. Morris à Ottawa, Laberge à Québec, les boss syndicaux sont aujourd'hui en train de trahir aussi la classe ouvrière sur le terrain de la question nationale. Devant ces traîtrises, le prolétariat n'a qu'une solution: resserrer les rangs.

OUVRIERS DES DEUX NATIONS: BATISSONS NOTRE UNITE!

Ouvriers canadiens, la situation que vit aujourd'hui notre pays est sérieuse. D'un côté le P.Q. utilise le nationalisme bourgeois pour appeler toute la nation québécoise, sans distinction de classes, à s'unir derrière lui pour faire l'indépendance. Lui aussi nous demande de restreindre nos revendications pour ne pas nuire à son projet d'indépendance. Selon lui **tous** les Canadiens anglais seraient nos ennemis sans distinction de classes. Dans cette lutte le P.Q. compte parmi les boss syndicaux ses alliés les plus sûrs.

De l'autre côté de l'Outaouais, Trudeau veut rallier le peuple canadien derrière la feuille d'érable pour défendre l'unité nationale. Là aussi, il s'agit de tous les Canadiens sans distinction de classes. Et là aussi comme par hasard, il faut se serrer la ceinture. Pour réaliser son projet, Trudeau s'est mis à la tête d'une campagne chauvine qui veut développer les sentiments racistes les plus bas au sein de la classe ouvrière canadienne-anglaise.

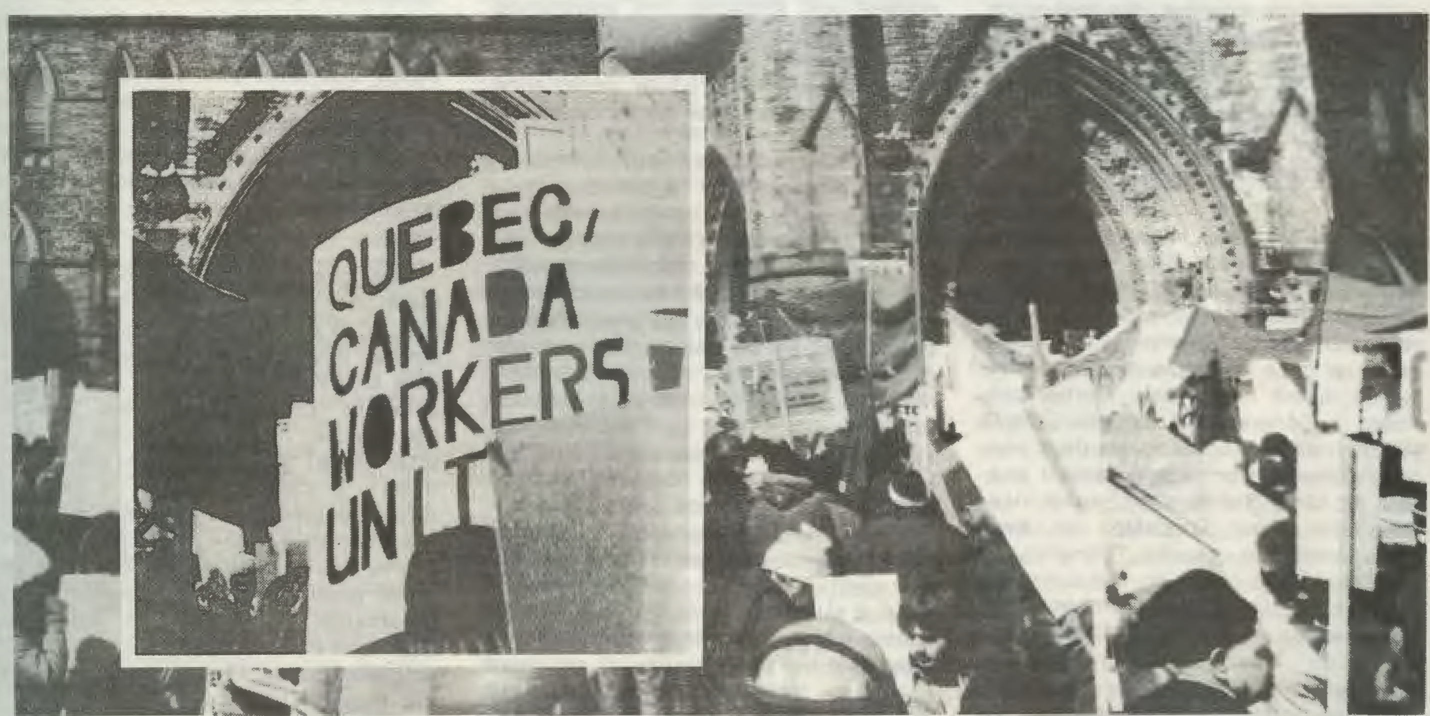
Devant ces deux camps de la bourgeoisie qui s'affrontent, le prolétariat canadien, lui, doit faire des distinctions de classes. Notre réponse n'est ni celle de Joe Morris, ni celle de Norbert Rodrigue; notre camp n'est ni à Ottawa, ni à Québec. Notre réponse, c'est l'unité du prolétariat à travers tout le Canada sans distinction de nationalités. L'unité la plus grande contre la bourgeoisie canadienne et sa fraction nationaliste québécoise qui alimentent chacune à leur manière le nationalisme et le racisme.

Camarades, le mouvement ouvrier court un grave danger, il risque de perdre les acquis qui se sont développés dans ses luttes communes lors du 22 mars et du 14 octobre 76 où côte à côte nous avons affronté la bourgeoisie canadienne dans la lutte contre les mesures Trudeau et toutes les politiques de crise de l'Etat bourgeois. Rappelons-nous ces journées mémorables où nous avons serré les coudes devant le Parlement d'Ottawa et les bourgeois effrayés. Ce jour-là les mains des ouvriers anglophones et immigrés ont serré les mains du prolétariat québécois.

Ouvriers canadiens, la lutte pour notre unité la plus complète n'est pas gagnée. La victoire ne viendra pas d'elle-même, il faudra y travailler dur. L'unité du prolétariat canadien nous impose des tâches urgentes. Elle demande que les ouvriers anglophones reconnaissent sans hésitation aucune le droit à l'autodétermination du peuple québécois jusqu'à et y compris la sécession. Pour cela il faudra faire reculer le chauvinisme que diffuse parmi nous la bourgeoisie canadienne. L'unité des ouvriers canadiens demande aussi que les prolétaires québécois rejettent le nationalisme bourgeois; en défendant leurs droits bafoués les ouvriers québécois ne doivent pas rechercher de privilèges, ils doivent se battre avec leurs frères de classe du Canada anglais.

Engageons-nous dans cette lutte avec le mouvement marxiste-léniniste, ni fleur de lys ni feuille d'érable.

UNITE DU PROLETARIAT DES DEUX NATIONS!



"Travailleurs du Québec et du Canada: Unité! "Tel doit être notre réponse à la politique d'oppression nationale et de privilèges nationaux de la bourgeoisie. Nous devons abattre les barrières nationales et grouper le plus étroitement possible tous les prolétaires dans la lutte contre le capitalisme.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE OU COMMENT LA BOURGEOISIE CANADIENNE VEUT SE SORTIR DE LA CRISE

LE TRIPARTISME, C'EST-A-DIRE LE CONTROLE "VOLONTAIRE" DE NOS SALAIRES PAR LES BUREAUCRATES SYNDICAUX, APPARAIT DE PLUS EN PLUS COMME LA SOLUTION QU'A CHOISIE LA BOURGEOISIE CANADIENNE POUR SE SORTIR DE LA CRISE. AU MOMENT OU NOS ENNEMIS COMPLOTENT POUR NOUS IMPOSER CETTE SOLUTION, IL IMPORTE QUE LE PROLETARIAT CANADIEN APPRENNE A RECONNAITRE SES VERITABLES ENNEMIS, PARTICULIEREMENT CEUX QUI SE CACHENT DANS NOS PROPRES RANGS ET QUI NOUS CHANTENT EN CHOEUR LA RENGAINE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE.

Le 22 mars 1977 tous les sociaux-démocrates, tous les réformistes des grandes centrales syndicales canadiennes ont fêté une grande victoire. Pour l'occasion ils avaient convoqué une petite réunion d'amis, à huis clos bien sûr, pour ne pas être dérangés. Autour de l'entente fraîchement signée, ils ont pris place dans de grands fauteuils bien rembourrés. C'est ainsi qu'ils ont pu échanger sur l'avenir de l'économie canadienne, sur la montée actuelle et inquiétante des luttes et de la combativité ouvrière. Ils ont aussi étudié pour le plus grand bien du mouvement ouvrier, disent-ils, le moyen de rétablir la paix sociale dans notre pays, de mettre fin au contrôle des salaires et de rétablir l'unité au sein de ce qu'ils appellent tous "notre grande famille".

Il fallait les voir, les uns souriants, réjouis de l'entente enfin revenue et pensant déjà aux profits fabuleux qu'ils allaient amasser, les autres sérieux, se demandant bien comment ils allaient expliquer ça à la classe ouvrière canadienne. Leurs noms? Joe Morris, président du Congrès du Travail du Canada (C.T.C.), accompagné de ses deux acolytes Julien Major, vice-président exécutif et Mme Shirley Carr, aussi vice-présidente. Pour l'occasion on avait aussi invité les grands "canons" de l'Etat bourgeois canadien. Nul autre que Pierre-Eliott Trudeau, accompagné de ses amis de toujours John Munro, ministre du Travail, et Alfred Powis, bien connu des ouvriers du monde entier, qui ont laissé leur vie dans les usines et les mines de la Noranda.

Oui, décidément, c'était beau à voir, tout ce beau monde enfin réuni, assis autour d'une même table. Chacun sait aujourd'hui ce qui s'est passé lors de cette rencontre mémorable. Les ouvriers canadiens en particulier se rappelleront longtemps de ce que Trudeau lui-même a qualifié de moment historique. **Pour une des premières fois de notre histoire, les dirigeants réformistes du C.T.C. ont offert sur un plateau d'argent leur collaboration pour limiter les hausses de salaires des ouvriers canadiens.** A nouveau les traîtres qui dirigent nos syndicats ont marchandé la force de travail de la classe ouvrière et les monopoles rapaces ainsi que la bourgeoisie impérialiste canadienne n'ont pas tardé à sauter sur l'occasion.

Ouvriers canadiens, nous savons un peu plus aujourd'hui le prix que nous aurons à payer pour cette "entente historique". Ce prix, c'est celui de voir nos salaires limités "volontairement", par la seule volonté des réformistes du C.T.C. Ce prix, c'est probablement aussi celui de ce que nos bons bourgeois appellent le "décontrôle sectoriel" ou en des termes plus simples, le décontrôle dans les secteurs qui viennent de signer leur convention collective. Juste après comme par hasard! Ce prix, c'est de voir les bureaucrates syndicaux accepter honteusement les attaques contre nos droits démocratiques, comme en témoigne leur silence total face à la loi raciste C-24 contre nos frères immigrants. Ce prix, c'est encore l'aggravation d'une crise capitaliste qui retombe toujours sur notre dos; voilà la recette sur laquelle se sont entendus Morris et Trudeau afin de juguler pour un temps la crise.

La bourgeoisie a changé de tactique face à notre résistance

Depuis que la loi C-73 s'est frappée au mur de notre résistance, depuis que les travailleurs du Front Commun au Québec, d'Elliot Lake en Ontario, des pâtes et papiers et plus récemment ceux des minoteries au Québec se sont levés pour faire les premières brèches dans la loi, depuis que les ouvriers de partout à travers le Canada ont résisté au contrôle des salaires, malgré des défaites parfois importantes, le prolétariat canadien n'en a pas moins commencé à forger son unité, comme en ont témoigné les manifestations du 22 mars et du 14 octobre 76 qui ont mobilisé des milliers et même un million de travailleurs, de femmes, de chômeurs, d'assistés sociaux à travers le Canada. Or cette unité grandissante fait peur à la bourgeoisie. La bourgeoisie est bien consciente que cette unité annonce des jours plus sombres pour la classe capitaliste et que cela est de très mauvaise augure pour ses profits, des profits qui lui sont par ailleurs nécessaires pour demeurer concurrentielle sur les marchés internationaux.

Des luttes comme la lutte des meuniers, des ouvriers de l'Alcan à Kitimat (C.B.) ont été un signal pour la classe ouvrière toute entière, un signal lui montrant la voie à suivre pour enfoncer les contrôles. Mais pour la bourgeoisie, ces luttes ont été un véritable signal d'alarme. Un signal qui lui disait: "la classe ouvrière ne marchera pas longtemps au pas de la loi C-73, il faut trouver autre chose". Et ils ont trouvé mieux encore, ils ont trouvé ce qu'on appelle depuis quelques mois le tripartisme, c'est-à-dire la collaboration Etat-Patrons-Syndicats, ou plutôt la collaboration Etat bourgeois-Patrons capitalistes-Traîtres réformistes.

Cette solution, le gouvernement Trudeau et Joe Morris n'ont pas eu à aller



Une joyeuse réunion de famille a eu lieu le 22 mars dernier à Ottawa pour annoncer publiquement l'"entente historique" qui avait été conclue entre les monopolistes et les bureaucrates syndicaux vendus. De gauche à droite, Joe Morris président du C.T.C., Julien Major vice-président exécutif du C.T.C., M. Alfred Powis président de Noranda, Mme Shirley Carr vice-présidente exécutive du C.T.C., John Munro ministre du travail et le dernier on n'en parle pas.

la chercher bien loin, ils l'ont sortie tout droit du sac de la social-démocratie. Un sac bien fourni en solutions de toutes sortes, capables de cimenter la trahison des bureaucrates syndicaux en leur concédant quelques privilèges afin que ceux-çi calment la résistance des masses et essaient de leur faire accroire à une amélioration "possible" du capitalisme...

Le gouvernement fédéral n'est d'ailleurs pas le seul à piger dans ce sac, on peut même dire que depuis que la bourgeoisie a entendu le signal d'alarme c'est devenu la mode, elle pige de plus en plus souvent. N'a-t-on pas vu le gouvernement péquiste au Québec faire de même dès son arrivée au pouvoir? Il n'a pas été long à apprendre la leçon. Après avoir renversé le gouvernement corrompu de Bourassa, Lévesque s'est empressé de convoquer le sommet tripartite de la fin mai 77. Ce sommet auquel tous les dirigeants syndicaux réformistes, et péquistes par surcroît, se sont empressés d'applaudir, ce n'est en fait qu'une version réduite, assaisonnée à la sauce québécoise et nationaliste du même projet social-démocrate qui se trame dans les couloirs du parlement fédéral.

Qu'il s'agisse d'Ottawa ou de Québec, qu'on soit fédéraliste ou indépendantiste, qu'on s'appelle Lévesque ou Trudeau, c'est toujours la même rengaine de la "concertation des agents économiques".

La "concertation des agents économiques", c'est encore une belle trouvaille pour servir les intérêts d'une fraction ou l'autre de la bourgeoisie canadienne. Pour faire en sorte que le prolétariat serve de chair à canon dans la lutte que se mènent ces différentes fractions. Le tripartisme ça fait bien l'affaire de Trudeau dont la situation au gouvernement fédéral devenait de plus en plus précaire. Aujourd'hui, armé de son "entente historique", Trudeau est en voie de reconquérir la confiance de la bourgeoisie monopoliste comme le montre si bien le passage du nouveau ministre Horner, grand représentant des magnats du pétrole albertain, des rangs du parti conservateur au parti libéral. Cette confiance lui sert déjà à unir les rangs de la bourgeoisie monopoliste canadienne pour contrer le projet indépendantiste du P.Q. Si Trudeau peut aujourd'hui s'opposer avec vigueur aux velléités d'indépendance du P.Q., on doit dire que le tripartisme n'y a pas été pour rien.

Le P.Q. utilise la même méthode pour mousser son projet d'indépendance et préparer le référendum. Lévesque a déjà réussi à mobiliser derrière lui certaines fractions du mouvement syndical. Mais cette fois c'est pour servir les intérêts de la fraction nationaliste québécoise de la bourgeoisie canadienne.

A Québec, à Ottawa, comme dans de nombreuses provinces canadiennes, en Saskatchewan, au Manitoba où le N.P.D. est au pouvoir, et aussi dans les autres provinces, le tripartisme est à l'ordre du jour. C'est certainement le Manifeste du monde du travail adopté au congrès national du C.T.C. à Québec en mai 76 qui résume le mieux la solution que nous proposent aujourd'hui tous les sociaux-démocrates d'un commun accord avec les grosses légumes de la finance au Canada.

> **"Le prix de l'appui syndical à venir doit être, au niveau national, un statut égal dans les décisions économiques et sociales prises avec les autres partenaires sociaux — le patronat et le gouvernement." (Manifeste du monde du travail pour le Canada, C.T.C., notre traduction)**

En d'autres mots, "tu me donnes un poste bien payé dans une quelconque commission de l'Etat bourgeois et en retour, je te vends à bon prix le soutien du mouvement ouvrier canadien" (notre traduction).

Cette orientation qui a triomphé au C.T.C., c'est celle de la collaboration de classe la plus répugnante. C'est le genre de collaboration qu'on retrouve institutionnalisée dans tous les pays où les sociaux-démocrates sont au pouvoir, en Allemagne, en Norvège, en Angleterre, etc. Dans ces pays, comme c'est de plus en plus le cas au Canada, tout l'appareil d'Etat est imprégné du tripartisme, en revanche les syndicats sont là, plus qu'ailleurs, intégrés à l'Etat bourgeois. On voit en effet les chefs syndicaux les plus collaborateurs devenir ministres ou hauts fonctionnaires pour "bons services rendus à la bourgeoisie".

Le tripartisme à lui seul, ce n'est pas la social-démocratie, ce n'est qu'une mesure social-démocrate parmi d'autres, mais qui annonce dans

notre pays que de plus en plus l'Etat bourgeois et la bourgeoisie canadienne ainsi que les chefs collaborateurs ont opéré un virage vers la social-démocratie et que le tripartisme risque de n'être qu'un avant-goût de ce qui se prépare derrière les murs du parlement.

Au moment où nos ennemis complotent pour nous imposer cette solution, il importe que le prolétariat canadien apprenne à reconnaître ses véritables ennemis, particulièrement ceux qui se cachent dans ses propres rangs et qui nous chantent en choeur la rengaine social-démocrate. Une vieille rengaine éventée qui refait surface à chaque fois que Monsieur le Capital a besoin de se refaire une toilette.

Un projet qui se prépare de longue date pour tromper le prolétariat canadien

Les projets sociaux-démocrates ne sont pas nouveaux dans notre pays. Bien qu'il n'ait jamais existé de parti social-démocrate aussi puissant et influent que ceux d'Europe par exemple, la social-démocratie canadienne n'en a pas moins une longue histoire de trahison du prolétariat qui n'a rien à envier aux meilleurs sociaux-démocrates européens, suédois, allemands ou français.

L'origine de la social-démocratie organisée au Canada remonte au début du siècle. Dès la grève générale de Winnipeg en 1919 où les ouvriers insurgés prennent possession de la ville et en organisent l'approvisionnement à l'aide de leur comité de grève, dès ce moment le mouvement ouvrier canadien trouve en son sein de fervents réformistes prêts à offrir leurs services à l'Etat bourgeois pour obtenir quelques réformes éphémères. Parmi ces traîtres, on retrouve dès 1919 Tom Morre, président du C.M.T.C. (Congrès des métiers du travail du Canada), l'ancêtre du C.T.C., qui en dénonçant la révolte des ouvriers de Winnipeg offre ses loyaux services à une commission royale d'enquête chargée de "découvrir les causes des conflits industriels". Non seulement la social-démocratie a-t-elle des racines historiques dans notre pays, mais dès ses débuts le tripartisme s'impose comme le moyen privilégié de freiner la résistance de la classe ouvrière en achetant à prix d'or les dirigeants du mouvement syndical. Le cas de Tom Moore est bien le meilleur exemple d'un scénario qui va se répéter tout au long de notre histoire. En effet, Tom Morre, précurseur des Joe Morris, Jean Marchand, Jean Gérin-Lajoie, se verra offrir en 1925 le poste de directeur de la société d'Etat du Canadian National en récompense de ses loyaux services.

Oui, décidément, si la grève générale de Winnipeg fut un détonnateur important pour la naissance d'une orientation révolutionnaire et la création du Parti communiste canadien en 1921, il s'est trouvé dès ce moment des individus suffisamment engraissés par le capitalisme pour en tirer des acquis différents. Ces acquis, qui sont ceux des réformistes, c'est qu'en participant au pouvoir d'Etat, en siégeant sur des comités consultatifs on peut réformer le capitalisme, on peut, comme disent les sociaux-démocrates du P.Q. "civiliser le capital". Décidément, de Tom Moore à Joe Morris il n'y a qu'un pas que ce dernier est bien près de franchir.

C'est toujours à la faveur de la crise capitaliste que se développent les mouvements révolutionnaires, car c'est là plus qu'ailleurs que la classe ouvrière prend conscience que le capitalisme ne peut être réformé, qu'il doit être détruit. Mais c'est aussi à la faveur de la crise que les projets sociaux-démocrates prennent forme pour tromper le prolétariat. C'est durant la crise des années 30, en 1933, que fut créé le Cooperative Commonwealth Federation (CCF) qui allait devenir un peu plus tard le N.P.D. d'aujourd'hui. d'hui.

Ces sociaux-démocrates ont toujours eu un ennemi juré au sein du mouvement ouvrier, le mouvement communiste, véritable représentant des intérêts du prolétariat. C'est ainsi que l'histoire de tous les chefs de file du réformisme canadien est jalonnée d'une lutte à mort contre les communistes et tous les ouvriers conscients. Pour ne citer qu'un exemple, on peut nommer David Lewis, ex-président du N.P.D. et du CCF.

> **"Pendant les premières années du CCF, les communistes ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher le progrès de notre parti et celui des syndicats non-communistes. Comme secrétaire général du CFF, j'étais *au centre de la lutte contre les communistes. C'était une lutte non pas théorique, mais très pratique*" — (cité dans la revue Mobilisation, septembre 1974, vol. 4 No 1, p. 28).**

En bons serviteurs du capital monopoliste, c'est la voie qu'ont suivi entre les années 30 et 60 la plupart des dirigeants réformistes d'aujourd'hui. A la fin des années 40, Joe Morris menait sa petite chasse aux sorcières parmi les International Woodworkers of America (IWA) de Colombie-britannique. De son côté Louis Laberge (F.T.Q.) gagnait ses lettres de noblesse en faisant la même besogne à la Northern Electric de Montréal. C'est aussi durant les années 50 que Jean Marchand (oui, l'ancien ministre!) devenait président de la C.S.N. dont l'ancêtre fut la confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.), une centrale syndicale qui a longtemps eu pour rôle de contrer l'influence des communistes dans le mouvement syndical et qui travaillait sous le parrainage des monseigneurs et des évêques de l'époque.

On croirait revoir Jean Gérin-Lajoie, directeur des métallos du Québec, qui de connivence avec le P.Q., lançait il y a quelques mois le mot d'ordre de lutte contre les marxistes à l'intérieur des syndicats. Si les sociaux-démocrates n'ont rien perdu aujourd'hui de leur haine des communistes, c'est que les communistes et les ouvriers révolutionnaires ont toujours démasqué auprès de la classe ouvrière le vrai visage de ces chefs "pro-ouvriers". C'est aussi parce que plus la social-démocratie se fait le serviteur zélé de la bourgeoisie, plus elle se range ouvertement dans le camp de la réaction, alors plus la classe ouvrière prend conscience de leur vraie trahison de sorte que les jours de Joe Morris et de Louis Laberge commencent à être comptés.

D'ailleurs la social-démocratie canadienne a perdu depuis longtemps son masque socialiste. Avec la fondation du N.P.D. en 1961, lors d'une entente conclue entre les dirigeants du CCF et ceux des unions internationales regroupées au sein du C.T.C., la politique du N.P.D. est devenue toujours de plus en plus difficile à différencier des politiques du Parti libéral par exemple. Un Parti comme le N.P.D. est certainement au niveau international un des parents pauvres de la grande famille social-démocrate.

En effet, il y a belle lurette que le programme du N.P.D. se rapproche plus d'un programme "néo-libéral" que des programmes sociaux-démocrates des partis "socialistes" européens. Tout au plus y parle-t-on de nationalisation, d'indépendance économique et de lutte contre les monopoles américains. Alors que les partis socialistes scandinaves chantaient encore l'Internationale lors de la dernière campagne électorale en Norvège (est-il besoin de dire qu'il n'est pas suffisant de chanter l'Internationale pour défendre les véritables intérêts de la classe ouvrière?), il y a fort à parier que le CCF et le N.P.D. ne l'ont jamais fait de toute leur histoire. Même s'il demeure profondément social-démocrate, le N.P.D. a perdu depuis longtemps son masque socialiste. N'a-t-on pas vu, l'an dernier, les gouvernements "socialistes" du Manitoba et de la

Saskatchewan appuyer ouvertement les mesures de gel de salaire? Broadbent n'a-t-il pas applaudi avec la même vigueur que Joe Clark le discours de Trudeau prononcé en mars dernier devant le congrès de Washington?

C'est l'ex-premier ministre N.P.D. Barret de Colombie-britannique qui déclarait à un journaliste du Globe and Mail:

> **"Bien, malgré les déclarations de certains, je ne suis aucunement l'Allende (1) du Nord. Nous opérons encore à l'intérieur de l'économie nord-américaine. Ce que l'on doit faire est de rationnaliser notre morceau de cette économie dans les meilleurs intérêts de la population de Colombie-britannique, mettre fin à l'aspect 'pionnier' de notre économie."**

Même François Mitterand, président du Parti socialiste français, aurait honte de ce faux frère si mal déguisé.

C'est d'ailleurs une caractéristique du Canada que les réformes social-démocrates et toutes les mesures "sociales" et "démocratiques" aient jusqu'ici été appliquées par des gouvernements libéraux, beaucoup plus que par des gouvernements sociaux-démocrates qui n'ont jamais été portés au pouvoir, du moins au fédéral.

C'est ainsi que le gouvernement libéral de Trudeau se voit confier le mandat d'instaurer le tripartisme, qui attire dans l'appareil d'Etat plusieurs bureaucrates comme Claude Edwards, ex-président de l'Alliance de la fonction publique, ou des aristocrates ouvriers comme Bill Mahoney des Métallos qui semblent promus à une belle carrière au... sénat! Au Québec dans les belles années de la "Révolution tranquille", c'est au gouvernement libéral de Jean Lesage qu'est revenue la tâche de nationaliser l'Hydro-Québec. Ce fut là d'ailleurs un des hauts faits d'arme du ministre de l'Energie de l'époque, René Lévesque, devenu aujourd'hui premier ministre. La "Révolution tranquille" a non seulement poussé une pointe du côté de la social-démocratie par ses nationalisations et en créant des sociétés d'Etat tel SOGEFOR, la S.G.F. etc., mais aussi, dès cette époque, le tripartisme commençait à poindre. C'est ainsi que la C.E.Q. (Centrale des enseignants du Québec) participa avec hâte aux bureaux consultatifs de la main-d'oeuvre.

Cette époque c'est aussi celle où une des colombes blanches, Jean Marchand, quitte la présidence de la C.S.N. pour voler à tire d'aile vers un poste mieux payé et plus important au parlement d'Ottawa. Peut-être à l'époque, Jean Marchand prétendait-il que c'était là selon lui qu'on pouvait le mieux défendre les intérêts des travailleurs et de la nation canadienne-française. Toujours est-il que cela a conduit cet ex-syndicaliste réformiste à aller défendre "nos intérêts" assis dans les chaises berçantes du sénat canadien.

C'est une époque dont la classe ouvrière doit se rappeler, alors même qu'en 1977 René Lévesque se prétend le continuateur de la "Révolution tranquille" de Jean Lesage. Le projet social-démocrate du P.Q. n'est en effet pas loin de ressembler au projet de "Maître chez nous" de Jean Lesage. Ne retrouve-t-on pas au P.Q. des personnalités éminentes du mouvement syndical? Robert Burns de la C.S.N., Guy Chevrette de la C.E.Q. et de la commission Cliche, et pour ne pas oublier le mouvement étudiant, Bernard Landry et Claude Charron, ex-dirigeants de l'Union générale des étudiants du Québec.

Décidément, la bourgeoisie récompense bien ses fidèles serviteurs, des serviteurs qui après s'être faits les porte-parole du réformisme le plus bas, après avoir contribué à intégrer nos syndicats dans l'appareil d'Etat bourgeois, après avoir orienté les luttes de la classe ouvrière et du peuple vers le cul-de-sac de la collaboration, ont acquis le droit de siéger au sein de l'état-major de la bourgeoisie.

C'est le même chemin que sont encore aujourd'hui en train de suivre des dirigeants éminents du mouvement syndical québécois. L'enfer est pavé de bonnes intentions, et les bonnes intentions de Jean Gérin-Lajoie l'ont conduit immédiatement après l'élection du P.Q. à prendre la place qui lui revient au sein du comité du ministre Charron chargé de déterminer l'avenir des installations olympiques. C'est ce chemin qui a conduit Desmarais, ex-coordonnateur du Front commun, à devenir un des plus hauts fonctionnaires dans le ministère des Consommateurs présidé par nul autre que l'ardent défenseur du projet autogestionnaire de Tricofil, Mme Lise Payette. Quant à Marcel Pépin, ex-président de la C.S.N., on se demande bien ce qui a pu le conduire à siéger sur le conseil d'administration de la Place des Arts de Montréal, exception faite du salaire, bien sûr... Peut-être Marcel Pépin nous dira-t-il dans quelques mois que les opéras et les ballets de la salle Wilfrid-Pelletier servent la cause des travailleurs???

Mais que le P.Q., le Parti libéral et tous les boss syndicaux se le tiennent pour dit, nous ne sommes plus à l'époque des "Révolutions tranquilles", alors que les maux de la crise ne se faisaient pas trop sentir. La crise capitaliste a gagné en ampleur et en profondeur. Le chômage, l'inflation atteignent des niveaux sans pareil. Mais surtout la conscience et la force du mouvement ouvrier gagnent chaque jour du terrain. Si bien que les mensonges des politiciens sociaux-démocrates trompent de moins en moins la classe ouvrière. Même si le mouvement ouvrier est encore principalement dominé par le réformisme, les manifestations du 22 mars et du 14 octobre ont démontré que notre unité grandissante était capable de freiner les tentatives de division des boss syndicaux et de la bourgeoisie. Dans la classe ouvrière le mouvement marxiste-léniniste tisse à chaque jour des liens de plus en plus étroits qui rapprochent à chaque jour les boss syndicaux de la tombe. N'ayez crainte, nous n'avons pas oublié que vous trahissez la classe ouvrière depuis des dizaines d'années au Canada, nous n'avons pas oublié comment à chaque fois vous avez essayé de faire avaler la crise à nos pères et nos mères. Vous n'aurez pas toujours le gros bout du bâton!

Le tripartisme, un plan savamment calculé

Le tripartisme, nous l'avons vu, n'est qu'un maillon de la chaîne social-démocrate, et c'est sur ce maillon que les boss syndicaux et la bourgeoisie canadienne ont décidé de s'entendre. Bien sûr, on négocie encore le prix de l'entente, mais ce n'est qu'une question de temps. Déjà le C.T.C. à la fin-avril pliait sur tous les prérequis qu'il avait fixés pour la reprise du débat sur les "décontrôles". Ce n'était pas suffisant de pratiquer une politique à cent pour cent bourgeoise et réformiste; non, il fallait de plus que le C.T.C. abandonne les quelques revendications qui lui restaient, soit sa demande d'un "programme élargi de lutte au chômage" et "l'annonce de la date officielle de la fin des contrôles". Mais après tout, on n'en est plus à une concession près.

Son projet de tripartisme, avons-nous dit, le C.T.C. l'a lancé lors de son dernier congrès en mai '76, il y a juste un an. Depuis ce temps le débat sur cette question s'est considérablement développé. Le C.T.C. et tous les boss syndicaux eux non plus ne sont pas demeurés inactifs; en vérité, ils ont tout fait pour nous faire passer le sapin du tripartisme et de l'appui du mouvement ouvrier au N.P.D. et on doit dire que dans bien des cas ils ont réussi. C'est ainsi qu'à ce congrès, Joe Morris réussissait à redorer à nouveau le blason de Ed Broadbent en déclarant dans un de ses documents:

> **"La décision de la présente assemblée, d'adopter un manifeste en faveur d'une participa-**



Le CCF, l'ancêtre du N.P.D., dont on voit sur la photo les dirigeants du Congrès de fondation, s'est créé durant la grande dépression des années trente et s'est révélé être un ennemi juré du mouvement communiste, véritable représentant des intérêts du prolétariat.

David Lewis, le fondateur du N.P.D., au moment où il a été nommé compagnon de l'ordre du Canada, décoration allouée à tous ceux qui ont "accompli une réalisation remarquable dans un domaine d'activité". Ce qu'on peut comprendre c'est que la bourgeoisie canadienne voulait le remercier de toujours avoir défendu avec acharnement le système d'exploitation capitaliste et d'avoir prêché consciencieusement la collaboration de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie.



Au Congrès de la Fédération du Travail de l'Ontario, province où le prolétariat du fait de sa forte concentration constitue une force importante de l'armée prolétarienne, les bureaucrates syndicaux et les politiciens véreux du N.P.D. ont réussi à faire passer leur politique social-démocrate du tripartisme.

tion réelle du monde du travail à la prise de décisions, aurait beaucoup de poids si un gouvernement voué à la démocratie sociale était au pouvoir à Ottawa... L'élection du N.P.D. permettra d'atteindre cet objectif." (Enoncé sur l'action politique, document no 22)

A cette attaque en règle contre la classe ouvrière pour mousser un parti qui nous trahit depuis plus de 16 ans, les ouvriers les plus conscients ont répondu:

"Nous sommes en guerre, et cette idée de collaboration de classe avec le gouvernement et les patrons est fausse. Si on est en guerre, on l'est, on ne collabore pas avec notre ennemi; autrement on se fait tuer." (Un délégué de la Colombie-britannique)

Malheureusement si ces positions n'ont pas dominé le congrès du C.T.C., elles n'en ont pas moins été présentes, elles nous indiquent la voie à suivre, celle de l'avenir. Car le réformisme, dont nous avons tenté plus haut de cerner certaines racines historiques, est encore l'orientation dominante du mouvement ouvrier canadien, et cela depuis les tout débuts du développement du capitalisme dans notre pays. Il ne se laissera pas déloger de lui-même. Pour le faire il n'y a pas 36 solutions, il n'y en a qu'une: les ouvriers conscients doivent s'organiser, se regrouper pour former un parti marxiste-léniniste, qui sera l'Etat-major que nous opposerons à l'Etat-major des réformistes et de la bourgeoisie canadienne.

Non, le mouvement ouvrier, s'il a gagné en force et en vigueur, s'il a développé la lutte politique contre l'Etat bourgeois, n'en est pas moins dominé par le réformisme, par l'idéologie de l'aristocratie ouvrière qui vit des redevances que lui accorde la bourgeoisie monopoliste et impérialiste. La lutte politique que mène le mouvement ouvrier n'est pas encore la lutte révolutionnaire, cette lutte est encore trop souvent entraînée dans la voie de la politique social-démocrate. Cette lutte sera une lutte révolutionnaire dans la mesure où les ouvriers s'empareront, et s'emparent aujourd'hui même, de la lutte consciente contre l'Etat bourgeois, pour son renversement et pour la dictature du prolétariat. Dans la mesure où le mouvement ouvrier, dirigé par son Parti marxiste-léniniste orientera toutes ses luttes immédiates dans cette direction.

C'est en jouant sur cette situation actuelle du mouvement ouvrier canadien que les boss syndicaux ont pu faire passer dans la majorité des congrès syndicaux nationaux et provinciaux, leur orientation pourrie.

Le 14 octobre, ils récupéraient le vaste mouvement de la grève générale pour presser le gouvernement Trudeau d'accepter le tripartisme. Mais ce que les boss syndicaux n'ont pu récupérer le 14 octobre, c'est l'unité grandissante du prolétariat canadien, c'est pour cela que cette journée a été une grande victoire pour tous les prolétaires, en dépit du fait que Joe Morris s'en soit servi pour se préparer une place dans les fauteuils de l'Etat bourgeois.

En décembre 76, c'est au congrès de la Fédération du travail de l'Ontario (F.T.O.) qu'ils dirigeaient leurs attaques, bien conscients que la classe ouvrière de cette province constitue une force redoutable dans la lutte de classes au Canada. Si l'Ontario a été jusqu'ici le château-fort du développement des monopoles et de l'impérialisme canadien, le prolétariat industriel qui s'y trouve fortement concentré, constitue une force de choc de l'armée prolétarienne. Mais l'Ontario, c'est aussi une province où l'aristocratie ouvrière conserve son hégémonie sur le mouvement ouvrier et syndical, une hégémonie qu'elle s'est acquise depuis les tout débuts du mouvement ouvrier et qui fait des bureaucrates syndicaux de cette province les plus parfaits chevaliers servants de la collaboration de classe.

Au congrès de la F.T.O. donc, les bureaucrates syndicaux et les politiciens véreux du N.P.D. ont réussi à faire passer leur camelotte réformiste en faisant élire Cliff Pilkey à la direction de la Fédération. Cette victoire, ce fut avant tout celle du N.P.D. et de ses "bureaux de planification tripartite avec représentation égale du mouvement ouvrier et du patronat". Rappelons que c'est là la version NPDiste du tripartisme. Car en effet, la proposition de Joe Morris de créer au niveau fédéral un "conseil tripartite décisionnel" dans l'établissement des politiques économiques, possède le grand désavantage pour le N.P.D. de remettre à plus tard la nécessité absolue d'élire un gouvernement N.P.D. pour instaurer le tripartisme. En fait, ce n'est qu'une question d'assaisonnement, un peu plus de sel et un peu moins de poivre. Quant au plat de résistance, c'est toujours la bonne vieille camelotte avariée du réformisme.

Au Québec, le même scénario s'est à nouveau reproduit. Sauf que là, on a remplacé le N.P.D. par le P.Q., ce qui convient mieux aux intérêts nationalistes étroits des bureaucrates syndicaux québécois.

Les 8-9 et 10 décembre 76, Jean Gérin-Lajoie au congrès des métallos du Québec, réitérait sa profession de foi nationaliste et nous récitait la prière de la collaboration de classes et de l'anti-communisme.

Rappelons en terminant le dernier colloque de la F.T.Q. sur la "santé et la sécurité au travail", où tout en faisant ses courbettes au "préjugé favorable aux travailleurs" du P.Q., Louis Laberge a réitéré l'appui de la F.T.Q. à ce gouvernement qui n'en est pas moins le premier à nous demander de "nous serrer la ceinture". Nationalisme oblige!

Des scénarios comme ceux-là, il s'en est produit partout à travers le pays, partout les dirigeants syndicaux et les politiciens bourgeois ont couché dans le même lit et ils ont enfanté le tripartisme. Décidément, le plan était bien calculé, petit à petit, convention par convention, congrès après congrès, colloques après colloques, usine par usine, on a tenté de récupérer nos luttes au profit de la grande "entente historique" qui se prépare, au profit de la politique réformiste. On veut recueillir notre appui "volontaire" à notre propre exploitation, on veut nous passer la corde au cou et on nous demande de sourire en plus!

Les traîtres qui se cachent dans nos propres rangs, ces chefs "socialistes" et "pro-ouvriers" ont aujourd'hui le haut du pavé. Ils veulent nous faire perdre le nord avec leurs illusions d'un jour, ils veulent orienter le mouvement ouvrier vers une politique "d'appui critique au capitalisme", une politique qui est en définitive celle qu'a choisie la bourgeoisie canadienne, qui n'arrive pas par d'autres moyens à se sortir de la crise, à se sortir d'un trou qu'elle a elle-même creusé.

Pour combattre les divisions que fomentent les réformistes dans nos rangs, pour lutter contre le tripartisme qui est en train de s'installer, pour lutter contre toutes ces attrapes, il faut déraciner le mal à sa racine, et la racine du tripartisme, des boss syndicaux pourris, de la trahison de nos luttes économiques, de la collaboration de classes sous toutes ses formes, c'est l'idéologie social-démocrate, une idéologie qui n'a rien à voir avec la lutte révolutionnaire, qui n'a rien à voir avec le prolétariat, mais qui a tout à voir avec la bourgeoisie.

La social-démocratie, un vaste projet pour consolider le capitalisme monopoliste

Ce n'est certes pas un hasard si les solutions social-démocrates apparaissent généralement dans les périodes de crise aiguës du capitalisme. Ce fut le cas de nombreux pays tout au cours de l'histoire. En Angleterre, lors des dernières élections, il y a quelques an-

nées, le Parti travailliste a été porté au pouvoir alors même que les milliers de mineurs du charbon, ceux qu'on a appellé les gueules noires, faisaient la grève depuis plusieurs mois et que la livre ne cessait de piquer du nez sur les marchés de la bourse. Au Portugal, le Parti socialiste de Mario Soares, digne représentant de la grande communauté social-démocrate européenne, est devenu la bouée de sauvetage des grands capitalistes monopolistes portugais; après le renversement du régime fasciste du dictateur Caetano, alors qu'un vaste mouvement de grèves sauvages et d'occupations déferlait sur tout le pays, il s'est trouvé un Parti seul capable de remettre les choses dans l'ordre, un Parti à la poigne ferme capable d'interdire les organisations marxistes-léninistes portugaises et de tout faire pour briser à coup de trique et de "réformettes" le mouvement de résistance populaire. Ce serviteur hors-pair qu'ont choisi les capitalistes portugais et les monopoles impérialistes américains, c'est le Parti socialiste de Mario Soares.

Aujourd'hui même, dans notre pays, les conditions de la crise capitaliste s'accroissent considérablement, les savants calculs de Statistique Canada n'arrivent plus à cacher le nombre volumineux de chômeurs au pays. En dépit des mesures de gel des salaires, la bourgeoisie n'a pas réussi à rendre ses produits concurrentiels sur les marchés internationaux. Au contraire, les mesures Trudeau n'ont réussi qu'à soulever un peu plus la révolte des masses ouvrières et de nombreuses couches du peuple, non seulement contre la loi C-73, mais aussi contre toutes les mesures de crise tel la loi fasciste C-24, les coupures dans le domaine des affaires sociales, les contingentements de la production laitière, etc.

Dans de telles périodes de crise aiguë du capitalisme et de crise politique, la bourgeoisie a de tout temps eu deux façons de se tirer d'affaire. Le premier moyen est radical, c'est la répression pure et simple, les lois matraques, les injonctions, la répression policière, et à la limite le fascisme. N'allons pas croire que la bourgeoisie ait des réticences à utiliser le bâton quand elle sent ses profits ou son pouvoir menacés. Le souvenir des luttes de La Presse et de Murray Hill au Québec dans les années 67-70, le triste souvenir des événements d'Octobre 70, les injonctions à l'Alcan de Kitimat en Colombie-britannique, les poursuites contre les producteurs laitiers de l'Ontario et du Québec, tout cela démontre amplement le contraire.

L'autre solution tout aussi efficace, c'est celle de la social-démocratie. C'est pour ainsi dire la solution de secours quand la répression n'a eu pour résultat que d'accroître un peu plus la révolte des masses. C'est alors que les politiciens bourgeois se mettent à parler de "société juste", c'est alors qu'on tente de nous convaincre qu'avant de faire le socialisme, il faut y aller à petits pas, à coups de réformes. C'est alors qu'on entend les sociaux-démocrates nous dire: "Le socialisme? Oui, bien sûr nous sommes d'accord là-dessus, mais il faut être patient, commençons par quelques réformes du code du travail, sur le chômage, le logement et le reste viendra tout seul. N'oublions pas surtout que nous sommes en Amérique du Nord, le Canada n'est pas la Chine après tout, donc votons N.P.D. et on s'en reparlera dans 4 ans."

Ce dilemme entre la répression et les politiques alléchantes de la social-démocratie a fait passer bien des nuits blanches à nos politiciens bourgeois récemment. N'a-t-on pas vu le créditiste Bennet de Colombie-britannique presser le gouvernement Trudeau de légiférer rapidement pour éviter le flot de réouverture des conventions collectives qui allait suivre la fin des contrôles? Quant à Trudeau, il a hésité longtemps avant d'opter pour la solution du tripartisme, ce fut un enfantement difficile.

Mais n'allons surtout pas croire que la social-démocratie signifie la fin de la répression et des lois matraques. Non. La bourgeoisie canadienne sait jouer du piano avec les dix doigts à la fois. Les réformistes savent aussi bien réprimer quand il le faut. "Qui aime bien, châtie bien", nous pouvons mettre ces paroles dans la bouche de nombreux réformistes. Prenons l'exemple "chéri" de nos politiciens, l'Allemagne de l'Ouest.

L'article 88a du code pénal allemand condamne à 3 ans de prison "quiconque aura diffusé, exposé publiquement, affiché, fait paraître ou rendu accessible, produit, fourni, conservé, proposé, annoncé, recommandé, tenté d'importer ou d'exporter, un écrit contenant une incitation à commettre un délit contre l'intégrité ou la sécurité de la République fédérale allemande ou contre ses principes constitutionnels".

Citons toujours le cas allemand: "à Darmstadt, une société immobilière se réserve le droit de congédier sans préavis ni indemnité les locataires qui 'par la parole, le geste ou l'écrit', se seront révélés 'ennemis de la Constitution'" (extraits tirés du Monde diplomatique, avril 1976).

Ajoutons à cela les "suicides organisés" de la militante anarchiste Ulrich Meinhof et l'emprisonnement de nombreux syndicalistes sincères et on aura une idée assez claire de ce dont sont capables les frères jumeaux allemands de Ed Broadbent et Joe Morris. Ce sont là des exemples que le ministre Munroe qualifiat de "forts intéressants" il y a à peine quelques mois.

Pendant que nous y sommes, parlons-en du "Miracle allemand" qui risque bien de devenir le nouveau "miracle canadien".

En Allemagne, suivant le code du travail, il faut avoir épuisé tous les moyens de s'entendre à l'amiable avant d'obtenir le droit de grève. **Pour être légale, celle-ci doit être votée à 75% des membres du syndicat. Un pourcentage de 25% est suffisant pour accepter les offres patronales et rentrer au travail.** Voilà le vrai visage de la "démocratie sociale".

Les relations de travail reposent sur le "comité d'entreprise" qui règle les griefs (à la place du syndicat), voit à l'application de la convention collective et se charge d'acheminer les directives patronales aux ouvriers. Allez donc demander aux ouvriers allemands si les comités d'entreprise ne sont pas des créations patronales?

L'économie allemande repose en grande partie sur l'exploitation des travailleurs immigrés, 4 millions en tout, Turcs, Yougoslaves et Grecs principalement. (Informations tirées de "Les espoirs frustres (de concertation) de la bourgeoisie au Canada et au Québec (1969 à 1976)", Pierre Beaulne, C.E.Q., 22 mars 1977)

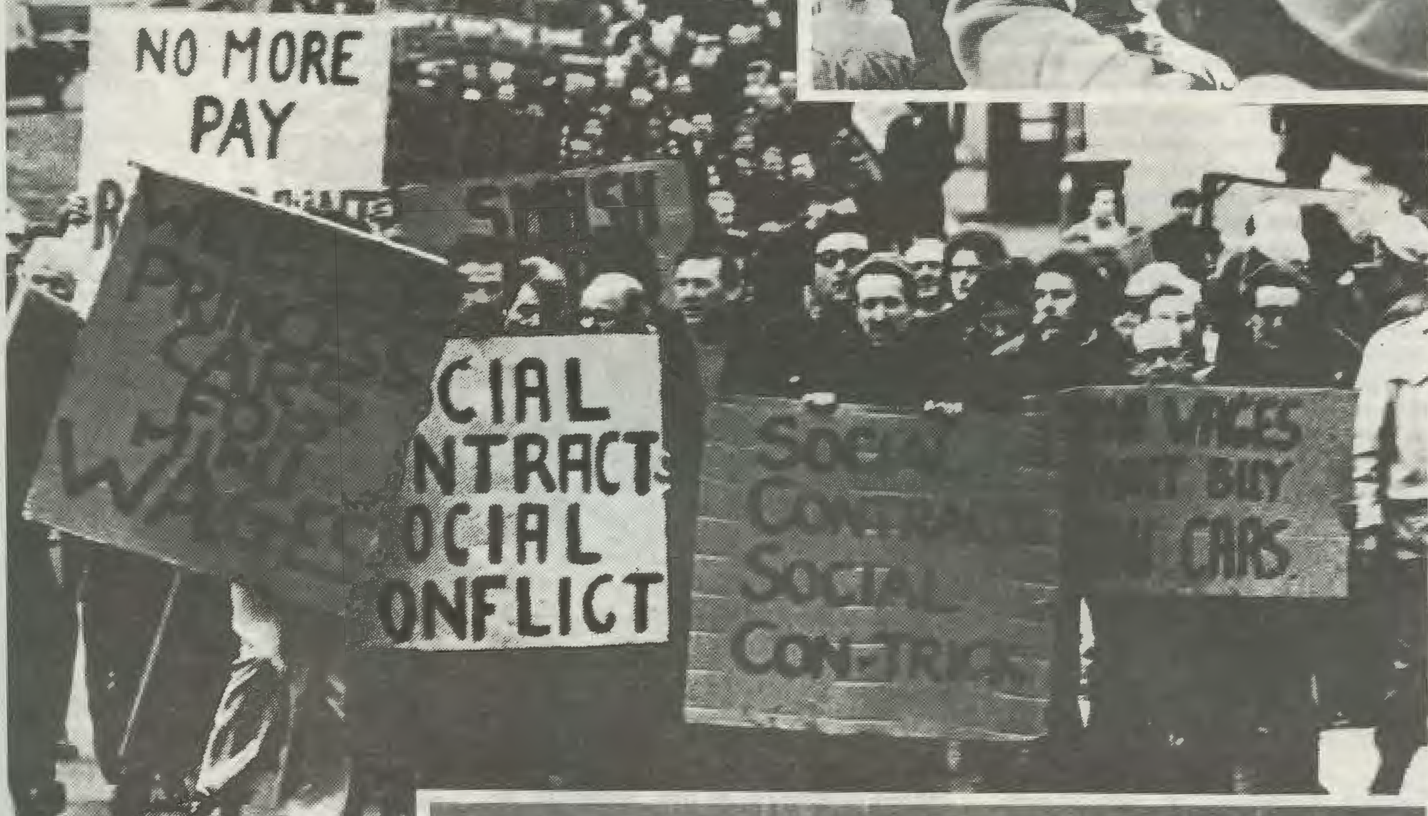
Voilà l'exemple parfait d'un régime social-démocrate qui a bien sûr de nombreux "préjugés favorables aux travailleurs"; **un régime de collaboration de classes ne peut jamais servir que les intérêts de la bourgeoisie, il ne peut que renforcer le capitalisme et l'impérialisme.** Un jour ou l'autre les gouvernements sociaux-démocrates en arrivent inévitablement à se démasquer, alors on utilise la répression quand la bourgeoisie n'est plus suffisamment en frais pour soudoyer l'aristocratie ouvrière et quand les belles paroles ne marchent plus.

Non seulement la social-démocratie permet-elle de consolider l'exploitation de la classe ouvrière, mais les puissances impérialistes sont souvent les premières à en tirer intérêt. Les puissances impérialistes ne se sont jamais gênées pour défendre le "socialisme démocratique". L'impérialisme américain a appuyé politiquement et matériellement le Parti socialiste portugais pour conserver ses intérêts de rapine à l'intérieur du pays. C'est l'impérialisme américain qui a imposé lui-même en République fédérale allemande la notion de co-gestion lors de son occupation militaire à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le

Portugal



A l'heure actuelle dans le monde, les ouvriers s'aperçoivent de plus en plus quels intérêts défendent les sociaux-démocrates qui sont au pouvoir dans leur pays, les intérêts de la bourgeoisie, et de plus en plus ils luttent pour en finir avec le capitalisme et ses crises.



Angleterre



Canada (Saskatchewan)

social-impérialisme soviétique a fait de même durant de longues années en soutenant la "socialiste" Indira Ghandi en Inde.

Ici même au Canada, on doit se demander si la montée de la social-démocratie n'est pas vue d'un bon oeil par notre voisin du Sud. Car la social-démocratie n'implique pas nécessairement l'indépendance politique et économique malgré les discours anti-multinationales américaines des dirigeants du C.T.C. et du N.P.D. Les politiques de nationalisation des gouvernements N.P.D. au Manitoba et en Saskatchewan (nationalisation de la potasse) ont certainement déplu aux monopoles américains. Mais ont-elles jamais fondamentalement remis en question la pénétration des capitaux américains dans ces provinces? Et l'impérialisme américain allié à notre propre bourgeoisie n'a-t-il pas finalement intérêt à maintenir lui aussi la "paix sociale" au Canada? Rien dans le programme du N.P.D. ne laisse croire aujourd'hui qu'un gouvernement social-démocrate contribuerait à affaiblir l'alliance politique, militaire et économique qui unit la bourgeoisie canadienne à l'oncle Sam, et il se trouve même des membres haut placés au P.Q. pour parler de "Marché commun Québec-Etats-Unis".

D'ailleurs nos dirigeants syndicaux réformistes ne nous ont jamais expliqué comment il se faisait que tout en parlant d'indépendance économique du Canada, en menant la lutte aux "multinationales américaines", des gens comme Jean Gérin-Lajoie et Joe Morris se soient faits les agents de la pénétration des unions internationales américaines dans le mouvement syndical canadien. Le fort mouvement de canadianisation des syndicats qui s'est développé dans les années 60 et 70 ne semble pas d'ailleurs les avoir ébranlés. Leur nationalisme québécois ou canadien ne semble pas les déranger beaucoup à cet égard.

Il semble bien que dans notre pays une couche importante de l'aristocratie ouvrière se satisfasse bien des ingérences de l'impérialisme américain dans les syndicats canadiens. Ce sont là des faits qui pourraient donner à réfléchir à certains marxistes-léninistes comme ceux du Red Star Collective de Vancouver, qui tout en luttant à mort pour la canadianisation des syndicats, refusent de reconnaître que le Canada est un pays impérialiste et donc, par conséquent, que l'aristocratie ouvrière y est une couche importante qui domine le mouvement ouvrier.

En définitive, même si le Canada n'est pas encore le "paradis social-démocrate" que certains souhaitent, il n'en demeure pas moins que les conditions du développement du réformisme s'y sont développées considérablement et que la bourgeoisie monopoliste canadienne semble de plus en plus y trouver sa bouée de sauvetage. Il est à prévoir que ce "virage à gauche" ne se fera pas sans heurts, car l'unité n'est pas faite chez les réformistes eux-mêmes, mais surtout la classe ouvrière canadienne commence à voir clair dans le jeu de la bourgeoisie et de ses agents dans le mouvement ouvrier.

Conclusion

Le mouvement ouvrier canadien est aujourd'hui fortement dominé par les courants sociaux-démocrates et réformistes qui maintiennent leur hégémonie dans toutes les grandes centrales syndicales canadiennes et parmi de larges couches du mouvement ouvrier. L'aristocratie ouvrière qui constitue la base sociale principale du réformisme dans notre pays est bien présente partout au Canada où la bourgeoisie a réussi à corrompre une fraction du mouvement ouvrier pour la rallier à ses intérêts impérialistes qui sont d'accroître l'exploitation de la classe ouvrière canadienne, tout en continuant de pratiquer le pillage et l'exploitation dans d'autres régions du monde. Il s'avère aujourd'hui que c'est en s'appuyant sur l'aristocratie ouvrière et les boss syndicaux que la bourgeoisie canadienne peut le mieux réaliser ses intérêts de classe.

N'allons pas croire pour autant que la famille social-démocrate est une famille unie, n'allons surtout pas croire que la domination des réformistes sur le mouvement ouvrier ne soulève pas de heurts ni d'oppositions. Au contraire, on a vu depuis quelques années au sein du mouvement syndical, se développer de nombreuses confrontations, de nombreux débats ont animé les congrès syndicaux, les différents fronts communs et les syndicats locaux, et cela dans toutes les provinces du Canada. Même un parti aussi pourri que le N.P.D. a dû affronter en son sein de nombreuses contradictions. Partout un fossé de plus en plus grand s'est creusé entre la classe ouvrière et ceux qui ont pour mission de la trahir.

Dans les années 1970-72 au Canada anglais, on a vu se développer à l'intérieur même du N.P.D. une aile "radicale", pour ne pas dire "socialisante", le Waffle en réaction à l'influence de la pénétration massive de l'impérialisme américain dans notre pays. Plus près de nous au Québec, il se trouve certains militants "radicaux" du P.Q. qui donnent du fil à retordre à la direction du parti, ce sont ceux-là qui nous disent "forçons la direction du parti à défendre les intérêts des travailleurs" et qui nous prêchent depuis bientôt une dizaine d'années "l'urgence de choisir un parti bourgeois".

Dans le mouvement syndical, les choses ne vont pas de soi non plus. Nous avons vu plus haut qu'à travers le pays, un mouvement important de canadianisation des syndicats s'est développé; il existe même aujourd'hui une centrale syndicale canadienne, le C.C.U., engagée essentiellement dans cette voie. Nul doute que le mouvement de canadianisation des syndicats, qui fait partie de la lutte pour la démocratisation des syndicats et contre les ingérences de l'impérialisme américain dans notre pays, est né et s'est développé en réaction au syndicalisme ultra-réactionnaire des unions internationales et des bandits internationaux tel George Meany qui maintient son règne de terreur sur l'A.F.L.-C.I.O.; il en va de même des nombreuses désaffiliations qui se sont produites au sein même du C.T.C.

Au Québec, il s'est trouvé des dirigeants syndicaux assez brillants pour dire non au tripartisme!... mais à Ottawa seulement! Louis Laberge de la F.T.Q. s'est trouvé bien embarrassé par la suite d'expliquer pourquoi il acceptait de participer au sommet économique du P.Q. à la fin mai. Mais Louis Laberge n'en est pas à une trahison près. Alors nous avons eu droit à la magistrale explication suivante: "Nous n'irons pas à Ottawa car le gouvernement Trudeau n'a pas de préjugé favorable aux travailleurs; nous irons à Québec, car c'est bien connu, le P.Q. a un préjugé favorable aux travailleurs!". Décidément, Louis Laberge est un gars bourré de préjugés... favorables à la bourgeoisie!

A la C.S.N., le président Norbert Rodrigue a dû faire des pieds et des mains pour expliquer la participation de sa centrale à ce "sommet économique". Nous avons eu droit à une explication très sophistiquée des raisons qui ont motivé cette participation. En fait, comme le dit Norbert Rodrigue, la C.S.N. ne participe pas au sommet économique pour participer (allez donc y comprendre quelque chose!), mais pour se confronter(!?) au P.Q. Plus tard, on a appris la chose suivante:

> **"Comme organisation syndicale qui exerce le leadership des forces de changement ou des forces de gauche, la C.S.N. avait la responsabilité d'aller débattre au sommet la position que nous soutenons dans l'entreprise et qui inspire notre pratique syndicale... à savoir que nous n'acceptons pas les contraintes du capitalisme, parce que nous com-**

battons ce système d'exploitation dirigé contre nous" (La Presse, 25 avril 77, p. A-9).

Voilà que les sommets économiques deviennent des "sommets de lutte de classes"! En pratique, on a vu que la C.S.N. s'est donné pour tâche de rappeler au P.Q. ses promesses électorales, comme si le P.Q. avait besoin de la classe ouvrière pour lui rafraîchir la mémoire.

En avril dernier au congrès du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal, la grande majorité des délégués ont voté contre toute forme de tripartisme, que ce soit à Ottawa ou à Québec. C'est là un fait très positif qui montre que la conscience de la classe ouvrière et des travailleurs en général a fait de grands pas, quoiqu'en pensent Louis Laberge et Norbert Rodrigue qui n'ont jamais rien fait d'autre que mépriser la classe ouvrière. Ce congrès a par ailleurs opté pour un "syndicalisme de lutte de classes", aux dires mêmes de son journal, **Unité Ouvrière** (vol. 1 no 3). Il reste bien sûr à analyser plus profondément ce que recouvre cette nouvelle orientation que le congrès lui-même a assimilée au "syndicalisme de combat", une orientation qui avait dominé les deux congrès précédents du Conseil central. Nous pouvons dire néanmoins que ce nouveau mot d'ordre des "syndicats de lutte de classes" ne semble pas fondamentalement différent du syndicalisme combatif du début des années '70. Si ces transformations expriment sans contredit la radicalisation et la politisation des luttes économiques de la classe ouvrière, ceux qui ont défendu ce mot d'ordre jusqu'ici dans le mouvement syndical ont laissé planer l'idée dangereuse que la seule radicalisation des luttes syndicales était capable de renverser le système capitaliste. Nous devons dire aussi que nos camarades de la Ligue communiste (m.-l.) du Canada ont contribué objectivement à renforcer cette idée, une idée qui se rapproche à bien des égards de l'anarcho-syndicalisme. Les anarcho-syndicalistes pensent en effet que seuls les syndicats, sans direction marxiste-léniniste, sans Parti prolétarien, peuvent mettre fin au capitalisme et instaurer le socialisme. C'est cette idée erronée que nous retrouvons aujourd'hui dans les paroles enflammées du syndicaliste radical Michel Chartrand, président du Conseil central. Rappelons-nous camarades, ce qui est arrivé à la classe ouvrière chilienne et aux ouvriers de Winnipeg en 1919 qui se sont lancés à l'assaut de l'Etat bourgeois sans leur Parti marxiste-léniniste, sans leur organisation d'avant-garde, avec la seule force de leurs bras, organisés dans leurs syndicats. Ils n'ont certainement pas manqué de combativité, ces ouvriers courageux qui ont donné leur vie pour le socialisme. Ce dont ils ont manqué, c'est d'un véritable état-major dans la lutte à finir avec la bourgeoisie. Rappelons-nous aussi, camarades, qu'il ne suffit pas de mener la lutte de classes, ce que tous les prolétaires font à chaque jour depuis plus de 150 ans, encore faut-il que cette lutte ait une orientation révolutionnaire, qu'elle serve à renverser l'Etat bourgeois et à instaurer la dictature du prolétariat. C'est ce que Lénine disait déjà en d'autres termes il y a plus de 60 ans:

"Quiconque reconnaît uniquement la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat." (L'Etat et la révolution, Lénine)

Il nous restera à analyser en détail toutes ces contradictions qui animent le mouvement ouvrier et syndical canadien, mais dès aujourd'hui nous devons affirmer qu'elles ne peuvent être réduites à de simples contradictions entre les sociaux-démocrates, à de simples contradictions dans le camp de l'ennemi.

Bien sûr, les sociaux-démocrates se chamaillent entre eux, cela va de soi, c'est une question de maraudage politique, mais fondamentalement ces contradictions sont le résultat du développement de la lutte de classes, de la lutte de la classe ouvrière canadienne.

Les boss syndicaux apparaissent aux yeux de plus en plus d'ouvriers comme les messagers serviles de la social-démocratie et du capital monopoliste. A mesure que s'accroît la collaboration des dirigeants actuels du mouvement ouvrier avec la bourgeoisie canadienne, à mesure qu'apparaît leur trahison totale des intérêts du prolétariat, des couches de plus en plus nombreuses de la classe ouvrière se lèvent et prennent conscience que leur émancipation totale ne viendra qu'avec le socialisme. Non pas avec un "socialisme" à rabais comme celui des réformistes, mais avec celui du renversement violent de l'Etat bourgeois, et de la dictature du prolétariat, celui du Parti prolétarien canadien (marxiste-léniniste) que de plus en plus d'ouvriers travaillent à édifier. Oui, à mesure que cette conscience se développe, les courants réformistes perdent des joueurs.

Déjà des couches de plus en plus grandes de la classe ouvrière et du peuple ont entrepris de resserrer leur unité contre la bourgeoisie, le mouvement ouvrier n'est pas resté assis sur ses lauriers après le 22 mars et le 14 octobre. Sur son chemin, la classe ouvrière a rencontré les beaux parleurs de la social-démocratie, qui parlent d'unité bien sûr, mais qui ne font justement qu'en parler. Ils sont en train de ravaler leur salive, ceux qui tirent parti pour se maintenir en place, de la division du prolétariat canadien anglais et québécois, ceux pour qui les travailleurs immigrés et les femmes "ça vient nous voler nos jobs". Et ceux qui laissent tomber si facilement les revendications de ces couches doublement opprimées du peuple. Oui, ils vont ravaler leur salive, ceux qui, après l'élection du P.Q. au Québec et les rencontres tripartites à Ottawa, ont décidé de laisser tomber les mots d'ordre de réouverture des conventions collectives et d'annulation de toutes les décisions de la commission Pépin, parce que ce n'était plus la peine, maintenant qu'ils ont leur mot à dire au parlement.

Les dirigeants de la social-démocratie trahissent les intérêts immédiats de la classe ouvrière, cela, ils l'ont fait à tours de bras depuis des années, et encore plus depuis que nous luttons contre la loi C-73. Ils se le sont fait dire d'ailleurs par la masse des ouvriers qui n'a pas pour autant relâché la lutte. **Mais ce qui est plus grave encore, c'est que les sociaux-démocrates et tous ceux qui leur ressemblent, marchandent à chaque jour les intérêts à long terme de la classe ouvrière. Ces intérêts, ce sont ceux de la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois sous la direction de notre Parti marxiste-léniniste. Ces intérêts, tenez-vous-le pour dit, messieurs Morris et Laberge, ils ne sont pas à vendre!** Vous avez pris le bord de la bourgeoisie, vous défendez ses intérêts dans nos propres rangs en dirigeant nos luttes vers le réformisme, ce même réformisme qui a livré, pieds et poings liés, la classe ouvrière chilienne et allemande à l'abattoir de l'Etat bourgeois. Tenez-vous-le pour dit, messieurs Morris et Laberge, nous ne sommes pas des veaux qu'on mène à l'abattoir. Nous sommes des ouvriers qui veulent en finir avec le capitalisme. Vous ne l'emporterez pas en paradis!

---

(1) Ex-dirigeant de l'Etat chilien, renversé par les militaires fascistes en collaboration avec la C.I.A., parce qu'il nationalisait certaines compagnies américaines contre leur gré.

Apprendre par l'exemple négatif

LE CAS DE S.O.S. GARDERIES AU QUEBEC

DEPUIS PLUSIEURS ANNEES, ET CELA À TRAVERS LE CANADA, DE PLUS EN PLUS DE FEMMES DU PEUPLE, D'OUVRIERS ET D'INDIVIDUS PROGRESSISTES ONT ENTREPRIS DE LUTTER POUR LA RECONNAISSANCE DU DROIT DES FEMMES AUX GARDERIES; C'EST LA UNE REVENDICATION IMPORTANTE POUR QU'UN NOMBRE CROISSANT DE FEMMES DU PEUPLE SORTENT DU CERCLE RESTREINT DE LA CUISINE ET PARTICIPENT A LA LUTTE DES MASSES CANADIENNES CONTRE L'ETAT BOURGEOIS.

À MONTREAL, À TORONTO, À VANCOUVER, DES ORGANISATIONS ONT ENTREPRIS LA LUTTE POUR CE DROIT FONDAMENTAL. LE BILAN DE L'INTERVENTION DES COMMUNISTES DANS UNE DE CES ORGANISATIONS AU QUEBEC, S.O.S. GARDERIES, N'A DONC PAS UNE PORTEE STRICTEMENT QUEBECOISE. PLUS ENCORE, CE BILAN ECLAIRE DE FACON PLUS GENERALE LE ROLE QUE DOIVENT JOUER LES MARXISTES-LENINISTES AU SEIN DE CES ORGANISATIONS EN CRITIQUANT L'OPPORTUNISME ET LE MEPRIS DES MASSES QUI ONT CARACTERISE L'INTERVENTION DE LA LIGUE COMMUNISTE (MARXISTES-LENINISTE) DU CANADA A S.O.S. GARDERIES.

Le Congrès de S.O.S. Garderies s'est tenu en octobre 76, donc, il y a plus de 7 mois. Pourquoi revenir sur un événement qui peut paraître assez lointain? Pourquoi en publier le bilan? En quoi, enfin, ce bilan d'un événement local (Congrès de S.O.S. Garderies, dont les garderies-membres venaient surtout de Montréal) risque-t-il d'intéresser les communistes et les éléments conscients du prolétariat à travers le pays?

Rappelons d'abord que le Congrès de S.O.S. Garderies a marqué en quelque sorte le "coup d'envoi" des multiples interventions de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada dans les organisations populaires à Montréal, au Québec et au Canada. C'est à la même époque que la Ligue a commencé à publier des plates-formes de "lutte de classes" et à mettre de l'avant de façon très claire sa ligne opportuniste de droite sur l'intervention des communistes dans les organisations de masse.

S.O.S. Garderies a donc été pour la Ligue un terrain d'essai. Sa conclusion, suite au Congrès: "Nous avons vaincu la ligne réformiste. C'est une grande victoire pour les femmes du peuple!" La Ligue triomphait donc sur tous les plans: écrasant les réformistes, balayant les sympathisants du noyau marxiste-léniniste Centre-Sud (N.M.L.C.S.) (1) et d'EN LUTTE! qui tentaient tant bien que mal de s'opposer à ses visées hégémoniques sur un mouvement en pleine déconfiture!

S.O.S. a adopté une orientation "socialiste", et qui plus est, pour être bien sûre que la "ligne juste" soit réellement appliquée dans le nouveau mouvement de lutte pour des garderies, la Ligue s'est empressée de remplir, presque à elle seule, le Comité de Coordination élu, suite au Congrès.

C'est cette attitude triomphaliste et, somme toute, extrêmement méprisante pour les masses que nous voulons dénoncer vigoureusement. Assez de déclarations ronflantes sur la ligne juste, la ligne qui fait de la Ligue et de ses membres les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière! Nous voulons démontrer, faits à l'appui, que la "victoire socialiste" à S.O.S. Garderies n'est qu'une immense mystification, une supercherie accomplie par la manipulation, le dogmatisme et finalement, l'économisme. Oui, l'économisme! Le N.M.L.C.S., en particulier, au moment du Congrès de S.O.S. s'est laissé aveugler par les attitudes extrêmement dogmatiques des militants de la Ligue. Il n'a pas su voir l'économisme, l'opportunisme de droite qui se cachait derrière un langage de gauche, bien impressionnant, en apparence!

C'est important, camarades, de revenir sur les erreurs de la Ligue à S.O.S. Garderies. Car sa ligne opportuniste a continué à se manifester dan[s] les comptoirs alimentaires, à l'A.D.D.S.-M.M. (2), à l'A.C.E.F. (3), et dan[s] de nombreux syndicats "de lutte d[e] classe". C'est à peu près toujours l[e] même scénario: les membres de l[a] Ligue partent en "guerre sainte" con[-] tre les réformistes de tout acabi[t] sans distinction entre les élément[s] vendus à la bourgeoisie et ceux qu[i] ne sont pas encore gagnés au commu[-] nisme; mais au moment d'un Congrès ou d'une élection, ils présentent un[e] plate-forme "socialisante", une plate[-] forme pour faire plaisir à peu près [à] tout le monde. A S.O.S., d'ailleurs, le[s] nouveaux membres ne sont pas obligé[s] d'adhérer à cette plate-forme; on peu[t] se demander à quoi elle sert... E[n] même temps, la Ligue présente de[s] candidats "socialistes" mais qui de[-] mandent qu'on les élise pour leur dé[-] termination à défendre les intérêt[s] *immédiats* du prolétariat.

EN LUTTE!, quant à lui, croit qu[e] ce n'est pas ainsi que les communi[s-] tes doivent remplir leurs tâches a[u] sein des masses. A l'heure de l'éd[i-] fication du Parti prolétarien canadie[n] notre tâche, dans le mouvement o[u-] vrier, est de conquérir au marxism[e-] léninisme les éléments les plus con[s-] cients et les plus combatifs pour [en] faire des cadres, des dirigeants ré[el-] lement communistes, et cette tâche [ne] peut s'accomplir en dehors des lutt[es] de la classe ouvrière et de ses org[a-] nisations de masse. Nous atteindro[ns] ce but en faisant pénétrer les idé[es] communistes dans les masses, en l[ut-] tant contre le réformisme et le ré[vi-] sionnisme, conséquemment, en lutta[nt] pour donner aux luttes de la clas[se] ouvrière et du peuple une orientat[ion] juste, conforme à leurs intérêts i[m-] médiats et à *long terme*. Cela ne v[eut] pas dire qu'il faille *imposer* aux m[as-] ses la direction des communistes. [Ce-] la ne veut pas dire, non plus, impl[an-] ter partout des intellectuels *déjà* c[om-] munistes pour former des cellules d'[en-] treprise. Cela ne signifie surtout [pas] créer de toute pièce des mouveme[nts] bidons d'où les masses sont excl[ues] composés majoritairement de c[om-] munistes et de sympathisants des g[rou-] pes marxistes-léninistes, et où la [lutte] contre le réformisme est, bien ente[ndu]

gagnée d'avance. C'est malheureusement ce que la Ligue a fait à S.O.S. Garderies. Comme le présent bilan rend compte seulement de la période qui a précédé le Congrès de S.O.S. (puisqu'il a été rédigé entre novembre 76 et février 77) il ne faut pas y chercher une analyse de ce qui s'est passé depuis le Congrès. Ce n'est pas son but. Comme nous l'avons dit, le bilan veut, d'une part, critiquer les erreurs *réelles* du N.M.L.C.S. et d'EN LUTTE!, et surtout, contribuer à éclairer la lanterne des camarades qui risquent de se laisser un peu trop impressionner (comme cela s'est produit pour nous en août 76) par les succès apparents et la ligne claire de la Ligue.

Malheureusement, aussi, l'intervention de la Ligue à S.O.S. Garderies, a contribué à éloigner du marxisme-léninisme de nombreux militants, parents ou moniteurs progressistes; nombreux sont ceux qui ont identifié les méthodes anti-démocratiques et méprisantes de la Ligue aux méthodes de tous les communistes en général. Objectivement, l'intervention de la Ligue à S.O.S. Garderies a développé l'anti-communisme; à tous ceux-là nous disons, les méthodes putchistes et opportunistes de la Ligue n'ont rien à voir avec la défense des intérêts immédiats et à long terme des masses populaires.

Camarades de la Ligue, vos méthodes de travail dans les masses relèvent d'une ligne foncièrement économiste et opportuniste qui consiste à croire qu'on va créer le Parti avec des tas d'organisation de masse de "lutte de classe". Le Parti n'est pas une fédération de syndicats ou d'organisations populaires radicales, c'est le regroupement de l'avant-garde prolétarienne sur la base du marxisme-léninisme. Avant-garde dont le rôle est de diriger et d'unir les masses dans la lutte révolutionnaire et non de mener les luttes à leur place.

En terminant cette préface, nous désirons rappeler à nos lecteurs que ce bilan a été produit en collaboration avec les ex-membres du N.M.L.C.S., maintenant ralliés à EN LUTTE! Durant la période qui a précédé le Congrès de S.O.S. Garderies, le N.M.L.C.S. est intervenu à S.O.S., comme noyau, puisqu'il n'était pas encore dissous et que ses militants n'étaient pas intégrés au groupe EN LUTTE! Le N.M.-L.C.S. a tenté de mener la lutte à S.O.S. pour que l'ensemble des garderies s'empare réellement du débat sur l'orientation. Le N.M.L.C.S. (quoiqu'en dise la Ligue) était en désaccord avec la ligne réformiste avancée par la garderie St-Michel (nous verrons plus loin pourquoi cette ligne était effectivement réformiste, bien que la plupart de ses défenseurs sont loin d'être comme l'a prétendu la Ligue de "fervents anti-communistes") et l'a exprimé (par écrit et verbalement) à plusieurs reprises. Mais le noyau s'opposait aussi à ce qu'un Congrès-bidon d'où les masses étaient exclues, vote une orientation "socialiste" alors que le débat était à peine amorcé dans les garderies.

Comme nous le verrons dans le présent bilan, le N.M.L.C.S. a manqué de fermeté dans la défense d'une position pourtant essentiellement juste, comme tous les événements allaient nous le démontrer. Et le groupe EN LUTTE! il faut le dire, n'a pas pris fermement en main ses tâches de direction et d'encadrement pratique des militants du N.M.L.C.S.

En effet, le noyau, estimant qu'il était allé au bout de ses capacités dans la défense d'une ligne prolétarienne à S.O.S. et désirant s'appuyer fermement sur les principes marxistes-léninistes dans son intervention, demanda en septembre 76 l'aide et la direction d'EN LUTTE! Cependant, à cette époque, EN LUTTE! ne faisait qu'amorcer la lutte contre le dogmatisme et le repli sur soi, qui avait marqué son intervention depuis plusieurs mois. Désireux de s'impliquer concrètement dans les luttes menées par les masses, notre faible connaissance des conditions concrètes prévalant à S.O.S. Garderies ne nous a pas permis de nous emparer rapidement du débat et de l'orienter pratiquement.

C'est une erreur qui a été réparée par la suite, comme en témoignent les interventions de plus en plus nombreuses d'EN LUTTE! dans les organisations de masse et les luttes de la classe ouvrière depuis lors.

Nous croyons donc que malgré ses limites, ce bilan saura contribuer au débat important, dans le mouvement marxiste-léniniste, sur les tâches des communistes parmi les masses canadiennes et qu'il apportera un éclairage concret sur la lutte contre l'économisme. De même nous souhaitons fermement que ce bilan contribue à éclairer et à orienter de façon juste les débats qui animent aujourd'hui le mouvement des garderies.

Historique de S.O.S. Garderies

Pour situer ce bilan, nous présentons aux lecteurs un court historique de S.O.S. Garderies et des tendances qui s'y sont affrontées avant mars 1976.

Lutte contre le plan Bacon

En mai 1974, le gouvernement québécois annonce sa première politique en matière de garde des enfants, le Plan Bacon. A cause des montants alloués, de l'échelle de subventions qui exclut les familles ouvrières dont les deux parents travaillent, aussi bien que par son mode de paiement (subvention aux parents et non aux garderies) cette politique menace la survie même des garderies existantes au Québec. Les conditions objectives étaient donc réunies au Québec pour regrouper les garderies et les projets de garderie, dans une organisation large de défense.

A l'époque, il existait déjà un regroupement de garderies, le C.L.G.P. (le Comité de Liaison des Garderies Populaires). Le C.L.G.P. était contrôlé par un noyau de moniteurs sous la direction politique de Mobilisation (1). Nous parlons de "contrôle" parce que, bien que son existence ait été un secret de polichinelle, le noyau se voulait clandestin et sa direction s'exerçait par la présence de ses membres à des postes stratégiques plutôt que par l'adhésion des parents et des moniteurs aux idées qu'il avançait.

A cause de son orientation, de ses positions réformistes-radicales qui éloignaient plusieurs garderies, à cause de son fonctionnement de type élitiste (pour quelques initiés seulement), qui inspirait de la méfiance aux moniteurs progressistes prêts à lutter, le C.L.G.P. était en général isolé des parents et moniteurs non-militants, des garderies.

Voyant la nécessité de collaborer avec toutes les forces touchées par le Plan Bacon afin de pouvoir mener une lutte conséquente, en septembre 1974, le C.L.G.P. prend l'initiative d'inviter toutes les garderies et projets de garderie au Québec (à but non lucratif) à un congrès de fondation d'un nouveau regroupement de garderies, qui aura pour objectif de lutter pour l'amélioration du Plan Bacon. Soixante-cinq garderies et projets répondent à l'appel. C'est la naissance de S.O.S. Garderies.

---

(1) N.M.L.C.S.: noyau m.-l. aujourd'hui dissous et rallié à EN LUTTE! qui travaillait au sein du C.R.I.C.S. (Centre de rencontre et d'information Centre-Sud), qui lui-même travaillait dans les groupes populaires de Montréal.

(2) A.D.D.S.M.M.: Association de Défense des Droits Sociaux du Montréal Métropolitain, organisation de masse regroupant les assistés sociaux.

(3) A.C.E.F.: Association Coopérative d'Economie Familiale. Voir EN LUTTE! no 88.

S.O.S.: une tactique pour le noyau du C.L.G.P.

Pour le C.L.G.P., ou plutôt pour le noyau qui le contrôle, S.O.S. n'est qu'une tactique conjoncturelle dans sa lutte pour un réseau universel de garderies. Donc, à part d'assurer sa présence massive dans les comités de travail qui sont mis sur pied (comité de stratégie, de relations internes, de relations externes) et ça seulement à Montréal, le noyau n'insiste pas pour mettre en place une structure organisationnelle permettant d'assurer le fonctionnement démocratique de S.O.S. En effet, les comités sont formés de "tous ceux qui sont intéressés", leur mandat est ambigu et il n'y a aucun mécanisme de contrôle des comités par les membres de S.O.S. Malgré une assemblée générale en novembre 1974, S.O.S. est, dans les faits, réduit aux trois comités de travail mis sur pied à Montréal et contrôlés par le noyau.

Par contre, les comités démontrent une volonté réelle d'organiser la lutte contre le Plan Bacon et d'aller chercher l'appui de la population. A part des membres du noyau, de nombreuses personnes sincères veulent faire de S.O.S. un véritable mouvement de lutte.

En effet, l'année 1974-1975 sera une année de grandes mobilisations, accompagnées d'une large publicité autour de la lutte des garderies et ce, entre autres, dû au fait que les garderies sont gravement menacées. La moitié d'entre elles ont fermé leurs portes depuis la mise en vigueur du Plan Bacon. Ce sera aussi la mort du C.L.G.P. qui ne trouve plus aucune raison d'être, une fois que S.O.S. a pris en main la lutte.

Le point culminant de la lutte sera l'occupation des bureaux administratifs du Centre des Services Sociaux du Montréal Métropolitain. (C.S.S.-M.M.), un des appareils administratifs du ministère des Affaires sociales au Québec. Croyant que le gouvernement québécois lui avait versé un montant d'un million pour des garderies, S.O.S. réclame cet argent sous forme de subvention directe aux garderies. Mais la lutte au niveau économique sera un échec. En effet, on ne devait pas s'attendre à autre chose, car S.O.S. véhiculait alors l'illusion que le C.S.S.-M.M. pourrait se montrer plus "compréhensif" que l'Etat bourgeois. Cependant, au niveau politique, les acquis sont énormes. On découvre que les appareils d'Etat et l'Etat lui-même ne sont pas deux choses différentes. La lutte révèle aussi l'incapacité du noyau à donner une direction tactique à S.O.S. Enfin, elle démontre que, dès cette époque, S.O.S. reposait sur des bases fondamentalement anti-démocratiques.

Effort de démocratisation

Une lutte pour démocratiser S.O.S. est amorcée par des militants des garderies, qui ne sont pas membres du noyau. S'appuyant sur les structures de l'A.D.D.S. (Association pour la Défense des Droits Sociaux), ils prônent la mise sur pied d'un comité des délégués, composé de deux délégués par garderie, comme instance décisionnelle de S.O.S. Ce comité sera mis sur pied pendant la lutte contre le C.S.S.-M.M., lutte qui dure tout l'été. Durant cette période, ses membres restent assez liés aux parents et moniteurs de leurs garderies. A la fin de l'été, une vingtaine de garderies sont présentes au Comité des délégués et S.O.S. a encore des liens avec des régions, telles que Québec, Hull, la Rive sud de Montréal, etc.

Petite histoire d'un long bilan

Face à l'échec de la lutte au C.S.S.-M.M., le comité des délégués décide de faire un bilan. Il n'est pas question de se lancer dans une autre lutte avant que S.O.S. ait une orientation, une stratégie et des structures claires. C'est aussi à ce moment, que le noyau entre dans un processus de ralliement à Mobilisation, laissant seulement deux de ses membres pour travailler à S.O.S. Leur direction politique devient moins évidente et le comité des délégués entre dans une période de flottement politique et organisationnel.

Au début d'octobre 1975, le comité des délégués convoque une journée pour discuter du bilan. On discute très peu du bilan, mais plutôt des perspectives. Au lieu de s'appuyer sur ce fait, le comité des délégués décide d'approfondir le bilan et il continue de se rencontrer pendant 3 mois sur ce sujet, se coupant ainsi de plus en plus des intérêts des parents et des moniteurs. Il s'agit là évidemment d'une conception très intellectuelle et très dogmatique d'un bilan.

On peut se demander pourquoi les parents et les moniteurs ne mettaient pas de pression sur le comité des délégués pour qu'il fasse quelque chose, qu'il passe à l'action. Ici il y a plusieurs facteurs. D'abord on ne doit pas sous-estimer les effets démobilisateurs de l'échec de la lutte au C.S.S.-M.M., les parents ayant été mobilisés sur la base d'une analyse erronée du C.S.S.-M.M. en tant qu'appareil d'Etat et des possibilités d'une victoire facile, et d'une lutte qui s'est avérée longue et difficile, où pendant tout un été, ils ont investi beaucoup de temps et d'énergie sans aucun résultat tangible. Les militants du comité des délégués ne se sont pas saisi de cette occasion pour faire un travail d'éducation, ne se sont pas saisi des acquis de cette lutte pour refaire une analyse et ainsi donner les éléments qui auraient faciliter la compréhension politique des parents face à ces événements. Ils se sont plutôt repliés sur eux-mêmes pour faire un bilan qui a duré 6 mois. Aussi, pendant et avant la lutte au C.S.S.-M.M., les parents ont été mobilisés sur le thème "On va fermer, si on ne lutte pas", mais dans les faits, après la vague de fermeture du début de l'application du Plan Bacon, aucune garderie n'a fermé ses portes. Les bases de mobilisation étaient donc bien fragiles.

En plus, malgré des possibilités de luttes particulières, soit pour des locaux ou des permis, le comité des délégués a refusé d'impulser la lutte avant que le bilan soit terminé et que l'orientation et la stratégie soient claires. Ce dernier facteur doit être aussi relié au fait que, pendant cette période, de nombreux éléments progressistes du comité des délégués se rapprochent de plus en plus du marxisme-léninisme et qu'ils craignent d'avancer une ligne réformiste, de tomber dans l'activisme et l'économisme de l'année précédente. Ils recherchent une direction, une orientation claire avant de lancer le mouvement dans une action. D'autre part, malgré la démobilisation générale, le bilan révèle que, de plus en plus de parents et de moniteurs ont commencé à identifier leurs vrais ennemis, i.e. la bourgeoisie et son Etat et ont pris conscience de la nécessité de lutter.

Faute d'une direction, le comité des délégués et surtout les marxistes-léninistes, membres de ce comité, ne profitent pas de cette situation. Au contraire, ils n'avancent pas de ligne claire, ils n'assument pas leurs responsabilités devant les masses: c'est donc la confusion et la division qui règnent.

Donc, la situation à S.O.S. Garderies au printemps 76 est la suivante: une organisation de masse qui existe sur papier et par le biais d'un comité de délégués composé d'intellectuels petits-bourgeois, proches du marxisme-léninisme, mais coupés de leur base, une organisation en bilan depuis 7 mois, qui refuse de s'engager dans la lutte, une organisation où plusieurs personnes cherchent une direction politique et une orientation pour leur lutte. Alors quand la Ligue arrive, elle recueille un fruit mûr.

Nous verrons donc comment la Ligue a profité de cette situation pour se mettre à la tête de S.O.S. Garderies, sans tenir compte de la situation concrète, en rabaissant le niveau de son intervention et finalement en se substituant aux masses.

L'INTERVENTION DE LA LIGUE A S.O.S. GARDERIE

En faisant la critique de l'intervention de la L.C.(m.-l.)C. à S.O.S., nous devons tenter de cerner son erreur ou sa déviation principale, puisqu'il y a sûrement une erreur qui détermine toutes les autres. Nous croyons que l'intervention de la L.C.(m.-l.)C. à S.O.S., comme dans les autres organisations populaires qu'elle tente de transformer en associations "de lutte de classes", est marquée principalement par l'opportunisme de droite.

Nous devons admettre que pendant longtemps nos critiques à la Ligue sont demeurées superficielles. Nous pensions que son style de travail était erroné, mais que le fond de son intervention était juste. Nous en sommes restées aux manifestations de mépris des masses et de sectarisme les plus flagrantes sans comprendre quelle ligne les sous-tendait.

Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'affirmer que dans son intervention dans les masses, la Ligue commet à la fois des erreurs de gauche et de droite. Nous appelons ses erreurs de gauche, du **dogmatisme**, c'est à dire une application mécanique des principes marxistes-léninistes. Ainsi à S.O.S. la Ligue s'amène en mars avec ses gros sabots, et sans enquête aucune sur la situation concrète de S.O.S., avance la nécessité absolue pour S.O.S. de se donner une orientation "socialiste". Comme nous le verrons plus tard, le dogmatisme de la Ligue transparait aussi dans sa conception de la direction et de l'éducation des masses "pures", dans ce qu'elle appelle des organisations "de lutte de classes", mais qui ne sont que des associations de marxistes-léninistes et d'éléments avancés sous la direction de la Ligue, des organisations intermédiaires.

Mais la Ligue tombe principalement dans les erreurs de droite, plus spécifiquement dans l'économisme. Voulant diriger à tout prix les organisations de masses, la Ligue rabaisse le contenu de ses interventions. Les orientations qu'elle propose à différents groupes de masse (A.D.D.S., S.O.S., Comptoirs) ont des apparences de gauche, mais dans ces brochures sont affirmées des positions politiques vidées de leur contenu. De plus, nous l'aurons vu à S.O.S., la Ligue a fait voter la reconnaissance du socialisme sans que ce mot soit bien expliqué (ex: dictature du prolétariat, transition avant le passage au communisme) et sans dire quels sont les moyens pour y arriver (révolution, Parti). Question de formalités! N'est-ce pas?

Il est étonnant que plus d'un an après la parution de "Contre l'économisme" (EN LUTTE!), on retrouve ces erreurs chez la Ligue. C'est toutefois moins étonnant lorsqu'on se rappelle l'autocritique très sommaire des groupes fondateurs de la Ligue (C.M.O., C.O.R., M.R.E.Q.) sur leurs erreurs économistes au Comité de solidarité aux luttes ouvrières dissous il y a à peine 2 ans, La Ligue n'a jamais vraiment cherché à identifier les racines de ses erreurs que nous attribuons pour notre part encore **à une compréhension et une application tout à fait économiste des principes marxistes-léninistes sur la question de la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier.** C'est pourquoi les erreurs du temps du C.S.L.O. (se substituer aux masses, rabaisser le contenu de notre intervention, mettre sur pied des organisations "intermédiaires" où les masses doivent conquérir (!) leur place) se retrouvent aujourd'hui même si les militants de la Ligue affichent leurs convictions révolutionnaires. A S.O.S. nous démontrons donc que les erreurs de gauche sont recouvertes par des erreurs de droite. Se substituer aux masses, proposer des orientations de "lutte de classes" vidées de leur contenu révolutionnaire, entreprendre de créer le Parti en prenant **partout** le contrôle organisationnel: ce sont là de graves erreurs d'opportunisme de droite.

Des organisations de masse propres, propres, propres...

Voyons d'abord quelle est la conception de la Ligue concernant les organisations de masse. L'exemple de S.O.S. Garderies est assez révélateur. Le mouvement a déjà pu mobiliser 500 parents de garderies dans une assemblée large et plus de 3,000 personnes dans une manifestation. Bien sûr, S.O.S. n'était pas guidé par une orientation socialiste. Mais une analyse historique vraiment matérialiste nous indique qu'à cette époque (janvier-juillet 1975), le mouvement marxiste-léniniste (incluant les trois groupes fondateurs de la Ligue) était traversé par une forte tendance économiste qui l'amenait à rabaisser le contenu de son agitation-propagande. Il était donc inévitable que S.O.S. Garderies soit dominé par le réformisme. A S.O.S., c'était le groupe Mobilisation qui dirigeait les luttes. Cette direction était réformiste et opportuniste et les militants de Mobilisation ne faisaient aucune agitation-propagande communiste et cachaient aux masses leurs positions.

Cela n'empêche pas à notre avis (mais ce n'est pas celui de la Ligue) que les masses qui participèrent à la lutte contre le Ministère des Affaires Sociales et le C.S.S.-M.M. apprirent beaucoup de ces luttes sur le rôle de l'Etat, les limites des luttes pour les droits démocratiques, sur la crise capitaliste, etc...

Si donc la Ligue a pu intervenir au comité des délégués et rallier rapidement un certain nombre de parents et de moniteurs aux idées communistes (comme nous l'avons fait nous-mêmes), nous affirmons que c'est parce que les membres de S.O.S. s'étaient aguerris dans la lutte, comme cela arrive au cours de luttes contre la bourgeoisie capitaliste et son Etat.

Tout ce que la Ligue a réussi à faire, c'est de couper un peu plus le mouvement S.O.S. des masses et d'en faire un **groupe intermédiaire,** qui n'est ni une organisation de masse, ni une organisation marxiste-léniniste, et dont on ne sait plus s'il lutte principalement pour des garderies (avec une "orientation juste") ou s'il "appuie" la lutte pour le socialisme.

La lutte contre le réformisme et pour une orientation socialiste ne pouvait être séparée de la lutte pour la démocratisation de S.O.S. Garderies. Il n'y avait qu'une démocratie formelle dans le mouvement S.O.S. et dans les garderies. Cela n'a rien à voir avec une véritable démocratie prolétarienne, où les marxistes-léninistes et les progressistes déploient beaucoup d'efforts pour s'assurer que les masses s'emparent et dirigent vraiment leur organisation; où les masses participent activement aux débats de ligne; où finalement les marxistes-léninistes peuvent faire leur travail d'éducation et amener les masses à lutter pour le socialisme.

La tactique qu'a utilisée la Ligue pour prendre le contrôle de S.O.S., est en tout point semblable à celles qu'utilisent les boss syndicaux les plus corrompus pour noyauter un syndicat ou prendre le contrôle des luttes de la classe ouvrière. On comprend aisément pourquoi les traîtres réformistes utilisent ce genre de tactiques pour tromper les masses. Mais venant de la part de marxistes-léninistes, cela ne peut être que la manifestation d'une ligne foncièrement opportuniste.

Mais la Ligue a une autre conception des organisations de masse. Elle est simple: **une organisation qui ne reconnaît pas la nécessité du socialisme et qui n'est pas prête à appuyer la lutte pour le socialisme est complètement gangrenée par le réformisme et l'opportunisme. Pire: ses membres sont probablement anti-communistes.**

Elle ne peut même pas gagner des luttes immédiates. Le remède est radical: liquider et recommencer à neuf... sous la direction de la Ligue, bien entendu! C'est comme ça que S.O.S. reconnaît aujourd'hui la nécessité du socialisme ainsi que le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Il appuie donc la lutte pour le socialisme. S.O.S. soutient la lutte des peuples du Tiers-Monde, il soutient les luttes ouvrières et la lutte pour le socialisme au Canada, il soutient la construction du socialisme dans les pays où la bourgeoisie a été renversée, il lutte contre le réformisme en son sein.

A travers tout ça, S.O.S. "lutte" aussi contre le Plan Bacon, et, pour un réseau de garderies gratuits (nous reparlerons de cette question).

En apparence du moins, on a vraiment rien à redire de cette orientation, qui apparaît des plus "purs" — mais voilà le hic, lorsqu'on gratte un peu la surface on s'aperçoit que S.O.S. Garderies n'est nullement ce qu'elle prétend être: c'est à dire une organisation de masse.

Le marxisme-léninisme n'a rien à voir avec le noyautage, le sabotage ou les "révolutions de palais" qui procurent peut-être beaucoup de satisfaction personnelle, mais vont contre les intérêts du prolétariat. Le prolétariat a au contraire besoin de la démocratie la plus large, il en a besoin pour faire sa propre expérience à travers la lutte, il en a besoin aussi pour s'emparer en toute connaissance de cause des idées communistes.

Cela n'a pas été le cas à S.O.S. Ni avant l'arrivée de la Ligue, ni après. Et ce ne sont pas quelques assemblées générales dans les garderies, de la fin d'août à la mi-octobre, qui changent quoi que ce soit à l'affaire:

— quand une grande partie des anciens parents quittent leur garderie durant l'été et que les nouveaux participent peu aux débats;

— quand la Ligue change ses positions par 2 fois semant ainsi la confusion totale dans les garderies (ex: la question du socialisme est, n'est plus, redevient la question centrale à S.O.S., à deux semaines du Congrès!);

— quand au Congrès lui-même, d'ailleurs largement noyauté par la Ligue, une garderie n'envoie pas de délégués, dans une autre, les 3 délégués s'abstiennent sur tous les votes, et dans une troisième garderie, 2 votes sur 3 sont des votes d'abstention.

Dans ces conditions, le cri de victoire que la Ligue lance dans son organe central (La Forge), parce qu'elle a triomphé des réformistes et parce que (mais ça elle ne l'écrit pas) le mouvement S.O.S. est entièrement contrôlé par elle-même, cette "victoire pour les femmes du peuple" n'est rien d'autre qu'une fumisterie derrière laquelle se profile l'énorme prétention de la Ligue à jouer le rôle du Parti qui aurait gagné les larges masses au communisme. Voici ce que dit Dimitrov, dirigeant de l'Internationale communiste, au sujet de la prétention de certains communistes à **imposer** leur direction aux masses. Il qualifie cette prétention de sectaire, ajoutant que:

> **"... c'est un vice qui, plein de suffisance, ne veut, ni ne peut comprendre que la direction de la classe ouvrière par le Parti Communiste ne s'obtient pas automatiquement. Le rôle dirigeant du Parti Communiste dans les batailles de la classe ouvrière doit être conquis. Pour cela, il ne s'agit pas de déclamer sur le rôle dirigeant des communistes, mais, par un travail de masse quotidien et par une juste politique, de mériter, de conquérir la confiance des masses ouvrières."** (Dimitrov, **Oeuvres Choisies,** VII Congrès de l'I.C., p. 110)

"... c'est un vice qui, plein de suffisance, ne veut, ni ne peut comprendre que la direction de la classe ouvrière par le Parti Communiste ne s'obtient pas automatiquement. Le rôle dirigeant du Parti Communiste dans les batailles de la classe ouvrière doit être conquis. Pour cela, il ne s'agit pas de déclamer sur le rôle dirigeant des communistes, mais, par un travail de masse quotidien et par une juste politique, de mériter, de conquérir la confiance des masses ouvrières." (Dimitrov, **Oeuvres Choisies,** VII Congrès de l'I.C., p. 110)

La Ligue arrive avec ses gros sabots

Lorsqu'une militante de la Ligue arrive, en mars 1976 au Comité des délégués, elle se contente d'une enquête très sommaire sur la situation à S.O.S. Elle décrète que c'est l'absence d'orientation socialiste qui est la cause de tous les maux de S.O.S. Elle soutient que le mouvement ne peut pas avancer en se basant sur ses acquis, puisque ce sont des acquis réformistes. Elle affirme des choses qui ne correspondent pas à la réalité (par exemple: S.O.S. ne s'est jamais préoccupé de la situation des femmes). Un comité ad hoc vient de préparer un document d'orientation; il est rejeté du revers de la main et la Ligue au lieu d'aider les auteurs du texte à mieux l'articuler (les auteurs sont des éléments progressistes et sympathiques aux idées communistes), apporte son propre texte d'orientation.

Bref, la Ligue méprise l'histoire de S.O.S. et refuse de s'appuyer sur les idées des masses pour faire son travail d'éducation. Cela l'amènera à produire un premier texte dont elle devra elle-même reconnaître plus tard le caractère abstrait et dogmatique. Et pour cause! Ce texte est une copie conforme des écrits de Marx, Lénine et Mao sur les bases de l'exploitation capitaliste, sur l'impérialisme, les causes de l'oppression des femmes, etc., sans lier ces écrits à la situation concrète de S.O.S. Tout cela est très beau, mais où sont les idées des éléments les plus dévoués et les plus dynamiques de S.O.S., leurs idées sur les luttes passées de S.O.S., sur la conjoncture, le Plan Bacon, la C.E.C.M., la participation des parents dans les garderies, etc.? **La Ligue a fait table rase de tout cela puisqu'elle considère qu'elle seule a des idées justes!**

Lorsque la Ligue a commencé à intervenir à S.O.S., ce mouvement était en bilan depuis 8 mois, les masses s'en désintéressaient complètement. En fin de compte, S.O.S. se résumait au comité des délégués (formé de 2 représentants par garderie) qui regroupait presque exclusivement des moniteurs petits-bourgeois des garderies, de plus en plus coupés malheureusement des masses. Si la Ligue avait fait un minimum d'analyse concrète, (ce qui ne lui arrive pas souvent), elle aurait vu rapidement que son intervention la conduirait à prendre la tête d'un mouvement à reconstruire, et que les masses étant absentes de S.O.S., la laisseraient prendre tous les postes de direction.

La Ligue aurait dû comprendre que poser la question d'une direction marxiste-léniniste et d'une orientation socialiste dans les conditions concrètes de S.O.S., c'était être amené à se substituer aux masses, **à moins** que le travail de réflexion ne s'accompagne d'une lutte intense pour démocratiser le mouvement, pour le reconstruire en fait. Mais la Ligue n'a pas raisonné de cette façon, elle a plutôt sauté sur l'occasion, pour prendre le contrôle d'une organisation en pleine déconfiture et désertée de toute part. Et ce ne fut guère difficile, la Ligue prêchait en terrain conquis.

Il nous reste maintenant à voir comment, dans la réalité quotidienne de S.O.S., la Ligue a accompli son travail d'éducation. Nous avons vu comment ce groupe s'est montré dogmatique au niveau de l'enquête et de son refus de mener la lutte pour la démocratisation de S.O.S. Nous avons vu aussi comment ce groupe commet une erreur de droite en prenant de façon anti-démocratique le contrôle d'un mouvement de masse à reconstruire sans que, par ailleurs, les parents des garderies de l'ex-S.O.S. aient pu débattre réellement des enjeux d'une orientation socialiste "de lutte de classe". Nous verrons que ces deux erreurs (opportunisme de gauche et de droite) sont omniprésentes dans les méthodes d'éducation de la Ligue.

Avant d'être mis en contact avec les méthodes "d'éducation" de la Ligue, nous mettions déjà de l'avant qu'éduquer voulait dire s'appuyer sur la volonté de lutte, la haine de classe et les idées les plus avancées des masses, pour apporter le point de vue communiste. Autrement dit, toujours "faire l'analyse concrète de la situation concrète", savoir à quelle couche ou classe on s'adresse, quel est son niveau de conscience, quelles sont ses revendications, etc...

La Ligue, par ailleurs, a une toute autre idée de l'éducation. Son idée, c'est: "tous ceux qui ne sont pas d'accord avec moi, je les rejette dans les eaux stagnantes du réformisme, de l'opportunisme, bref, ils sont des traîtres à la classe ouvrière". **Sa vision est tellement mécanique qu'elle est amenée à diviser le monde en deux: les communistes... et les autres.** Et si "les autres" ne sont pas prêts à renoncer **immédiatement** à leur réformisme congénital, tant pis pour eux! On les dénoncera sans merci et surtout, sans effectuer aucune distinction entre les éléments honnêtes et d'autres qui propagent consciemment une ligne bourgeoise. On croira que nous exagérons? Il n'en est rien. Les quelques exemples qui vont suivre démontreront sans peine que la Ligue ne fait aucune différence entre les contradictions entre la classe ouvrière et ses ennemis et les contradictions "au sein du peuple". Son mépris de l'histoire des luttes et des acquis des masses, son attitude dogmatique et arrogante devant les interrogations et les inquiétudes des masses en réaction à la présentation d'une orientation "socialiste", tout cela amène la Ligue à évacuer la lutte idéologique, la lutte de lignes. **Elle remplace le long et patient travail d'éducation que les communistes doivent faire au sein des masses par la "matraque idéologique".** Comme exemples, nous parlerons des textes de la Ligue, de ses méthodes d'éducation dans les assemblées et au Congrès et de ses semblants d'autocritiques:

— nous avons déjà parlé de l'erreur que la Ligue a commise en n'aidant pas le comité ad hoc à reprendre son texte d'orientation. La Ligue, qui seule a des idées justes, effectue elle-même et dans sa tour d'ivoire tout le travail théorique nécessaire à l'élaboration d'une orientation. En quoi cela aide-t-il les éléments avancés à clarifier leurs idées, et à mieux articuler et défendre les idées communistes?

— d'autre part, ce travail théorique n'est accompagné d'aucune enquête sur la situation concrète des garderies, ce qui a pour résultat d'amener la Ligue à produire un premier texte d'orientation intitulé: "Luttons pour le droit aux garderies et pour l'émancipation des femmes" (1). Ce texte contient une analyse de l'oppression des femmes et de la nécessité du socialisme pour conquérir leur émancipation,une analyse de l'importance de la lutte pour le droit aux garderies, l'identification de nos ennemis (y compris les superpuissances) et de nos alliés, enfin des propositions sur les moyens de lutte. Ceux-ci se résument à: sortir de l'isolement, "appuyer" les luttes pour les droits démocratiques, "appuyer" la lutte pour le socialisme. On retrouve aussi des propositions comme: développer des liens avec les garderies du reste du Canada, lier la lutte des garderies à la lutte pour la création du Parti, etc.

Ce texte n'est pas basé sur la réalité présente de S.O.S. Garderies et la nécessité de démocratiser le mouvement, ni sur les acquis des expériences passées. En 23 pages, la Ligue avance toute sa ligne et ça donne un texte abstrait et théorique, avec des explications minimales sur des sujets aussi importants que la dictature du prolétariat ou les superpuissances. En l'espace de 2-3 mois (si on enlève la période des vacances), le mouvement S.O.S. doit se prononcer sur ces questions et on avance sans rire que c'est possible! **Selon nous, une éducation de ce type-là est superficielle et le vote qui marquera l'acceptation de cette ligne est aussi superficiel.**

Entre parenthèses, nous nous demandons bien pourquoi il faudrait inclure une analyse des superpuissances dans un texte d'orientation pour les garderies! Pourquoi ne pas parler alors des luttes des peuples du Tiers-Monde ou de la contradiction principale dans la lutte révolutionnaire au Canada?

Les assemblées qui ont lieu dans les garderies reflètent d'ailleurs la difficulté qu'ont les masses de s'approprier vraiment le débat. Là où les militants de la Ligue sont présents en force, on terrorise "les réformistes". Toute explication demandée sur l'orientation de la Ligue ou toute objection sont considérées comme des preuves d'une mauvaise volonté indécrottable. Il en va de même au comité des délégués. Ce n'est pas étonnant si les réformistes se taisent, écrasés par la "supériorité" de la Ligue.

Ailleurs, où la Ligue n'est pas là pour expliquer son orientation, c'est la confusion qui règne. C'est difficile de discuter de l'origine de l'oppression des femmes du peuple au Canada, de leur niveau de conscience, de leurs luttes, etc. C'est difficile de s'emparer de la question du socialisme quand ce mot est présenté comme la réponse-miracle aux problèmes de S.O.S., sans que cela soit jamais expliqué. Bref, la lutte de ligne s'amorce dans les garderies, avec le 1er texte de la Ligue.

— Cependant, 2-3 semaines après que les débats se soient amorcés dans les garderies, la Ligue **retire** son 1er texte (elle accepte donc la critique de dogmatisme?) et en présente un second intitulé: "Programme de lutte et structures pour S.O.S.

---

(1) Nous parlerons de trois textes, mais en fait il y en a eu 4. Avant "Luttons pour le droit aux garderies", il y a eu un autre texte dont nous ne parlerons pas parce qu'il n'a pas été diffusé largement. Ce texte a été remis le jour du "dead line" pour la remise des propositions d'orientation; le second texte, celui qui est officiellement le premier fut remis quelques jours plus tard et diffusé comme le texte officiel. La raison invoquée par la Ligue sur ce changement est que le premier texte (officiel) était trop abstrait et qu'il y avait des erreurs. Ce premier texte était signé par la Ligue et ses sympathisants.



C'est autour de la lutte contre le plan Bacon du gouvernement Bourassa au Québec que s'est constitué S.O.S. Garderie.

Garderies". La Ligue **ne fait plus** du socialisme la question centrale de S.O.S. A la journée d'étude des garderies qui a lieu peu après, on ne discute donc plus de cette question mais plutôt de trois mots d'ordre tactiques que la Ligue met de l'avant pour le mouvement des garderies. Et finalement, 3 semaines avant le Congrès, la Ligue "rides again" (!) avec un 3ème texte où le socialisme **redevient** une question centrale sur laquelle S.O.S. doit se prononcer.

Ce changement est accompagné d'une autocritique extrêmement sommaire où la Ligue admet son économisme, mais en reporte toute la responsabilité sur ses sympathisants. Ainsi, en 6 semaines, le mouvement S.O.S. aura à débattre d'une ligne qui change tellement qu'on ne s'y retrouve plus. D'une ligne qui est toujours et malgré tout la plus juste! malgré qu'on passe du dogmatisme à l'économisme sans explication, en affirmant sans cesse qu'on est les défenseurs de la ligne prolétarienne contre les affreux réformistes de la garderie St-Michel. Il n'est pas question ici d'avancer que la ligne de St-Michel était autre chose que du réformisme (malgré ce que la Ligue affirme, nous avons, plusieurs fois avancé clairement nos positions face à l'orientation de St-Michel, entre autres à la journée d'étude préparatoire). Cependant, contrairement à ce qu'affirme la Ligue, l'orientation prônée par St-Michel était si confuse et si mal défendue qu'elle n'a à aucun moment risqué d'être adoptée par le mouvement. Voilà donc les "victoires éclatantes" de la Ligue!

Le Congrès fait apparaître clairement les résultats concrets de l'intervention de la Ligue qui élimine la lutte pour démocratiser S.O.S. (puisque la Ligue n'a jamais cru à sa nécessité.) Comme nous l'avons déjà dit, dans 2 garderies de Montréal, 5 délégués s'abstiennent sur toutes les propositions et une autre garderie n'envoie pas de délégués. Dans une d'elles, 4 moniteurs sont des sympathisants de la Ligue. Quant aux autres délégués (surtout à Montréal) plus de la moitié sont des marxistes-léninistes. Bien sûr, ils ont été nommés par leurs garderies. Mais sur quelle base? Nous serions fort étonnés d'apprendre que toutes ces garderies sont "rouges". Alors, qu'est-ce que cela veut dire? Dans une garderie, au moins les 3 délégués de Mobilisation ne représentent qu'eux-mêmes, puisqu'à la suite de problèmes internes, il ne reste à peu près pas de parents à la garderie et presque tous les moniteurs ont démissionné.

Mais le Congrès apparaît pour la Ligue comme le triomphe de la ligne prolétarienne (représentée par elle-même) sur la ligne bourgeoise (St-Michel). Nous affirmons que c'est faux puisque:

— la Ligue a convaincu des convertis et sa ligne profondément économiste (on vote sur le socialisme mais la Ligue refuse d'inclure la dictature du prolétariat dans la proposition) a certainement rallié des éléments hésitants. Pas à cause des idées communistes (absentes des propositions) mais parce que certains mots d'ordre, certains moyens de lutte semblaient permettre au mouvement d'avancer.

Disons-le clairement, le "socialisme" qu'a défendu la Ligue au Congrès de S.O.S. Garderies, c'est un socialisme coupé de sa signification véritable. La Ligue sait-elle que Marcel Pépin, Norbert Rodrigue de la C.S.N., ou Ed Broadbent du N.P.D. parlent aussi de "socialisme"? Mais ce dont jamais ces traîtres ne nous parlerons, c'est de la dictature du prolétariat, la dictature de la classe ouvrière sur les classes exploiteuses, et la démocratie pour le peuple. C'est cela qui distingue le marxisme-léninisme du "socialisme" bourgeois, que ce soit celui du Rassemblement des citoyens de Montréal (2) ou celui du P.Q. Nous ne voulons pas dire par là qu'il aurait fallu présenter une plate-forme plus radicale, nous voulons dire que non seulement la Ligue a préféré faire un putch plutôt que d'éduquer les masses, mais la plate-forme avec laquelle elle a pris le contrôle de S.O.S. Garderies n'a rien de marxiste-léniniste.

N'importe quelle garderie progressiste aurait pu mener la lutte pour faire adopter les propositions votées au Congrès de S.O.S. Ainsi se vérifie donc une fois de plus comment le dogmatis-

---

(2) Parti d'opposition à la mairie de Montréal.

me et l'économisme dans l'éducation des masses sont intimement liés. La Ligue a passé continuellement de l'un à l'autre et finalement a failli à sa tâche d'éducation communiste. Les questions du socialisme, du Parti, de la révolution n'ont pas été débattues à S.O.S. ces derniers mois. La Ligue a préféré se substituer aux masses pour leur préparer une orientation, un programme de lutte, des structures, jusque dans les moindres détails. Est-ce là la tâche des communistes, que de saboter les organisations que se donnent les masses, tout en y défendant une ligne économiste? La réponse est claire, c'est NON!

La Ligue a peut-être voulu démontrer par son intervention à S.O.S. que ses militants étaient les meilleurs défenseurs des droits démocratiques; nous ne pensons pas qu'elle y ait réussi. Par ailleurs, elle n'a sûrement pas démontré sa capacité à défendre les intérêts à long terme du prolétariat.

En liquidant un mouvement de masse (le regroupement des garderies) et en prenant entièrement en main la tâche de mettre sur pied un nouveau mouvement, S.O.S. (sur une base individuelle), cela ne réussira même pas à prouver que ses militants sont dévoués, honnêtes, combatifs, clairvoyants... et surtout pas qu'ils sont de bons communistes!

En claironnant partout la victoire de la ligne prolétarienne, alors que les masses ne se sont jamais emparées du débat... Par son attitude méprisante et sectaire envers les masses... Par son aptitude à passer du dogmatisme à l'économisme...

La Ligue néglige ses véritables tâches, ses tâches communistes qui doivent être liées de près, à l'étape actuelle, à la création du Parti. Elle se donne l'illusion de diriger une organisation de masse. Elle liquide joyeusement un mouvement (et nous nous demandons si cette tendance à la liquidation est bel et bien présente ailleurs) et en crée littéralement un nouveau sous sa direction. On croirait voir un Parti mettre sur pied une de ses organisations périphériques. Il est vrai que la Ligue s'est déjà autoproclamée "Organisation". C'est peut-être une justification pour elle. Mais pas pour nous, car le Parti n'existe pas au Canada!!! Et ce n'est pas en créant des organisations intermédiairés qu'on va le créer, ni en se donnant **l'illusion** de diriger les larges masses alors que la majorité des ouvriers combatifs et avancés n'ont pas encore reconnu la justesse du point de vue communiste.

Ajoutons en terminant que l'intervention de la Ligue dans les masses, en plus de dévier de ses objectifs communistes, a des effets négatifs et dangereux sur une bonne proportion des membres des organisations de masse. A S.O.S. par exemple, son attitude a rebuté beaucoup de parents de garderies et, parmi eux, les prolétaires se sont sentis particulièrement méprisés et écrasés. Nombreux sont ceux qui refusent de reconnaître le nouveau S.O.S. comme **leur** organisation de lutte pour des garderies. Les erreurs politiques de la Ligue et son style de travail sectaire rendent plus difficile le travail des communistes canadiens au sein des masses.

S.O.S. GARDERIES DEVIENT UNE ORGANISATION INTERMEDIAIRE

Après sa "grande victoire" contre les réformistes de St-Michel, la Ligue s'est bien promis que des réformistes, au sein de S.O.S., il n'y en aurait plus. C'est pourquoi la Ligue a transformé la base d'adhésion de S.O.S. Garderies qui avait pour membres des garderies populaires en une base d'adhésion individuelle. Ce ne sont pas les garderiès qui mènent la lutte pour le droit aux garderies populaires? Ce ne sont pas les garderies qui sont constamment attaquées par l'Etat bourgeois? Ce ne sont pas les garderies qui aujourd'hui encore arrivent à peine à survivre? Ce ne sont pas les garderies qui ont besoin d'une véritable organisation de lutte? "Oui, mais si on regroupe toutes les garderies au sein de S.O.S. on risque que l'orientation soit réformiste". Voilà la réponse de la Ligue.

Plutôt que de lutter contre le réformisme, au sein d'une véritable organisation de masse, regroupant la majorité des garderies du Québec, la Ligue a préféré créer sa propre organisation "proprette", loin du réformisme, mais aussi très loin des masses qui en sont encore souvent dominées.

Quoi d'étonnant que le mouvement des garderies populaires et les organisations de masse en général soient souvent dominés par le réformisme? Faut-il s'en étonner alors que dans notre pays, le réformisme est actif depuis plus de 150 ans au sein de la classe ouvrière et que le mouvement marxiste-léniniste est encore très peu développé. Faut-il en conclure qu'il faille détruire les syndicats ouvriers sous prétexte qu'ils sont dominés par des réformistes? Faut-il en conclure qu'il faille créer à côté des masses des syndicats composés uniquement de marxistes-léninistes et de leurs sympathisants, en expulsant les masses, sous prétexte qu'elles sont encore dominées par le réformisme? Il semble bien cependant que c'est ce type de conclusion qu'en a tiré la Ligue pour S.O.S. Garderies.

Avant le Congrès, la Ligue s'est opposée à ce que celui-ci soit composé de la majorité des garderies populaires du Québec. Aujourd'hui, depuis que la Ligue a liquidé S.O.S. Garderies pour en faire une organisation d'individus progressistes, de nombreuses garderies se sont retirées de S.O.S. et d'autres refusent d'y adhérer. Depuis que la Ligue a créé **son** organisation de lutte pour les garderies, on doit constater que cette organisation est singulièrement désertée par les masses. Plusieurs garderies parlent même de recréer à côté de S.O.S. une autre organisation regroupant les garderies populaires.

Tous ces faits nous démontrent que S.O.S. est de moins en moins une organisation de masse. La situation en est rendue tellement ridicule que pour mener la lutte contre la Commission des écoles catholiques de Montréal (C.E.C.M.) pour des locaux gratuits, S.O.S. a été obligé de s'appuyer sur un comité de lutte regroupant les garderies populaires touchées par cette lutte (les garderies qui louent des locaux à la C.E.C.M.). En effet S.O.S. s'est retrouvé incapable de mener cette lutte sur ses propres bases, car S.O.S. n'est plus un regroupement de garderies, mais uniquement d'invididus. Or ce sont les garderies qui sules sont en mesure de mener à bien cette lutte, ce sont les garderies qui seules sont caux à la C.E.C.M., pas des individus. Voilà donc que S.O.S., incapable de mener la lutte sur ses propres bases, en est rendu à s'appuyer sur un comité de lutte, un comité auquel il s'est empressé de prêter main forte en le noyautant de toute part. Si bien que même des garderies touchées par cette lutte refusent aujourd'hui d'y participer.

Quel est donc ce genre d'organisation de masse, dont les masses sont absentes? Quelle est donc cette organisation de masse, qui est incapable de prendre en main la lutte des garderies populaires? Pourquoi S.O.S. Garderies en est-il rendu à noyauter tous les comités de lutte que se donnent les gar-

deries populaires? Est-ce là le travail d'une organisation de masse?

Jusqu'ici nous croyions qu'une véritable organisation de masse devait regrouper les larges masses indépendamment de leurs affiliations politiques, sur la base de la défense de leurs intérêts immédiats. Jusqu'ici nous croyions que les marxistes-léninistes avaient pour tâche d'intervenir dans ces organisations pour y convaincre les masses de la justesse des idées communistes, et une fois cela fait, d'en prendre la direction au su et au vu de tous. Serait-ce EN LUTTE! qui aurait mal compris les enseignements du marxisme-léninisme? Non, nous ne le croyons pas. Nous croyons plutôt que la Ligue a failli à sa tâche de gagner les masses au communisme en préférant une solution plus facile. Cette solution est la suivante: "La Ligue n'arrive pas à convaincre les masses de la justesse de ses idées, qu'à cela ne tienne, nous expulserons tous ceux qui ne sont pas d'accord, et nous construirons NOTRE organisation!"

Camarades de la Ligue, en sabotant S.O.S. Garderies vous avez rendu un bien mauvais service aux femmes du peuple. Non seulement avez-vous dévié de vos tâches de communistes, mais vous avez aussi enlevé aux masses un instrument qui leur est essentiel pour défendre leurs intérêts immédiats. Vous avez fait de S.O.S. Garderies une organisation intermédiaire, ou, comme vous disiez si bien il y a à peine 2 ans, une "organisation politique de masse", qui n'a plus rien d'une organisation de masse, mais qui n'a rien non plus d'une organisation communiste.

Il faut dire que les organisations intermédiaires ont toujours été votre spécialité. Mais n'avez-vous rien appris des erreurs qui ont été commises il y a à peine 2 ans au Comité de Solidarité aux Luttes Ouvrières (C.S.L.O.), une organisation qui n'avait rien d'une organisation de masse, mais tout d'une organisation intermédiaire?

En septembre 75, EN LUTTE! critiquait de la façon suivante, cette déviation:

> **"Dès cette époque, en effet, bien des membres du C.S.L.O. étaient d'avis que les tâches que s'assignait le C.S.L.O. auraient dû être prises en charge par les syndicats... Mais comme ils ne le faisaient pas, il fallait prendre leur place. Or, les communistes engagés dans la lutte pour l'édification du Parti, n'ont pas à prendre la place des syndicats, pour que les luttes économiques des ouvriers soient menées avec plus de combativité. C'est bien plutôt en intervenant sur leurs propres bases, dans les luttes économiques, et politiques des ouvriers, qu'ils arriveront vraiment à ce que ces luttes soient non seulement plus combatives, mais également plus révolutionnaires. Les "comités de travailleurs", les "comités ouvriers", et aujourd'hui les "organisations intermédiaires, larges ou restreintes, supérieures ou inférieures"(!), trouvent tous leur origine, soit dit en passant, dans cette même ligne gauchiste sur les syndicats.**
>
> **L'envers du gauchisme, comme on le sait, est l'opportunisme de droite. Et on ne corrige pas une erreur par son contraire. Partant d'une conception erronée des syndicats, une conception gauchiste, les communistes du C.S.L.O., y compris EN LUTTE!, ont abouti à une conception opportuniste du "travail de masse" qu'ils ont compris comme un travail se situant au niveau du "réformisme radical". (*Contre l'économisme*, Septembre 1975, p. 19)**

Bien sûr aujourd'hui les conditions ne sont plus les mêmes. Aujourd'hui, il y a la "ligne juste" de la Ligue qui s'apprête à créer le parti après avoir "vaincu les réformistes" partout où elle passe.

Non camarades, les temps n'ont pas tellement changé, et ce que les groupes fondateurs de la Ligue ont fait avec le C.S.L.O. en 1975, la Ligue le fait à nouveau aujourd'hui avec S.O.S. Garderies.

Pourquoi la Ligue sabote-t-elle le mouvement des garderies en criant bien haut qu'ainsi elle "dirige les masses"? Pourquoi la Ligue



L'année 1974-1975 est en une de grandes mobilisations, accompagnée d'une large publicité autour de la lutte des garderies et ce, entre autres, dû au fait que les garderies sont gravement menacés.

met-elle tous ses efforts à faire adopter des plates-formes minimales baptisées du nom pompeux de "plates-formes de lutte de classes"?

Pour la raison bien simple que la ligne politique de la Ligue n'est qu'une "version améliorée" de la ligne économiste que défendaient ses groupes fondateurs.

Or les économistes méprisent profondément les masses. Ils les méprisent au point de les expulser de leurs propres organisations,... car les masses sont réformistes! Les économistes méprisent les masses en tramant des complots contre elles et en faisant des putchs pour contrôler leurs organisations de masse. Ce sont là les erreurs de gauche qu'engendre l'économisme. Mais les économistes méprisent surtout les masses en leur présentant un marxisme frelaté aux couleurs sociales-démocrates ("les masses sont trop arriérées pour comprendre"). Les économistes méprisent les masses en refusant de se mettre à la tâche d'éduquer la classe ouvrière et ses éléments avancés, en luttant jour après jour contre le réformisme et le révisionnisme. Ce sont là des erreurs de droite, et c'est là le fond de l'intervention de la Ligue à S.O.S. Garderies.

ANNEXE:

AUTOCRITIQUE DE L'INTERVENTION DU N.M.L.C.S. A S.O.S. GARDERIES

En annexe à la critique de l'intervention de la Ligue à S.O.S. Garderies nous présentons dans les pages qui suivent l'autocritique des membres du N.M.L.C.S. qui ont aujourd'hui rallié EN LUTTE! Tout en permettant d'identifier l'économisme et le spontanéisme qui a marqué l'intervention du N.M.L.C.S. à S.O.S. Garderies, ce texte permet aussi de comprendre les limites inhérentes à la pratique d'un petit groupe local. Le texte des militants du N.M.L.C.S. porte particulièrement sur leur intervention à S.O.S. Garderies et sur la façon parfois juste, mais souvent erronée avec laquelle ils ont lutté pour empêcher que la Ligue ne sabote S.O.S. Garderies, ne la transforme en organisation intermédiaire. Les camarades du N.M.L.C.S. ont lutté pour faire de S.O.S. Garderies une véritable organisation de masse, mais ils ont commis dans cette lutte de nombreuses erreurs opportunistes.

Ces erreurs, disons-le, ce sont aussi celles d'EN LUTTE! qui n'a pas su au moment du Congrès de S.O.S. Garderies démystifier les projets opportunistes de la Ligue en mettant de l'avant ses propres positions qui étaient pourtant attendues par de nombreux militants des garderies populaires. En effet, l'intervention d'EN LUTTE! à cette époque était encore marquée par le dogmatisme, ce même dogmatisme que nous avons sévèrement critiqué par la suite, en particulier durant les mois qui ont précédé le 11ème Congrès d'EN LUTTE! en novembre 1976.

Depuis lors, EN LUTTE! a entrepris de rompre résolument avec le dogmatisme qui a marqué son intervention au sein des masses et en particulier au sein des femmes et des hommes du peuple qui luttent pour la reconnaissance du droit aux garderies. Nous publions le texte des anciens camarades du N.M.L.C.S. car nous croyons que nombreux sont ceux qui peuvent apprendre des erreurs du N.M.L.C.S. ainsi que de celles d'EN LUTTE! dans le mouvement des garderies populaires.

Rôle du N.M.L.C.S. jusqu'en avril 1976: économisme

Le premier point sur lequel nous devons effectuer une autocritique c'est sur la façon complètement erronée, économiste, dont le N.M.L.C.S. concevait son rôle à S.O.S. jusqu'au printemps 1976. Une militante du N.M.L.C.S. a été co-déléguée d'une garderie à S.O.S. durant un an. Nous considérons aujourd'hui qu'il était erroné de remplir cette fonction alors que la garderie n'avait pas élu cette déléguée sur des bases communistes. Mais cette erreur en a entraîné une autre. Estimant que la présence à S.O.S. n'était que conjoncturelle et en appui au travail développé dans la garderie, estimant que le N.M.L.C.S. n'avait pas en tant que groupe à intervenir à S.O.S., la militante n'a fait aucune analyse sérieuse de la situation à S.O.S. et n'a fait aucune proposition pour résoudre le problème de la stagnation à S.O.S. Elle a été attentiste jusqu'à l'arrivée de la Ligue à S.O.S. Ces erreurs sont attribuables à une conception erronée des tâches des marxistes-léninistes dans les organisations de masse. En effet, c'est une chose de ne pas prendre la direction "à tout prix", c'en est une autre, et c'est erroné, de se "déguiser en délégué ordinaire", alors que notre devoir est d'éclairer les masses à l'aide de la théorie marxiste-léniniste. Notre attentisme, qui est une forme d'économisme, a donc retardé l'évolution du mouvement S.O.S. et permis à des conceptions erronées, celles de la Ligue en particulier, de prévaloir finalement. Notre groupe a évacué sa responsabilité en n'encadrant pas la militante, prétextant que le noyau ne pouvait assumer des tâches de direction dans ce mouvement de masse. On voit donc se manifester clairement la contradiction importante de tout noyau ou cercle isolé. Vouloir assumer ses tâches sans pouvoir se donner les moyens de les assumer complètement. Cette contradiction ne peut être résolue qu'en ralliant un groupe ou une organisation marxiste-léniniste dont le fonctionnement et les objectifs se rapprochent de ceux d'un Parti.

Spontanéisme dans le débat sur la démocratie

Vers la fin avril, le N.M.L.C.S. décide d'intervenir devant la volonté manifeste de la Ligue de "contrôler" le débat sur l'orientation. Nous tentons alors d'amorcer une réflexion sur la nécessité de démocratiser le mouvement S.O.S. Nous croyons en effet que la participation pleine et entière des parents et moniteurs des garderies au débat sur l'orientation est absolument nécessaire, essentielle et que la démobilisation qui se fait sentir à S.O.S. est le résultat d'une coupure entre les dirigeants du mouvement (le comité des délégués) et l'ensemble des membres (les garderies). Au moment où nous produisons un premier texte sur la nécessité de démocratiser S.O.S., nous annonçons que la militante du N.M.L.-C.S. se retire du Comité des délégués pour laisser la place à un parent-moniteur de la garderie où elle intervient. Ce retrait est une erreur importante et témoigne de notre idéalisme et de notre spontanéisme: comme si un débat pouvait se promener tout seul dans les airs, sans être soutenu par ceux qui l'ont amorcé! Comme si les masses allaient s'emparer spontanément des idées d'un noyau marxiste-léniniste qui ne s'est à peu près pas manifesté auparavant. Un débat doit être organisé, structuré: nous ne l'avons pas fait. Nous n'avons pas mené correctement la lutte de lignes, et cela s'est manifesté par un style de travail inconséquent et artisanal.

Une mauvaise application de la ligne de masse entraîne le défaitisme

C'est au mois d'août qu'a lieu au comité des délégués le débat sur la démocratie à S.O.S. et sur le rôle des délégués. Une semaine avant le N.M.-L.C.S. a produit un second texte où il

répond aux attaques de Mobilisation qui veut à tout prix assimiler notre point de vue aux positions réformistes de St-Michel. Les délégués de cette garderie, qui se réclament par ailleurs du marxisme-léninisme, ont produit un document d'orientation pour S.O.S. et cette orientation parle encore du contrôle de nos conditions de vie sans avancer clairement la nécessité du socialisme. Le contrôle de nos conditions de vie ne peut être qu'une utopie dans un système capitaliste où l'Etat et les moyens de production sont aux mains de la bourgeoisie. Dans ce texte, nous réaffirmons la nécessité de démocratiser S.O.S. Garderies.

Le débat fut pour nous un échec. Nous ne convainquions à peu près personne. Il faut dire que les militantes de la Ligue et de Mobilisation refusent catégoriquement de discuter des tâches des marxistes-léninistes ("ces débats-là ne doivent pas se dérouler devant les masses") et qu'elles évacuent littéralement le débat sur la démocratisation en obligeant les délégués à se prononcer pour ou contre leur orientation "socialiste". Face à cet échec, le N.M.L.C.S. perd pied. En fait, nous capitulons devant ce qui semble une fin de non-recevoir catégorique face à nos interventions. Notre erreur a été de croire que le comité des délégués reflétait les opinions et les aspirations des parents des garderies. Cela est d'ailleurs contradictoire avec les positions défendues dans nos deux textes qui affirmaient l'existence d'une coupure entre le comité et les masses.

Nous n'arrivons pas à surmonter nos hésitations et nos tendances petites-bourgeoises au découragement. Par exemple, nous ne sommes pas allés dans les garderies expliquer nos positions. Cela aurait été la seule façon de faire enquête dans les masses, de savoir comment elles voulaient et pouvaient participer au débat sur l'orientation et le programme de lutte de S.O.S. Cela aurait été la seule façon correcte de mobiliser les parents et les moniteurs pour qu'ils participent activement au débat, et nous avons failli à la tâche. Ce qui a fait du débat sur la démocratie, un débat coupé des masses. Curieuse contradiction!

Dans le débat avec la Ligue: une conception erronée de l'unité

Tout le reste de notre intervention (septembre-octobre) fut encore marqué par notre difficulté à appliquer les principes qui doivent guider nos interventions dans les masses. La lutte pour l'unité est au centre des débats dans le mouvement marxiste-léniniste avec la publication du premier numéro de la revue UNITE PROLETARIENNE et avec la conférence sur l'unité des marxistes-léninistes organisée par EN LUTTE! Considérant la Ligue comme faisant partie du mouvement marxiste-léniniste, nous désirions sincèrement l'unité. Il s'agissait cependant d'une unité dont la lutte était absente. Nous nous sommes donc très peu démarqués des positions erronées de la Ligue, éblouis par sa "clarté" et sa "fermeté". C'est ce qui nous a amené à appuyer l'orientation présentée par la Ligue.

Ce faisant, nous négligions de défendre les intérêts supérieurs des masses. Sous le couvert de l'unité, les marxistes-léninistes n'ont pas à appuyer les positions opportunistes, qu'elles viennent de la Ligue ou d'ailleurs. Surtout quand ces positions, nous le voyons aujourd'hui, visaient objectivement à saboter le mouvement S.O.S. Garderies.

Ce n'est cependant pas sans réticences que nous adoptions cette position. En effet, les méthodes employées par la Ligue, sa volonté manifeste de vouloir prendre le contrôle de S.O.S., nous firent craindre une sorte de "coup d'état". Autrement dit, même si nous commencions à comprendre les erreurs opportunistes de la Ligue, nous nous laissions aveugler par les mots et en demeurions à une critique superficielle de son travail.

Tout au long de ces mois le C.R.I.C.S. sera toujours à la remorque des événements (on attend que les textes successifs de la Ligue sortent pour réagir). Le N.M.L.C.S. demeure incapable d'articuler une critique globale de son intervention à S.O.S. en se basant sur une compréhension claire et sur une application juste des principes marxistes-léninistes. Finalement, une semaine avant le Congrès, un regroupement, composé de parents et de moniteurs de S.O.S. sympathiques aux idées du N.M.L.C.S. et désirant comprendre ce qui se passe à S.O.S., faiblement encadré par EN LUTTE! (qui commence à peine à encadrer les pratiques du N.M.L.C.S. qui a demandé son ralliement), réussit à formuler une critique de l'intervention de la Ligue. Cette critique porte sur deux points: la critique des textes produits par la Ligue et la critique de son style de travail. Les critiques que nous adressons à la Ligue sont parfaitement claires et justifiées, mais nous avouons notre incapacité d'aller au-delà de considérations partielles pour comprendre quelle ligne sous-tend toutes les erreurs de ce groupe. Ce texte de critiques, la Ligue l'a qualifié de sabotage: mais, en passant, toutes critiques à la Ligue sont du sabotage, de l'anti-Ligue et enfin de l'anti-communisme.

Au Congrès: hésitations et confusion

Arrive le Congrès. Le N.M.L.C.S., EN LUTTE! et le Regroupement se rendent compte au bout de quelques heures que ce congrès **n'est pas** un congrès de masse, c'est un congrès bidon où plus de 50% des votants sont des marxistes-léninistes sans que cela représente le moins du monde le niveau de conscience des parents et des moniteurs des garderies. Spontanément, plusieurs membres du Regroupement décident donc de s'abstenir sur la proposition globale d'orientation présentée par la Ligue. C'est la confusion la plus grande. Incapables de produire une analyse politique des positions de la Ligue, nous tenterons quelques réajustement de dernière heure. En même temps nous tentons par des amendements de forcer la Ligue à apporter des clarifications sur ses propositions erronées ou ambiguës. C'était dans le fond une façon bien malhabile et ambiguë de mener la lutte idéologique. Nos interventions apparurent donc aux yeux de nombreux participants comme de l'obstruction.

En fait nous admettons sans peine qu'il était bien difficile pour les délégués de nous "suivre" dans nos revirements et dans certains débats assez enchevêtrés. Le Congrès révélera notre incapacité à nous démarquer clairement de la Ligue et des positions réformistes en avançant une ligne représentant les intérêts des masses.

Conclusion

Le N.M.L.C.S. a appuyé les positions de la Ligue à cause de son incapacité à traduire les principes marxistes-léninistes en guide pour la pratique.

L'analyse concrète faisant défaut, nous avons peu cherché à y remédier. Même quand des informations de plusieurs garderies et des membres du regroupement nous révélaient les erreurs de la Ligue, nous n'osions pas voir derrière un style de travail gauchiste et méprisant pour les masses, une ligne totalement erronée, ainsi nous avons craint de nous démarquer de la Ligue.

En résumé malgré toutes les réticences du N.M.L.C.S. et du Regroupement, malgré que durant l'été nous ayons défendu une ligne juste sur les organisations de masses et sur les tâches des M.L., nous sommes tombés dans cette sorte d'opportunisme qui consiste à suivre le vent là où il souffle le plus fort, même si c'est dans la mauvaise direction.

Des ex-membres du N.M.L.C.S. aujourd'hui ralliés à EN LUTTE!

C
Cinéma
I
Information
P
Politique

Le C.I.P. produit et diffuse des films, vidéos, documents audio-visuels dans les buts suivants:

1- développer dans le prolétariat canadien une conscience claire de sa mission historique. Pour cela nous diffuserons largement des documents sur les luttes ouvrières, privilégiant ceux qui tenant compte des acquis du mouvement ouvrier international, mettent de l'avant la nécessité de la révolution prolétarienne, la nécessité de l'unité du prolétariat québécois et canadien. Ceux qui relient les luttes du peuple, les luttes des femmes et des minorités nationales aux tâches du prolétariat.

2- développer dans le prolétariat canadien une conscience claire de ses devoirs internationalistes en diffusant des documents qui font connaître les justes luttes anti-impérialistes des peuples du Tiers-Monde, les expériences et les acquis des peuples révolutionnaires de Chine, d'Albanie, de la Corée et du Vietnam, les luttes les plus exemplaires menées par le prolétariat des pays capitalistes impérialistes en Europe et aux Etats-Unis.

Dans ce travail de diffusion large des idées marxistes-léninistes et progressistes, le C.I.P. pour sa part, est prêt à collaborer avec tous les groupes ou les individus sur la base des objectifs visés par ses diffusions/productions. Il n'y a pas de préalable à notre collaboration que celui d'exiger de nos activités communes qu'elles servent l'intérêt du peuple, la juste lutte contre l'oppression et pour les droits démocratiques.

Procurez-vous notre catalogue, au C.I.P. ou à la librairie l'Etincelle, 4933 de Grand-Pré, Montréal, 844-0756. 844-0756.

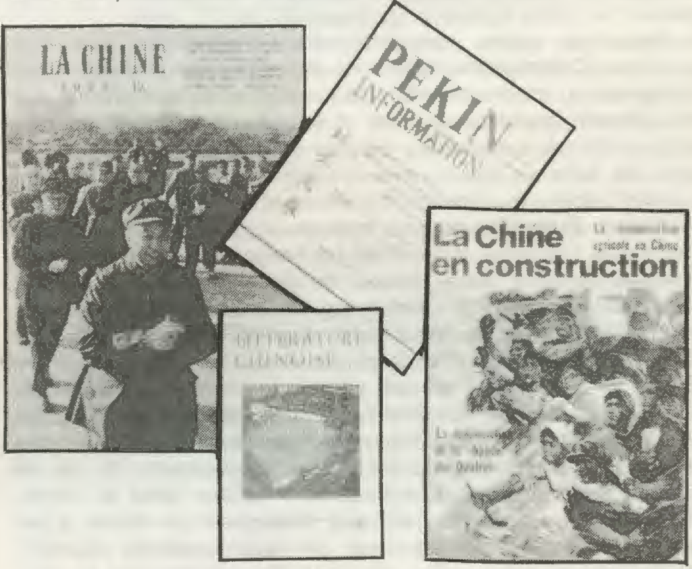
C.I.P. C.P. 399
Station Outremont, Montréal
2006 est, rue Laurier,
Montréal. Tél: 523–0285



Lisons et abonnons-nous aux revues chinoises et albanaises!

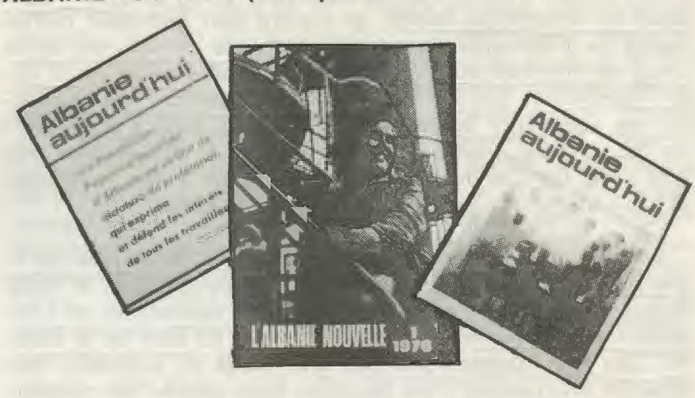
Pour connaître l'évolution du socialisme en Chine et en Albanie, lisons et abonnons-nous aux revues chinoises...

PEKIN INFORMATION (hebdomadaire: $4.50 par an)
LA CHINE EN CONSTRUCTION (mensuel: $3.00 par an)
LA CHINE (mensuel: $4.00 par an)
LITTERATURE CHINOISE (mensuel: $4.00 par an)
Pour prendre un abonnement, vous pouvez écrire à:
GUOZI SHUDIAN
P.B. 399 , République Populaire de Chine.



... et aux revues albanaises

ALBANIE AUJOURD'HUI (1 fois par deux mois, $3.00 par an)
ALBANIE NOUVELLE (1 fois par deux mois, $3.00 par an)



Vous pouvez aussi vous adresser à:
LIBRAIRIE L'ETINCELLE
4933 rue de Grand-Pré
Montréal
Tél.: (514) 844-0756

ou

LIBRAIRIE POPULAIRE DE QUEBEC
290 rue de la couronne
Québec
Tél.: (418) 522-2186

Contre les mensonges de la L.C.(M.L.)C.:

TIRONS L'ESPRIT DU CACHOT!

"Pour sortir l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre forge..."

Voilà deux nobles vers de l'Internationale. C'est d'eux que la Ligue Communiste (marxiste-léniniste) du Canada s'est réclamée au moment de choisir un nom pour son journal. Le mouvement marxiste-léniniste et les masses sympathisantes doivent toutefois se rendre de plus en plus compte qu'en matière de lutte de lignes, loin de chercher à "tirer l'esprit du cachot", loin de chercher la vérité dans les faits, loin de s'attacher à mener une lutte franche et honnête, les camarades de la Ligue se servent de La Forge pour "battre le fer" dans le sens de leurs intérêts de groupe, dans le sens de leur désir effréné d'être coûte que coûte à la tête du mouvement. Et "coûte que coûte" veut dire: même à l'encontre de la vérité, et par la violence physique contre des camarades aussi! En agissant ainsi, ces camarades ne semblent pas tenir compte du tort considérable qu'ils causent au sein du mouvement et parmi la masse des ouvriers avancés et des individus progressistes proches du mouvement. Ils ne se rendent pas compte qu'à force d'entortiller ainsi la vérité, ils sont en train de "forger" des chaînes et un collier à cet esprit que l'Internationale nous convie à "sortir du cachot"; et cet esprit, camarades, ce n'est rien d'autre que la conscience de classe prolétarienne.

Mais arrêtons là les images et allons voir les faits. Dans cet article, nous montrerons comment d'une part La Forge ment et déforme la réalité, et d'autre part comment même quand ils n'ont plus rien à déformer, les camarades de la Ligue se montrent incapables de comprendre ce qu'est la lutte idéologique, soit à l'intérieur du mouvement marxiste-léniniste, soit parmi les masses. Il s'agit de mettre en évidence des erreurs graves contre lesquelles le mouvement doit être armé dans la dure lutte qui doit mener à son unification et à la construction du Parti prolétarien canadien.

En effet, une fausse conception de ce qu'est la lutte de ligne est manifeste dans les agissements de la Ligue, et cette fausse conception n'est elle-même que l'expression de l'opportunisme en politique et de l'idéalisme au plan de la théorie. Ces trois aspects ont tous une chose en commun: leur essence bourgeoise, c'est pourquoi nous devons les combattre, car ils sont la manifestation de la persistance des idées et des pratiques bourgeoises au sein du mouvement, lequel doit au contraire être à l'avant-garde de la lutte contre la bourgeoisie dans tous les domaines, de la lutte pour développer toujours plus l'idéologie, la ligne politique et la pratique prolétariennes. On ne dira jamais assez que "le marxisme se développe dans la lutte contre ce qui est anti-marxiste".

Cette phrase de Mao est souvent citée. Les camarades de la Ligue ne manquent pas de l'utiliser eux aussi. Est-ce à dire qu'ils la comprennent? Tout montre que non! Ce q les dirigeants de la Ligue et les rédacteurs de La For semblent comprendre par "lutte contre ce qui est an marxiste" c'est: toutes les méthodes, même malhonnête même la violence physique, susceptible d'empêcher "leu masses" d'être "contaminées" par un point de vue différe de celui de la Ligue; toutes les méthodes, y compris les cit tions tronquées et hors contexte de ce que les autres (et su tout EN LUTTE!) disent ou écrivent; toutes les méthodes, compris les insinuations et les commérages, susceptibles d laisser croire qu'il ne reste plus de marxistes-léninistes e dehors de la Ligue. Après cela, on peut s'attendre à juste tit à ce que ce ne soit pas le marxisme qui se développe à tra vers ce genre de lutte, mais une variante maligne de l'oppo tunisme.

Il y a longtemps que les preuves ont commencé à démo trer que la Ligue ment, ou bien déforme, ou bien cite de f çon tronquée. Pensons à sa façon de présenter à ses lecteu le plan d'EN LUTTE! pour l'unité ou à sa façon de dénatur le but des conférences nationales dans les pages de La For (voir la lettre du Vancouver Socialist Group dans La For du 3 février 77 et notre réponse dans EN LUTTE! vol. no 14, p. 9). Comment elle cite hors contexte, de maniè tronquée un article sur un voyage en U.R.S.S. pour pouv taxer EN LUTTE! de révisionnisme (on pourra se référer La Forge du 20 janvier 77, "Non aux compromis d'EN LU TE! avec le révisionnisme", un lecteur d'EN LUTTE! a r pondu à ce mensonge dans EN LUTTE!, 17 février 77, p. comment elle rapporte de façon mensongère les gestes d'E LUTTE! dans un hôpital (La Forge vol. 2, no. 3, p. 11 EN LUTTE! vol. 4, no 18, p. 2), à tel point que même l sympathisants de la Ligue n'y comprennent plus rien; co ment elle boycotte la deuxième conférence nationale d marxistes-léninistes en prétextant qu'il y a plusieurs group qui ne sont pas communistes, mais sans jamais avoir osé nommer d'autres que l'Union Bolchévique, et encore en no demandant de la croire sur parole que ce groupe n'est p communiste, le seul article à l'appui de cette thèse n'éta paru dans La Forge qu'**après** la conférence. Mais surpri le 12 mai, La Forge nous dévoilait un autre de ces nombre groupes "opportunistes", qu'elle avait exclu depuis belle rette du mouvement communiste, mais dont elle avait cac le nom jusqu'à aujourd'hui: May First Collective.

Malheureusement pour la Ligue, parmi les mensonges les déformations qu'elle nous sert, il y en a que le lecteu moindrement soucieux de connaître la vérité peut décou en allant lui-même vérifier; par exemple la différence er ce que La Forge dénonce comme positions d'EN LUTTE ce qu'EN LUTTE! a vraiment écrit. Derniers en date, s les supposés changement de ligne qu'EN LUTTE! aurait fectué dans le communiqué du 3 avril 1977 de son Cor Central sur lequel nous reviendrons plus loin; aussi, les s posées "invitations" qu'EN LUTTE! aurait lancées aux tr

kystes et aux révisionnistes à venir participer aux comités de lutte contre la loi C-73 (Cf. La Forge du 28 avril, p. 15 et EN LUTTE! du 14 avril pp. 8-9). Enfin, La Forge du 28 avril nous sert en p. 15 sa dernière perle de citation suite à laquelle les camarades de la Ligue mettent quantité d'exclamations du genre "Ahurissant! Renversant!".

Allons donc vérifier les faits.

LES MENSONGES DE LA FORGE

Ainsi, non seulement le Communiqué du Comité Central d'EN LUTTE! serait un texte "pratiquement dépourvu de tout attachement aux principes du marxisme-léninisme" (La Forge, 14 avril 77, p. 14), ce qui reste à démontrer, mais ce document montrerait qu'EN LUTTE! se fait "une obsession des succès que la Ligue a obtenus". Si la Ligue savait lire elle aurait compris que de tels succès EN LUTTE! espère ne jamais en avoir. EN LUTTE! n'a aucun intérêt à saboter la lutte des garderies populaires et nous n'envions pas ceux qui font fuir les familles ouvrières dès qu'ils arrivent dans un comptoir alimentaire. Mais encore EN LUTTE! aurait "apporté, dans son communiqué, d'intéressants changements de ligne. Sans autocritique comme toujours" (idem). Et quels sont ces changements? Lisons La Forge:

> **"Par exemple le communiqué déclare que trois conditions doivent être réalisées pour fonder le parti au Canada: 1) le programme marxiste-léniniste 2) l'unité des communistes 3) le ralliement au communisme de l'avant-garde de la classe ouvrière."**

Et La Forge poursuit:

> **"C'est tout un changement! Jusqu'ici En Lutte ne parlait que de l'unité et du ralliement des ouvriers comme conditions pour créer le parti. Nous avons critiqué cette sérieuse erreur de ligne dans notre brochure sur "l'Unité des marxistes-léninistes". Et à présent, on se retrouve avec trois conditions pour fonder le parti!" (p. 14)**

Le mensonge, comme le ridicule, ne tue pas. Sinon le mouvement marxiste-léniniste aurait à porter le deuil... pour les rédacteurs de La Forge "morts lorsque l'arme pernicieuse qu'ils maniaient leur a explosé en pleine face...". Le mensonge ne tue pas, mais il faut avoir tout un mépris pour tenter ainsi de berner les lecteurs qui, au grand malheur de la Ligue, n'ont qu'à feuilleter eux-mêmes le Communiqué du C.C. d'EN LUTTE! pour trouver en p. 11 des paragraphes entiers sur la question du programme et l'importance de premier plan qu'il a dans la lutte pour l'unité et la construction du parti. Et ces paragraphes ne sont pas nouveaux! Ils sont des citations extraites de "Créons l'Organisation marxiste-léniniste de lutte pour le Parti" qu'EN LUTTE! a publié en... décembre 74! C'est-à-dire, **un an** avant que la Ligue n'existe, et **deux ans** avant la parution de sa brochure. Et si le lecteur n'a pas en main un document aussi "vieux" que "Créons...", il n'a qu'à relire le no 1 d'Unité Prolétarienne, notamment en p. 28.

Et ce texte date de septembre 76, c'est-à-dire trois mois avant la fameuse brochure de la Ligue! Pour qui La Forge prend-elle ses lecteurs? Sans doute pour des concombres quand elle tente de leur faire avaler que c'est suite à la critique de la Ligue qu'EN LUTTE! aurait "découvert" l'importance du programme marxiste-léniniste. Mais malgré elle, la Ligue nous montre ainsi que même dans ses documents plus "étoffés", comme sa brochure sur l'unité, elle ne peut se passer de mensonges afin de se présenter comme l'inventeur des boutons à quatre trous!

Autre changement de ligne, selon la Ligue:

> **"Après avoir proclamé durant des mois la nécessité d'une seule organisation marxiste-léniniste, En Lutte nous dit maintenant qu'il ne sera pas possible de la créer..." (p. 14)**

Et c'est en reproduisant une autre citation tronquée des phrases **explicatives** qui la précèdent et la suivent, que La Forge a le front inouï de déclarer: "Voilà un autre revirement inexpliqué et sans autocritique." Inexpliqué? Mensonge! si vous aviez eu l'honnêteté de citer correctement le communiqué, vous auriez imprimé ce qui suit:

> **"Non seulement la lutte sur les questions de programme est-elle une nécessité historique à l'étape de l'édification du Parti et de la lutte pour sa création, elle est également, dans les conditions particulières actuelles, le plus sûr moyen pour parvenir à extirper l'opportunisme de droite et de "gauche" du mouvement marxiste-léniniste canadien et réaliser ainsi la condition centrale de son unification. Or, la victoire du marxisme-léninisme sur l'opportunisme de droite et de "gauche" dans les rangs mêmes du mouvement marxiste-léniniste est aujourd'hui plus que jamais une condition essentielle à l'unité organisationnelle du mouvement. C'est pourquoi la création *dans un avenir prévisible* d'une organisation unifiée de tous les marxistes-léninistes canadiens, ainsi que nous l'avancions dans *Unité Prolétarienne*, nous apparaît en ce moment *fort peu probable*. Inutile de dire que les conditions de création du Parti, sont encore moins rapprochées, car, outre le fait que les communistes canadiens ne sont pas en mesure de s'unir actuellement en raison de leurs divergences, le programme même sur lequel ils pourraient le faire n'a pas encore été soumis au mouvement par personne. Répétons-le, pour être sûrs de ne laisser aucune ambiguïté subsister, prétendre unir tous les communistes (m.-l.) sans s'être démarqués rigoureusement sur la base d'un véritable programme est une position erronée, anti-léniniste: de la même façon, prétendre que les conditions de création du Parti pourraient être réunies sans avoir réalisé l'unité de tous les communistes (m.-l.) est une position erronée, anti-léniniste." (Communiqué du Comité Central d'EN LUTTE!, 3 avril 77, p. 13)**

Voilà pour le "changement inexpliqué". Mais on comprend pourquoi La Forge a "omis" de citer correctement le Communiqué, lorsqu'on s'aperçoit que c'est principalement la Ligue qui est visée dans ce paragraphe. De plus, ces quelques phrases illustrent clairement les liens dialectiques qui unissent les questions du programme, de l'unité et de la fondation du Parti, tels qu'EN LUTTE! les a constamment exprimés depuis décembre 74. Mais après avoir menti, comme nous l'avons vu, sur la question du programme, La Forge se devait de mentir à nouveau sinon son jeu se serait dévoilé de lui-même. Ce paragraphe comporte en outre un avertissement solennel à ceux qui seraient tentés de poser un geste hautement scissionniste et anti-léniniste qui serait de s'autoproclamer comme Parti sans avoir réuni les conditions nécessaires... Or quand on sait avec quelle facilité la Ligue s'est auto-proclamée l'Organisation, quand on sait qu'à son assemblée du 1er mai, la Ligue ne s'est pas gênée pour affirmer que la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens n'était plus une chose importante, quand on sait que certains de ses militants de la Ville de Québec ont affirmé récemment que les conditions de création du Parti étaient réunies, alors, il y a de quoi faire semblant de ne pas avoir vu cet avertissement!

Et La Forge pousse l'audace jusqu'à demander une autocritique à EN LUTTE! Camarades de la Ligue, si quelqu'un doit s'autocritiquer pour le retard des marxistes-léninistes à s'unir dans une seule organisation, c'est principalement

vous! N'est-ce pas vous qui avez les premiers posé un geste scissionniste en vous proclamant l'Organisation de lutte pour le Parti sans vous être au préalable démarqués face au reste du mouvement, en vous contentant d'une entente secrète entre les trois groupes fondateurs? (Le lecteur pourra se référer à "Contre le sectarisme de la L.C.(M.-L.)C.", juillet 1976) N'est-ce pas vous qui l'an dernier avez commencé à prôner que pour mieux préparer le terrain pour l'unité il fallait "persévérer dans l'élaboration de la ligne" et surtout oeuvrer au ralliement des ouvriers? Ici il faut vous citer largement pour saisir ce qu'il en est:

> "... **des 3 conditions nécessaires pour créer le Parti, En Lutte! situe mal la priorité actuelle. La ligne idéologique et politique est toujours déterminante, mais à certains moments, afin de faire avancer au mieux la lutte pour la création du Parti, il peut être nécessaire de centrer nos énergies sur l'une des 3 conditions.** *Nous pensons à l'heure actuelle que la priorité doit être mise sur le ralliement d'un certain nombre d'ouvriers avancés.*
> **Pourquoi? Car nous avons déjà défini les éléments essentiels de ligne politique. Et même s'il nous reste encore l'immense tâche de les élaborer en programme, nous pensons avoir déjà l'orientation fondamentale pour nous guider dans ce processus. Tandis qu'à cause de circontances historiques particulières du mouvement marxiste-léniniste canadien, nos liens avec les ouvriers avancés sont très faibles. (...)**
> **Cela ne veut pas dire que nous négligeons pour autant la lutte pour l'unité. Au contraire, à l'heure actuelle au Canada,** *persévérer dans l'élaboration de la ligne et surtout oeuvrer au ralliement d'ouvriers avancés au communisme préparent le mieux le terrain pour achever l'unité supérieure des marxistes-léninistes.*
> **(La Forge, 1er juillet 1976, p. 11, nous soulignons)**

Rien qu'à partir de ces trois paragraphes il y aurait beaucoup à dire sur la conception qu'ont les camarades de la Ligue sur la lutte pour l'unité, sur les rapports dialectiques entre les 3 conditions de création du Parti, sur la détermination de quelle est la tâche principale, sur les "circonstances historiques particulières", etc.

Nous ne voulons pour le moment qu'illustrer comment la Ligue porte la principale responsabilité du retard de notre mouvement à réaliser son unité. Par une telle position et par les gestes qui en ont découlé, la Ligue a répandu de l'engrais sur le terrain déjà fertile du localisme, terrain où poussent l'économisme, l'opportunisme de droite comme "de gauche". La phrase citée ici, n'est-elle pas la caution dont avaient besoin des groupes comme le Red Star Collective ou Bolshevik Union, par exemple, qui se sont mis à "persévérer dans l'élaboration de la ligne" entre quatre murs, pendant que de son côté la Ligue, qui avait déjà défini "les éléments essentiels de la ligne" (entre quatre murs aussi), en était maintenant à "surtout oeuvrer au ralliement des ouvriers avancés au communisme"... et élaborer son programme à travers ses fameuses plates-formes "de lutte de classes".

Ainsi, aujourd'hui, les positions unilatérales du RSC et de BU d'une part, et celles de la Ligue d'autre part se rejoignent souvent à merveille, soit par le dogmatisme et le sectarisme outrancier, soit par le nationalisme bourgeois, soit par l'esprit de cercle qui "persévère dans l'élaboration de la ligne", soit par l'esprit de grand groupe qui n'ajoute plus une once de développement à sa ligne mais manoeuvre pour s'imposer à tout prix comme le détenteur de la vérité... Et c'est EN LUTTE! qui devrait maintenant s'autocritiquer parce que le mouvement marxiste-léniniste s'est transformé, parce que la réalité est ce qu'elle est??? En fait, ce qui choque la Ligue, c'est qu'EN LUTTE! ne s'en tient pas à une attitude métaphysique mais fait constamment l'analyse de la conjoncture et y ajuste sa pratique. Mais il faut être encore une fois malhonnête pour qualifier la déclaration d'EN LUTTE! de changement de position. Car si EN LUTTE! a toujours mis de l'avant la nécessité d'une organisation unique, ce n'est pas un changement de position que de constater qu'aujourd'hui les divergences sont telles que la création d'une seule organisation est **"fort peu probable" "dans un avenir prévisible"**, et ça camarades, c'est principalement à la Ligue qu'on le doit.

Mais pour qui sait lire, il est clair qu'EN LUTTE! ne renonce pas le moins du monde à continuer la lutte pour extirper l'opportunisme du mouvement afin de réaliser les conditions de l'unité complète. Et c'est en affirmant une fois de plus que la phase décisive de la lutte de ligne actuelle c'est la lutte sur les questions du programme, qu'EN LUTTE! montre son attachement plus fort et plus concret que jamais, à la cause de l'unité du mouvement! Et les mises en garde que nous faisons sont justement destinées à faire réfléchir quiconque serait tenté de **consacrer** l'état actuel de division en s'autoproclamant le Parti... Voilà ce qu'il en est des soi-disant changements de ligne d'EN LUTTE!

Sur la question des trotskystes et de la supposée invitation qu'EN LUTTE! leur aurait lancée, nous nous contenterons de citer La Forge et le journal EN LUTTE!.

> **Et maintenant c'est la cerise sur le gâteau: il (EN LUTTE!** ***ndlr)*** **invite les trotskystes et les révisionnistes dans ses comités sur la loi C-73 (voir EL, 14 avril 1977, p. 8-9). Quelle famille!"**

La Forge nous donne la référence, et bien allons voir cette invitation en bonne et due forme qu'EN LUTTE! adresse aux trotskystes:

> **"Mais, horreur(!), il peut y avoir des trotskystes dans les comités de lutte. Oui, c'est possible. Comme les révisionnistes, ils sont présents dans les syndicats et les groupes populaires. Ce n'est pas en fermant nos yeux comme au C.L.S.C. ou en molestant des jeunes filles trotskystes qui diffusent leur journal comme l'a déjà fait la Ligue à la manifestation des meuniers que nous allons montrer aux masses comment ces faux révolutionnaires trahissent les intérêts de la classe ouvrière. C'est en engageant la lutte idéologique devant les masses, c'est en convainquant les masses de les isoler et de les expulser que nous allons les combattre en même temps qu'on pourra faire l'éducation politique des masses." (EN LUTTE!, vol. 4, no 18, p. 9)**

Décidément comme invitation, le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas très chaleureux. Quand EN LUTTE! parle de convaincre les masses pour isoler et expulser les trotskystes, La Forge appelle ça une invitation. Il s'agit bien là d'un mensonge gros comme le bras, mais cette petite distorsion des faits est très "pratique": elle permet à La Forge d'éviter de répondre aux critiques qui lui sont adressées par EN LUTTE!

LA DERNIERE PERLE

Finalement, La Forge cite du dernier numéro d'Unité Prolétarienne une phrase qui se lit comme suit:

> **"Nos camarades de la Ligue n'ont pas encore compris que ce sont les masses qui font l'histoire, que ce sont elles qui mènent la lutte de classes et qu'elles n'ont nullement besoin pour ce faire des marxistes-léninistes." (U.P. no 4, p. 6) (Cité dans La Forge, Vol. 2, no 9, p. 15)**



Cette phrase est supposée prouver l'opportunisme croissant d'EN LUTTE!, et elle provoque l'ahurissement chez nos camarades de la Ligue. Mais lisons un peu la phrase **qui suit immédiatement** dans Unité Prolétarienne:

> **"Parce qu'ils n'ont compris ça, nos camarades de la Ligue ne saisissent pas non plus que le rôle des marxistes-léninistes, ça n'est pas de mener la lutte de classes à la place du prolétariat, mais bien d'y intervenir pour élever constamment la conscience politique du prolétariat jusqu'au niveau de la conscience de ses intérêts supérieurs, l'accomplissement de la révolution prolétarienne." (idem, p. 6)**

Et La Forge de répliquer:

> **"Ahurissant! Renversant! Des marxistes-léninistes qui affirment qu'ils sont superflus, des communistes qui disent, en définitive, que les masses prolétariennes n'ont pas besoin du Parti. Mais quelle sorte de marxistes-léninistes êtes-vous donc, camarades d'EN LUTTE!?" (La Forge vol. 2, no 9, p. 15)**

Et voilà! Encore le même vieux procédé de La Forge pour semer la confusion dans le débat en tirant ses petites conclusions bien à elle à partir d'une citation incomplète. Mais même à partir de la citation incomplète que donne La Forge, rien sinon la malhonnêteté intellectuelle n'autorise La Forge à conclure que pour EN LUTTE! les marxistes-léninistes sont superflus ou que les masses n'ont pas besoin du Parti. Ce que la phrase citée affirme, même hors de son contexte, c'est une vérité de base du marxisme-léninisme, à savoir que ce sont les masses qui font l'histoire, que la lutte de classes existe indépendamment de la volonté des hommes, et donc indépendamment de l'existence ou non des communistes. En fait, camarades, en vous exclamant comme vous le faites, vous accréditez les balivernes de la bourgeoisie pour qui les communistes sont **la cause** de la lutte des classes, selon qui Marx aurait **inventé** la lutte de classes... alors que le marxisme nous apprend que la lutte des classes a été le moteur de l'histoire depuis des millénaires que la société est divisée en classes, c'est-à-dire bien avant que Marx n'en formule le **concept!** Alors, camarades, si vous êtes étonnés qu'on vous enlève cette primeur d'être ceux qui créez la lutte des classes comme de nouveaux dieux, vous ne montrez là que votre incompréhension de l'A.B.C. du marxisme et votre idéalisme le plus plat.

Quant à l'utilité ou non du Parti, la phrase qui suit dans le texte d'U.P. est assez claire. Mais réfléchissez tout de même à cette autre simple phrase qu'a prononcée Enver Hoxha: "Les masses édifient le socialisme, le Parti leur fait prendre conscience." Ce qui se traduit pour nous à l'étape actuelle: "Les masses mènent la lutte de classes pour renverser la bourgeoisie, le Parti (les marxistes-léninistes) leur fait prendre conscience." Ceci, camarades, ce n'est pas un exercice académique; ce dont il s'agit, c'est de toute une conception du rôle des communistes (et du Parti quand il est créé) dans la lutte que mènent les masses. Et il y a de quoi s'inquiéter de votre conception de ce rôle lorsqu'on vous voit produire des plates-formes "de lutte de classes" à droite et à gauche, promouvoir des organisations mi-figue, mi-raisin, telle S.O.S.-garderies, qui n'est ni une véritable organisation de masse ni une organisation politique d'avant-garde, mais une organisation où des militants communistes tentent justement de mener la lutte **à la place** des masses.

Vos exclamations, camarades de la Ligue, viennent confirmer pour qui en douterait encore, que vous avez une conception erronée du rôle des communistes au sein des masses, et de la nature du Parti et du rôle qu'il doit jouer vis-à-vis des masses. Quant à vos malhonnêtetés intellectuelles devenues une habitude, elles nous font nous inquiéter de votre conception de ce que sont des dirigeants communistes...

Car c'est bien cela le plus triste dans cette histoire: avec vos méthodes de lutte vous ne discréditez pas que vous-

mêmes, mais vous causez du tort à tous les communistes. De plus, en parlant des autres vous employez des adjectifs comme "infâme", ou vous qualifiez telle conférence de "supercherie", tel groupe de "flic", plus récemment vous avez parlé du "prétentieux et arrogant" May 1st Collective (La Forge, 12 mai 77, p. 13), et tout cela sans aucune démonstration comme d'habitude. Mais de tels "gros mots", camarades n'ajoutent rien à la rigueur de votre propos et ne font que fatiguer quiconque s'intéresse honnêtement à la lutte de ligne dans le mouvement. Ce n'est pas de vos émotions à vous, camarades, que les masses ont besoin, mais de thèses scientifiques, rigoureuses, avec preuves à l'appui. Et les titres en grosses lettres d'épouvante, style "Allô-Police" quand il s'agit de polémiquer avec des communistes, n'ajoutent rien non plus à la rigueur de l'exposé.

L'IDEOLOGIE ET LES PRATIQUES BOURGEOISES DOIVENT ETRE SANS CESSE COMBATTUES

La morale dans tout cela, c'est que nous sommes loin d'avoir triomphé de façon décisive de l'idéologie bourgeoise dans les rangs du mouvement marxiste-léniniste canadien. Et cette idéologie alimente constamment l'opportunisme, même quand celui-ci prend les déguisements de gauche, comme le dogmatisme et le sectarisme. Il ne faut d'ailleurs pas s'imaginer qu'une forme d'opportunisme vaille mieux qu'une autre à cause des airs de gauche qu'elle prend. Quand EN LUTTE! affirme qu'il faut mener la lutte au dogmatisme et au sectarisme dans le mouvement, c'est parce que ces variantes de gauche de l'opportunisme constituent un frein à l'identification de la déviation principale qui est l'opportunisme de droite. C'est en plein le sens de l'expression de Mao, citée par Chou En Lai: "Une tendance en couvre une autre" (Documents du Xème congrès du P.C.C., Pékin 1973, p. 2C).

Les questions que nous avons examinées ici doivent également nous faire saisir **pourquoi** La Forge ment. Les mensonges et les déformations relèvent d'une ligne idéologique et politique donnée; une ligne erronée il va sans dire. Derrière les mensonges, ce sont les racines bourgeoises de cette ligne qu'il faut identifier et extirper. La Ligue s'est dangereusement engagée dans une voie faite d'hégémonisme, de carriérisme et de mesquinerie bourgeoise pour masquer ses erreurs plus graves encore au niveau de sa ligne politique; non pas la ligne générale faite de principes éternels, mais sa ligne lorsque traduite en positions concrètes sur la réalité et sur nos tâches. Ainsi quand la Ligue se prononce sur une question précise, elle tombe le plus souvent dans l'opportunisme, le rabaissement de la propagande et de l'agitation communistes, le nationalisme bourgeois, le réformisme et tout ça avec un vocabulaire plus à gauche que la gauche. (Voir à ce sujet, les positions de la Ligue critiquées par EN LUTTE! sur les questions internationales, U.P. no 2; sur le référendum, EN LUTTE! vol. 4, no 19, p. 3; et sur la question linguistique, EN LUTTE! vol. 4, no 20)

Mais il faut bien se rendre à l'évidence que la Ligue a remplacé les débats de ligne francs et ouverts par le mensonge et la traîtrise. C'est ainsi que la Ligue refuse la lutte et donc de travailler à l'unité des communistes. Des exemples? Citons en quelques-uns:

— En novembre 76, la Ligue produit enfin une brochure "Pour l'unité des marxistes-léninistes" attendue depuis plusieurs mois. Or, dans cette brochure, la Ligue réussit le tour de force à travers quelque 120 pages de ne parler qu'une seule fois du plan d'unité d'EN LUTTE! pourtant connu depuis septembre 76 et publié dans le premier numéro d'UNITE PROLETARIENNE. La Ligue a préféré se référer à nos positions telles que formulées il y a deux ans ou plus pour mieux biaiser le débat.

— EN LUTTE! attend toujours les réponses de La Ligue aux critiques que nous avons formulées à sa ligne sociale-chauvine sur les questions internationales dans le numéro de décembre 76 d'UNITE PROLETARIENNE. Motus et bouche cousue, telle fut la réplique de la Ligue, ou plutôt, La Forge s'est contentée d'en critiquer un bas de vignette (commentaire en bas d'une photo), c'est à croire que la direction de la Ligue n'achète UNITE PROLETARIENNE que pour en regarder les images.

— EN LUTTE! attend aussi la réponse de la Ligue au no 3 d'UNITE PROLETARIENNE (février 77) sur la voie de la révolution canadienne, un sujet sur lequel la Ligue nous avait pourtant pressés de prendre position depuis longtemps.

— Avec la publication du communiqué du C.C. d'EN LUTTE! (3 avril 77) et de la nouvelle introduction à "Contre l'économisme" (EN LUTTE! 31 mars 77, p. 10, 11, 12), ce fut encore la même réponse. Mais faut-il s'étonner que la Ligue refuse de répondre aux critiques que nous lui adressons dans la nouvelle introduction, alors même qu'elle n'a jamais répondu aux critiques que lui adressait "Contre l'économisme" en septembre 75?

Il est temps qu'on se rende compte que pour éviter le débat la Ligue pratique soit le mensonge, soit le silence le plus complet. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la Ligue ait préféré se donner un journal mensuel destiné à la jeunesse des écoles secondaires (l'Aube rouge) plutôt que de se donner une revue théorique.

Depuis sa création, la Ligue s'est contentée de publier deux brochures qui, chose étrange, réfèrent toutes deux aux positions d'EN LUTTE! telle que formulées il y a deux ans ou plus. Camarades, mettez-vous à jour, car depuis ce temps, la ligne politique d'EN LUTTE! s'est considérablement développée. C'est dans le débat, et dans la lutte que nous avons précisé, développé et rectifié à l'occasion notre ligne politique.

Ce n'est pas le cas de la Ligue, qui en refusant le débat, en pratiquant le mensonge, n'a pas avancé d'un pouce depuis sa création, depuis son fameux "document d'entente", dans la formulation du programme de la révolution canadienne. Depuis l'automne 75 la Ligue n'a fait que répéter inlassablement les principes généraux de ce document, à la nuance près que lors de son premier congrès en 76, elle a découvert que la 3è guerre mondiale était inévitable! Evidemment que pour cacher une ligne qui ne se développe pas, ou plutôt qui se développe dans le sens de l'opportunisme, on a besoin de bien des mensonges et de beaucoup de traîtrise.

Mais ce qui devient inquiétant c'est quand les camarades de la Ligue passent aux menaces de violence physique envers des marxistes-léninistes, notamment d'EN LUTTE!, pour empêcher que le débat de ligne atteigne ses membres et sympathisants. Une telle attitude, suite logique de son sectarisme antérieur, ne montre qu'encore plus clairement le mépris que les dirigeants de la Ligue ont pour les masses, y compris les masses de leurs militants; car on semble les juger trop incapables pour les laisser se confronter à des points de vue autres que ceux de La Forge, et notamment aux points de vue d'EN LUTTE! L'idéal, pour la Ligue, serait que les masses et ses propres militants ne connaissent du reste du mouvement que ce que La Forge en dit: or on a vu quelle foi il faut prêter à La Forge! Les dirigeants de la Ligue montrent qu'ils ne comprennent pas la phrase: "Le marxisme se

développe dans la lutte contre ce qui est anti-marxiste" car sinon ils verraient que ce n'est pas en évitant d'affronter les points de vues divergents, que le leur, le cas échéant, va se renforcer, mais bien en participant au débat. Et les armes dans ce débat sont idéologiques et non physiques.

Pour ce qui regarde les trotskystes et les révisionnistes, des phrases tonitruantes comme "Nous devons éliminer cette vermine, les écraser et nous en débarrasser" semblent de la plus forte trempe révolutionnaire, mais allons voir de plus près. Qui est ce "nous"? "Nous" les marxistes-léninistes actuels, ou "nous" les masses? Et que veut dire "écraser"? A voir agir la Ligue, il est clair qu'elle veut "écraser", au sens littéral, les trotskystes pour empêcher que les masses ne se contaminent à leur contact. C'est peut-être plein de bonne volonté, mais c'est une erreur d'appréciation de l'histoire que de croire qu'en empêchant les mots trotskystes ou révisionnistes d'atteindre les oreilles des masses on vient de s'assurer de la défaite du trotskysme et du révisionnisme. Encore une fois les camarades ne comprennent pas que c'est dans la lutte contre ce qui est anti-marxiste que se développe le marxisme, et que cette vérité est valable pour les masses autant que pour les marxistes accomplis que sont les dirigeants de la Ligue. Ils ne comprennent pas que tant qu'existeront les classes, on aurait beau éliminer physiquement les porteurs des idées trotskystes ou révisionnistes, on n'en verrait pas moins ces tendances contre-révolutionnaires resurgir.

Le président Mao Tsétoung, à qui on ne peut reprocher d'avoir concilié avec le révisionnisme et le trotskysme disait ceci:

"Les fleurs odorantes n'existent qu'en regard des herbes vénéneuses et ne se développent que dans la lutte contre elles. Interdire aux gens de connaître ce qui est faux, pernicieux ou ce qui nous est hostile, de connaître l'idéalisme et la métaphysique, et de connaître les propos de Confucius, de Laotse et de Tchiang Kai-check serait une politique dangereuse. Elle conduirait à la régression de la pensée, à des vues unilatérales et rendrait l'homme incapable de résister aux épreuves de la vie et de réfuter les opinions adverses."

(Pekin Information, 25 avril, no 17, p. 27-28)

Dans les conditions actuelles de la lutte de classes dans notre pays (nous soulignons dans le cas où La Forge citerait ce passage...), ce n'est pas par l'élimination physique que nous ferons avancer le moins du monde la conscience de classe prolétarienne au sein des masses. Et l'expulsion des trotskystes **hors d'un Parti**, comme c'est souvent arrivé dans l'histoire du mouvement communiste, n'a rien à voir avec la lutte idéologique constante **au sein des masses** afin que celles-ci balaient les trotskystes, les révisionnistes et leur camelote elle-même hors de leurs rangs. Encore une fois, camarades de la Ligue, ne mêlons pas les cartes!

Mais l'attitude de la Ligue en cette matière n'est pas nouvelle, si l'on se rappelle sa façon de lutter contre le réformisme dans les organisations de masse, qui consiste à traiter de traître et d'anti-communiste quiconque n'est pas d'emblée illuminé par la plate-forme de la Ligue, au lieu de faire l'éducation des masses afin qu'elles se donnent elles-mêmes des dirigeants authentiquement prolétariens...

En agissant comme ils le font, les camarades de la Ligue donnent de l'eau au moulin aux dirigeants syndicaux qui empêchent la littérature communiste de circuler librement parmi les ouvriers et qui se mêlent ainsi de décider ce que les ouvriers doivent lire ou non, ce qu'ils doivent entendre ou non durant une assemblée syndicale, ce qui doit ou non être vendu aux portes des usines, etc. A ce compte-là, camarades, vous devriez organiser des commandos pour empêcher le P.C.C.(m.-l.) de diffuser aux portes des usines au cas où "vos" ouvriers ne viennent à lire leur torchon; et rendus là, pourquoi ne pas éliminer la collaboration de classe en kidnappant Joe Morris ou Louis Laberge?...

Blagues à part, c'est vers ce genre de choses que nous amènent les raisonnements de la Ligue.

Mais attention! Que La Forge ne vienne pas dire que nous préconisons la vente de littérature trotskyste dans nos librairies! Non, camarades! Mais alors même que nous combattons les anti-communistes et leurs méthodes anti-démocratiques qui empêchent le point de vue communiste de circuler librement dans les syndicats, comment pouvons-nous expliquer aux mêmes ouvriers à qui nous demandons de défendre ce droit démocratique, comment pouvons-nous leur expliquer ensuite l'obstruction physique que pratique de plus en plus la Ligue envers les autres diffuseurs, fussent-ils des communistes d'EN LUTTE!, des trotskystes, des révisionnistes ou des témoins de Jéhovah? Comment pouvons-nous leur expliquer les gestes anti-démocratiques de la Ligue, quand par exemple, l'an dernier à l'Hôtel-Dieu de Montréal, l'exécutif du syndicat, composé de membres de la Ligue, refusait de suivre la décision de l'assemblée générale de retour au travail?

Non, camarades, nous ne le pouvons pas!

Les masses n'ont à croire personne **a priori**, pas même les communistes. Les communistes doivent **convaincre** les masses de la justesse de leurs idées, de leur ligne, de leur programme; et le moyen ultime qu'ont les masses de se convaincre, c'est de faire leur propre expérience, comme disait un certain Staline... Les communistes n'ont donc pas à faire de censure pour décider ce qui, au cours d'une manifestation ou aux portes d'une assemblée, doit ou non atteindre les masses. Une telle attitude, qui consiste à vouloir **éviter d'exposer** les masses à telle ou telle idée, et à décider **à leur place** ce qu'elles doivent lire, n'est que l'autre face du terrorisme qui consiste à vouloir **exciter** les masses par des actes bruyants, en menant la lutte armée **à la place** des masses encore une fois. Et Lénine, dans "Que Faire" a montré comment cette attitude relève du mépris des masses.

On voit donc tout le ridicule des gros titres de La Forge, voulant qu'EN LUTTE! se porte à la rescousse des trotskystes et de B.U.; car après avoir menti pour la Xième fois en relatant certains faits, La Forge ne réussit qu'à pondre quelques phrases sommaires pour expliquer aux masses **pourquoi** elles doivent rejeter les trotskystes. EN LUTTE!, pour sa part, n'a pas attendu la suggestion de la Ligue pour produire il y a un an une série de 6 articles expliquant en long et en large la nature contre-révolutionnaire du trotskysme. On peut se demander s'il vaut mieux, pour éduquer les masses, avoir une bonne bousculade avec une militante trotskyste dans une manifestation...

Le moins qu'on puisse dire, c'est que la Ligue a une conception obscurantiste de la lutte idéologique, tant au sein du mouvement marxiste-léniniste que parmi les larges masses. Une telle conception rend un bien mauvais service à tout le mouvement et aux masses elles-mêmes... Et dire que c'est la lutte contre l'obscurantisme qui a précisément inspiré les fameux vers de l'Internationale qui parlent de "tirer l'esprit du cachot" et qui disent AUX MASSES: "Soufflons **nous-mêmes** notre forge..."

Quand ferez-vous confiance aux masses, camarades de la Ligue?

Face à la décadence de la culture bourgeoise:

EMPARONS-NOUS DES ARMES CULTURELLES COMMUNISTES ET DÉVELOPPONS UNE VERITABLE CULTURE PROLETARIENNE!

"Craignez votre mère... votre meilleur ami... votre voisin. Une minute ils sont tout à fait normaux, soudain **RAGE** ... Priez pour que cela ne vous arrive pas!" Voilà la vignette publicitaire qui annonce le film "Rage" qui est passé sur les écrans de plusieurs cinémas au Canada, ces derniers temps. Cette présentation lugubre d'un film qui mêle la sexualité à l'horreur reflète bien la mentalité complètement dégénérée de la bourgeoisie. Il suffit d'ouvrir **La Presse** ou le **Toronto Star** aux pages du cinéma pour voir ce que les capitalistes cherchent à propager au sein des masses populaires. C'est-à-dire la pornographie colorée de fascisme (style "Greta la tortionnaire"), la violence policière présentée sous un jour sympathique (style "L'inspecteur ne renonce jamais"), ou encore le mysticisme démoniaque (style "L'exorcisme"). Ces films sont produits aux Etats-Unis par les "big shot" du cinéma capitaliste: **Paramount, Metro Goldwyn Mayer** et autres entreprises du même acabit, et qui sont pour la plupart la propriété de compagnies comme **Esso** et **Gulf.** La pénétration de la culture impérialiste américaine au Canada est accentuée, plus que partout ailleurs, par l'alliance économique qui existe entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain et qui fait en sorte qu'un nombre important de monopoles américains contrôlent divers secteurs de la production et de la diffusion culturelle au Canada (films, magazines, disques, etc.).

La bourgeoisie se sert de la culture comme arme de propagande pour véhiculer les idées et les valeurs les plus réactionnaires au sein de la classe ouvrière et du peuple. Et dans ce sens, nous assistons actuellement à une véritable "inflation culturelle". C'est qu'en période de crise économique, la bourgeoisie intensifie sa propagande auprès des masses. Comme nous l'avons vu dans l'analyse de "Rue des Pignons" (voir EN LUTTE! no 83), le rôle de ce téléroman c'est de masquer la réalité concrète et de fausser la vie du peuple en présentant des scènes de la vie quotidienne qui n'ont rien à voir avec les faits. Ce genre de téléroman ne montre jamais la résistance du peuple à l'oppression. Ce n'est pas, non plus, dans des émissions américaines comme "S.W.A.T", "Banacek" ou encore "Run for your life", et que le réseau anglais de Radio-Canada achète et diffuse à profusion, qu'on va nous parler de la crise du logement ou de la montée fulgurante du chômage à l'heure actuelle. Ces séries télévisées ont pour seul but de nous **distraire** des véritables contradictions du système capitaliste par toutes sortes d'intrigues à dormir debout. Dans une récente émission de la série "Banacek", le héros principal, s'adressant à une "jolie blonde", lui déclare: "Le défaut avec toi c'est que tu as un esprit logique: une chance que ton corps le fait oublier". Peut-on afficher un pire mépris des femmes?

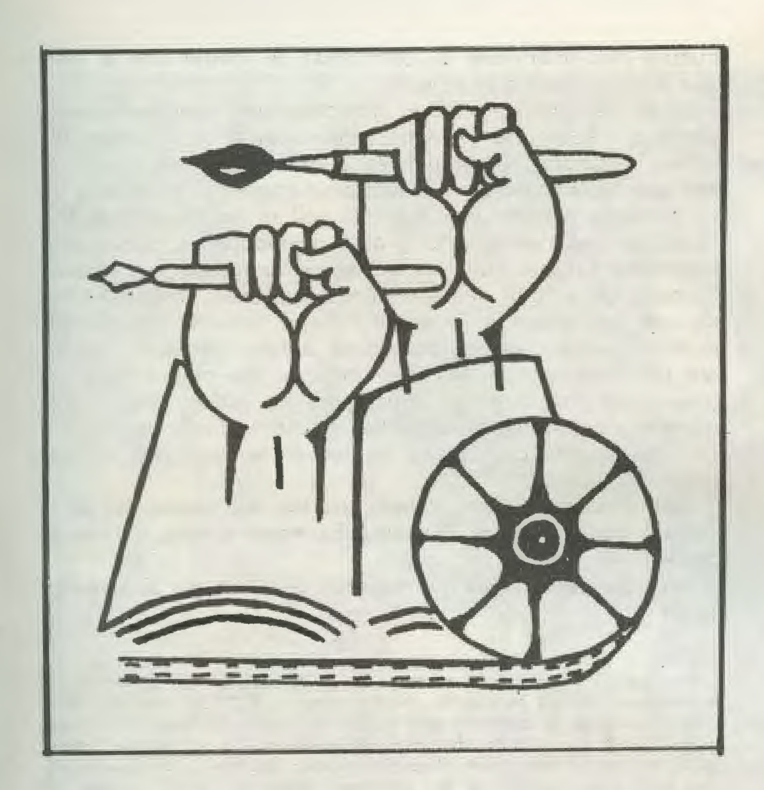
Mais les masses populaires ne sont pas aussi naïves et aussi abêties que le croient ceux qui fabriquent les films et les séries télévisées dont nous venons de parler. Les postes de radio ont beau diffuser à la journée longue des chansons d'amour et de paix entre toutes les classes sociales, ils ne réussiront jamais à enterrer les chansons ouvrières et populaires qui dénoncent l'exploitation capitaliste et qu'on entend sur les lignes de piquetage ou dans les manifestations comme celles du **14 octobre** et du **1er mai.**

La culture au stade impérialiste

Avec l'avènement de l'impérialisme, comme stade suprême du capitalisme, est apparue la culture impérialiste. Les développements de la technologie moderne ont permis l'apparition du cinéma, de la télévision, de la radio et du disque, et avec ces découvertes s'est ouvert un marché mondial de la production et de la diffusion culturelles. C'est ainsi que les capitalistes se sont donnés des moyens gigantesques de propager l'idéologie bourgeoise partout dans le monde, jusqu'en Asie, en Afrique et en Amérique latine. La culture étant le reflet du développement économique et politique d'un mode de production déterminé, la culture impérialiste est donc le reflet de la dégénérescence du système capitaliste.

A l'époque où la bourgeoisie était une classe montante et qu'elle luttait contre le féodalisme pour construire le capitalisme, sa culture véhiculait des valeurs démocratiques en lutte contre les valeurs aristocratiques de l'époque; mais aujourd'hui, le capitalisme a complètement dégénéré et ce sont les valeurs prolétariennes qui sont les valeurs montantes. Le prolétariat est devenu la classe révolutionnaire seule capable d'abattre le capitalisme pourissant et d'instaurer le socialisme, seule voie pouvant conduire à un mode de production supérieur, le communisme. A la culture impérialiste décadente s'oppose la culture prolétarienne.

Mais si la culture prolétarienne a pu prendre des formes avancées dans des pays socialistes comme la Chine et l'Albanie, c'est que le prolétariat, guidé par son parti, y a instauré son Etat de dictature et que c'est lui qui possède les moyens de production matérielle (pouvoir économique) et par conséquent les moyens de production intellectuelle (pouvoir idéologique et culturel). Dans un pays capitaliste comme le Canada, on trouve les germes d'une culture prolétarienne dans le mouvement spontané de la classe ouvrière et du peu-



ple, dans leur lutte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes. A l'étape actuelle de la lutte pour la création du parti prolétarien canadien, le prolétariat lutte pour se donner les moyens d'**élaborer pleinement** sa propre culture et de **l'imposer** comme culture dominante. Mais avec la fusion du mouvement marxiste-léniniste et du mouvement ouvrier, à mesure que des pièces de théâtre comme celle du **Théâtre d'la shop** ("A bas le plan Trudeau") seront jouées dans le feu des luttes et que des chansons comme "Ouvre bien tes yeux, camarade" (1) seront entonnées par les ouvriers les plus consients, les formes embryonnaires de culture prolétarienne vont se développer en une véritable culture prolétarienne. Toutefois, le prolétariat ne pourra jamais **développer pleinement** et **imposer** sa propre culture de classe tant que la bourgeoisie canadienne conservera le pouvoir d'Etat, c'est-à-dire tant qu'elle sera propriétaire des moyens de production et de diffusion culturelles. La lutte pour une culture prolétarienne est liée à la lutte pour le renversement de l'Etat bourgeois et à l'instauration du socialisme au Canada.

C'est donc dire que si la culture impérialiste est dominante et qu'elle imprègne largement les masses populaires, il existe des éléments culturels qui reflètent la résistance de la classe ouvrière et du peuple aux idées bourgeoises et aux valeurs capitalistes. Cette résistance idéologique et culturelle des masses populaires, on la retrouve dans la production de journaux d'usine et de quartier, dans la lutte pour des comptoirs alimentaires, dans la mise sur pied de télévisions et de radios communautaires, dans la lutte pour des garderies populaires, dans les chansons de grèves, etc.

Mais cela, la bourgeoisie n'a pas intérêt à le montrer dans ses productions culturelles, ou si elle en parle ce sera pour en déformer le sens comme en fait preuve un feuilleton en quatre épisodes que Radio-Canada a présenté sur son réseau français, dernièrement. Dans ce feuilleton intitulé "Echec et Mat" (extrait de la série Scénario), on nous présente un couple de "jeunes progressistes".

L'héroïne du feuilleton travaille dans un comité de quartier populaire: on nous la présente comme entièrement dévouée aux gens du quartier. Le scénario est le suivant: le riche et "bizarre" propriétaire des maisons du quartier en question demande à la jeune fille de lui faire un enfant, il va mourir bientôt et veut ainsi assurer sa descendance, en retour de quoi il versera sa fortune pour la "restauration" des maisons du quartier qui sont dans un état de détérioration avancé. Quel marché! Sauver tout un quartier de la misère en vendant son corps! Voilà comment la bourgeoisie propose une solution à l'oppression qu'elle engendre au sein du peuple. Voilà comment elle veut nous faire comprendre que les organisations de masse ne servent à rien et que seule une attitude individualiste, hors du commun, peut changer quelque chose à la détérioration des conditions de vie et de travail des masses.

Il s'agit là d'un exemple parmi d'autres où la bourgeoisie, se donnant des allures sociales-démocrates, tente de tromper les masses avec des productions culturelles pseudo-progressistes. Qu'on pense par exemple à certaines chansons nationalistes où toutes les classes de la société québécoise sont appelées à "construire le pays" et à "vivre ensemble" dans la joie et l'harmonie des classes. Le mot d'ordre d'une culture nationale québécoise, refrain favori des sociaux-démocrates, n'est rien d'autre qu'une duperie bourgeoise qui divise les ouvriers et les place sous la direction d'un parti bourgeois plutôt que sous celle d'un parti prolétarien: "Chaque culture nationale comporte des éléments, même non développés, d'une culture démocratique et socialiste car, dans chaque nation, il existe une masse laborieuse et exploitée, dont les conditions de vie engendrent forcément une idéologie démocratique et socialiste. Mais dans chaque nation, il existe également une culture bourgeoise (et qui est aussi la plupart du temps ultra-réactionnaire...), pas seulement à l'état "d'éléments", mais sous forme de culture dominante (...) En formulant le mot d'ordre de la "culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial", nous empruntons à chaque culture nationale uniquement ses éléments démocratiques et socialistes, nous les empruntons uniquement et absolument par opposition à la culture bourgeoise, au nationalisme bourgeois de chaque nation" (2). Ce qui signifie que si la culture prolétarienne possède un fond international, il n'en demeure pas moins qu'elle se développe selon une forme nationale propre.

C'est dans ce cadre que nous voulons ici commenter le disque que la Ligue Communiste marxiste-léniniste du Canada vient de produire, disque qui manifeste une position carrément nationaliste. En effet, bien que ce disque possède des qualités artistiques au niveau de la forme et du style, le fait de réduire la musique traditionnelle à une "musique nationale" **québécoise** reflète ce nationalisme étroit que la Ligue commence à développer de plus en plus sur plusieurs questions de l'oppression nationale du Québec (la langue, l'école, etc.). Camarades de la Ligue, où avez-vous été chercher que les reels et les gigues ne s'étaient développés qu'au Québec, nation opprimée au Canada? Pourquoi adressez-vous cette musique traditionnelle au peuple québécois et non à tout le prolétariat canadien, tant anglophone que francophone? Saviez-vous que si au Québec on joue le "Reel du pendu", en Nouvelle-Ecosse on joue le "Fisher's Hornpipe", au Nouveau Brunswick on interprète un reel qui s'intitule "The mouth of the Tobique" et qu'en Ontario on joue un reel du nom de "Green Fields"! Si vous aviez adopté le point de vue de classe, si vous vous n'étiez pas contentés du point de vue de "la nation", une brève enquête sur ces questions vous aurait appris que ce sont les immigrants Irlandais et Ecossais, répartis dans tout le Canada, qui ont fait se développer les reels et les gigues dans notre pays. Il est bien entendu qu'au Québec, ce genre de musique a pris des "couleurs" spécifiques à la nation québécoise, ce qui n'en fait pas pour autant une musique nationale strictement québécoise. Il faut donc parler d'une musique traditionnelle québécoise et canadienne et qui est l'**héritage de tout le prolétariat canadien.**

Nous appelons nos lecteurs à se saisir de notre point de vue: tout mot d'ordre d'une culture nationale au-dessus des

classes est une duperie des capitalistes. Et cela vaut également pour le Parti Libéral et son nationalisme chauvin, car si la culture nationale québécoise du P.Q. est une fraude, la culture nationale canadienne de Trudeau l'est autant. Le nationalisme culturel bourgeois est une autre façon de détourner le prolétariat de ses intérêts fondamentaux et de concilier les antagonismes de classe au profit de la bourgeoisie. Mais comme nous le disions précédemment, les masses populaires commencent à ne plus se laisser prendre par ces élucubrations. Bien sûr, la bourgeoisie a beaucoup de tours dans son sac mais de plus en plus d'ouvriers conscients commencent à en connaître le fond.

La lutte pour une culture prolétarienne

La culture prolétarienne contient donc à la fois l'héritage culturel du mouvement ouvrier et les traditions populaires nationales. De plus la culture prolétarienne doit s'approprier l'héritage culturel de l'humanité, **critiqué et repensé d'un point de vue prolétarien.** Ce dernier aspect, sur lequel Lénine est revenu à maintes reprises pour lutter contre ceux qui voulaient faire table rase de l'héritage culturel, montre bien que la richesse de la culture prolétarienne vient du fait qu'elle assimile "tout ce qu'il y avait de précieux dans la pensée et la culture plus de deux fois millénaires" (Lénine).

Toutefois, il ne faudrait pas confondre cela avec les thèses révisionnistes et trotskystes qui prétendent que tout est bon et que le prolétariat doit **s'élever** à la culture bourgeoise. C'est là une autre façon de mettre la culture au-dessus des classes et renier les intérêts fondamentaux du prolétariat dans sa lutte pour **s'approprier, repenser** la culture passée et **élaborer** sa propre culture de classe.

La culture prolétarienne est donc la culture la plus riche, la plus avancée de toute l'histoire de l'humanité. C'est la culture révolutionnaire du prolétariat de même que le marxisme-léninisme est sa science.

Et au Canada, de plus en plus d'ouvriers conscients cherchent à s'approprier leur héritage culturel et à utiliser les armes culturelles communistes dans leurs luttes. Quant on sait que la bourgeoisie fait tout pour couper le prolétariat de sa mémoire historique et pour lui polluer les idées avec son idéologie décadente, la lutte pour développer la culture prolétarienne est une lutte qui doit se renforcer de plus en plus. Et dans cette lutte, les travailleurs culturels conscients ont un rôle important à jouer. A l'étape actuelle, les travailleurs culturels peuvent contribuer à faire pénétrer l'idéologie prolétarienne au sein des masses. De plus en plus de travailleurs littéraires et artistiques se rallient au mouvement marxiste-léniniste canadien et mettent leur plume, leur pinceau ou leur caméra au service de la révolution prolétarienne au Canada.

Camarades ouvriers, dénonçons les manifestations de la culture bourgeoise et développons notre propre culture de classe!

En lutte pour un travail marxiste-léniniste sur le plan culturel!

NOTE:

Sur la culture prolétarienne en Chine et en Albanie, et sur les tâches des travailleurs culturels canadiens, voir les numéros 6 ("Pour une conception prolétarienne de la culture") et 7 ("Contre l'opportunisme et le révisionnisme / Pour une littérature et un art de propagande prolétarienne!") de la revue *Champs d'application* (disponible à nos librairies). Ces deux numéros, malgré des lacunes et des faiblesses certaines, n'en constituent pas moins une source importante de références sur les questions culturelles.

(1) Chanson du disque d'EN LUTTE!, "Chants révolutionnaires du Canada et du monde".

(2) Lénine, Culture et révolution culturelle, éditions du progrès, 1969.

La pièce de théâtre A BAS LE PLAN TRUDEAU!: UNE ARME DE PLUS DANS NOTRE LUTTE!

La pièce de théâtre d'EN LUTTE!, A BAS LE PLAN TRUDEAU, est diffusée depuis plus d'un an maintenant. On l'a jouée une quarantaine de fois, dans des assemblées syndicales, des assemblées de soutien, comme à l'hôpital Charles-Borromée de Montréal, à la Celanese de Drummondville, dans une assemblée regroupant des ouvriers de la Sidbec-Dosco à Montréal, dans des assemblées larges, comme le 1er mai et le 14 octobre l'an passé... A chaque fois, elle a stimulé et mobilisé l'assemblée. Pourquoi? Parce que contrairement aux mass média bourgeois, aux télé-feuilletons, films, émissions de radio, etc., la pièce décrit la réalité telle qu'elle est. Les ouvriers, ouvrières, travailleurs, chômeurs... se retrouvent à travers les conditions de travail et de vie de Robert, Denis, Mado et Jacques, dans la lutte qu'ils mènent pour défendre leurs droits acquis et gagner du terrain face à la bourgeoisie et sa crise.

Pourquoi encore? Parce qu'en 1977, la lutte contre la loi Trudeau est encore le coeur de la lutte menée par la classe ouvrière et les autres couches du peuple canadien. D'un bout à l'autre du pays, comme il est démontré dans la pièce, on répond non! au gel des salaires, non! à l'abolition de notre droit de grève, non! au contrôle de nos syndicats. Et comme l'expliquent les modifications importantes que nous avons apportées à la pièce sur les questions de la social-démocratie et du tripartisme, certains partis bourgeois, comme le N.P.D. en Saskatchewan et le P.Q. au Québec, ont beau tenter de nous passer leurs mesures bourgeoises à cent pour cent derrière un masque et un langage pro-ouvrier, pro-populaire: cela ne fait que nous ouvrir les yeux et augmenter notre détermination à lutter! Et les capitalistes canadiens, leur Etat et les boss syndicaux vendus tels les Joe Morris, Gérin-Lajoie et cie., tout comme celui de la pièce, peuvent bien essayer de sauver la barque capitaliste en nous portant la même attaque sous un nouveau masque qui s'appelle le tripartisme, le contrôle "volontaire" de nos salaires: dommage pour eux car la classe ouvrière canadienne et les autres couches du peuple savent reconnaître leurs véritables



La pièce de théâtre "A bas le plan Trudeau!" a stimulé et mobilisé l'assemblée partout où elle a été joué, car contrairement aux téléfeuilletons des média bourgeois, elle décrit la réalité telle qu'elle est.

intérêts, et offrir la même réponse à une même offensive camouflée!

Mais la pièce ne se contente pas de décrire la situation, elle indique aussi comment faire pour qu'à travers cette lutte politique que nous menons, "chaque jour nous rapproche du moment où on va arracher le pouvoir à la bourgeoisie!". Elle apporte une solution concrète et claire à l'exploitation et à l'oppression de la classe ouvrière et des autres couches du peuple: le socialisme et la construction du Parti prolétarien qui va nous permettre d'y arriver. Dans la pièce, Robert, un ouvrier gagné aux idées du socialisme, se fait un éducateur communiste auprès de ses camarades de travail, comme il y en a de plus en plus dans les usines, dans les quartiers. "Oui, il faut travailler à desserrer nos chaînes, mais ça suffit pas — Car les bourgeois, on les voit ben faire, y'essaient de nous reprendre d'une main c'qu'y ont été forcés de nous donner de l'autre — alors c'qu'y faut, c'est briser nos chaînes, pour en finir avec l'exploitation capitaliste!"

La pièce A BAS LE PLAN TRUDEAU, à travers les débats politiques qu'elle provoque, les questions et l'enthousiasme qu'elle suscite, est une preuve de plus que les idées et le point de vue prolétarien, pénètrent énormément au sein des masses canadiennes. Comme nous le disait une ouvrière: "C'est c'qu'on vit tout craché ce que vous nous montrez là! Pis quand vous parlez de socialisme, de révolution, avant on aurait eu peur. Mais là, avec le fait que ces idées-là, on en entend parler beaucoup et qu'on peut en discuter, pis avec tout c'qu'y se passe, on voit qu'y a pas cinquante solutions, y en a une! Pis il faut y travailler!" Pour plusieurs, comme cette ouvrière, voir A BAS LE PLAN TRUDEAU et discuter des idées qui y sont défendues, a été une occasion de plus, et souvent un point tournant, pour s'engager dans le travail de construction du Parti prolétarien et dans les tâches révolutionnaires. Mais pour tous les autres encore, qui ne rallient pas tout de suite le mouvement marxiste-léniniste canadien, la pièce a-t-elle eu des effets? Oui, des effets importants! Elle a élevé leur conscience de classe, elle a aussi activé en eux la lutte entre les idées bourgeoises et les idées prolétariennes, elle les a encouragés à poursuivre leur lutte, en leur donnant confiance et espoir, et elle a aussi suscité la critique. Car cet instrument-là, comme toutes les autres formes d'agitation et de propagande communistes, se bâtit, s'enrichit et se transforme à partir de la critique que les masses y apportent. Et ces critiques que nous avons recueillies sur la pièce, tant sur la forme que sur le contenu, sont une preuve de plus de l'importance et de la pénétration réelle de ces outils culturels au sein des masses. Car au contraire de la culture bourgeoise, la culture prolétarienne ne se construit pas en vase-clos; mais plutôt au coeur même des rencontres et des luttes ouvrières et populaires, au coeur de leurs soirées de soutien, de solidarité, au coeur de la lutte des classes.

Camarades, dans notre lutte pour en finir avec la société capitaliste et pour construire une société socialiste qui va correspondre à nos intérêts et à nos besoins, il est important d'attaquer la culture bourgeoise, de se donner notre propre culture prolétarienne, une arme de plus au service de la révolution. Prochainement, A BAS LE PLAN TRUDEAU sera traduit en anglais, et pourra donc être présenté à nos frères et soeurs du Canada anglais.

Soutenons la diffusion de A BAS LE PLAN TRUDEAU!

Contactons EN LUTTE! pour que la pièce soit jouée dans nos assemblées, nos grèves, nos organisations syndicales et populaires!

LA LUTTE POUR LA PAIX DOIT ÊTRE SUBORDONNÉE A LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

Nous publions ci-dessous un extrait d'une émission diffusée sur les ondes de Radio-Tirana, le 9 novembre dernier. Lors de cette émission, les camarades albanais faisaient ressortir d'un point de vue marxiste-léniniste le juste lien qui doit s'établir entre la lutte pour la paix et la lutte pour le socialisme. Il est d'autant plus important de faire connaître ce document dans notre pays, alors que les théories pacifistes comme celles du Parti communiste canadien révisionniste sont largement diffusées au sein de la classe ouvrière. C'est ce genre de discours qu'ont tenu les révisionnistes canadiens lors de l'assemblée du 1er mai organisée à Toronto par le Conseil du travail du Toronto métropolitain (c.f. journal EN LUTTE!, 12 mai 1977, p. 6). Au sein du mouvement marxiste-léniniste canadien, certains comme la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada ont tendance à isoler la lutte pour la paix de la lutte pour le socialisme, à en faire un objectif en soi coupé de la lutte à long terme du prolétariat, à prôner la nécessité de mener la lutte pour la paix devant le danger "inévitable" de la guerre mondiale provoquée par les deux superpuissances, au détriment de la nécessité de subordonner cette lutte à la lutte pour le socialisme.

(...) L'époque de l'effondrement du capitalisme et du triomphe du socialisme n'est pas seulement l'époque des révolutions socialistes. La théorie léniniste de la révolution socialiste nous enseigne que le renversement du système impérialiste mondial est le résultat de la combinaison de divers processus révolutionnaires et de leur étroite liaison.

La liaison entre la lutte pour le socialisme et la lutte pour la paix est d'une grande importance. En analysant les forces de la lutte pour la paix, nous constatons que cette lutte est dirigée contre le même ennemi principal que celui de la révolution socialiste: l'impérialisme. Aujourd'hui, le problème de la paix est un grand problème d'actualité. La solution de ce problème constitue l'un des points importants qui opposent les marxistes-léninistes et les révisionnistes.

Les révisionnistes modernes avec à leur tête les révisionnistes soviétiques font grand tapage sur la paix mais en réalité ils ont rejeté les enseignements du marxisme-léninisme sur la guerre et la paix et ils freinent la cause de la paix en augmentant les dangers de guerre. Les sociaux-impérialistes soviétiques, comme les impérialistes, sont des ennemis de la paix. C'est pour cette raison que, sans dénoncer la démagogie des révisionnistes modernes dans ce domaine et sans lutter contre l'impérialisme et le social-impérialisme, on ne peut mener avec succès la lutte pour l'établissement d'une paix véritable dans le monde.

La guerre est un compagnon de route permanent du capitalisme. Tant que l'impérialisme existe, la base des guerres d'agression existe également. Le camarade Enver Hoxha a dit: "L'impérialisme américain et l'impérialisme russe mènent le monde vers une nouvelle guerre mondiale plus terrible que toutes les autres. Les deux superpuissances sont responsables des grandes crises actuelles. Elles rivalisent pour l'hégémonie mondiale. Elles luttent pour occuper des marchés, c'est-à-dire pour mettre les peuples en esclavage. Ce sont elles qui arment les cliques et les gouvernements anti-populaires pour les utiliser comme gendarmes et chair à canon dans la tuerie inévitable qu'elles préparent si nous les laissons agir."

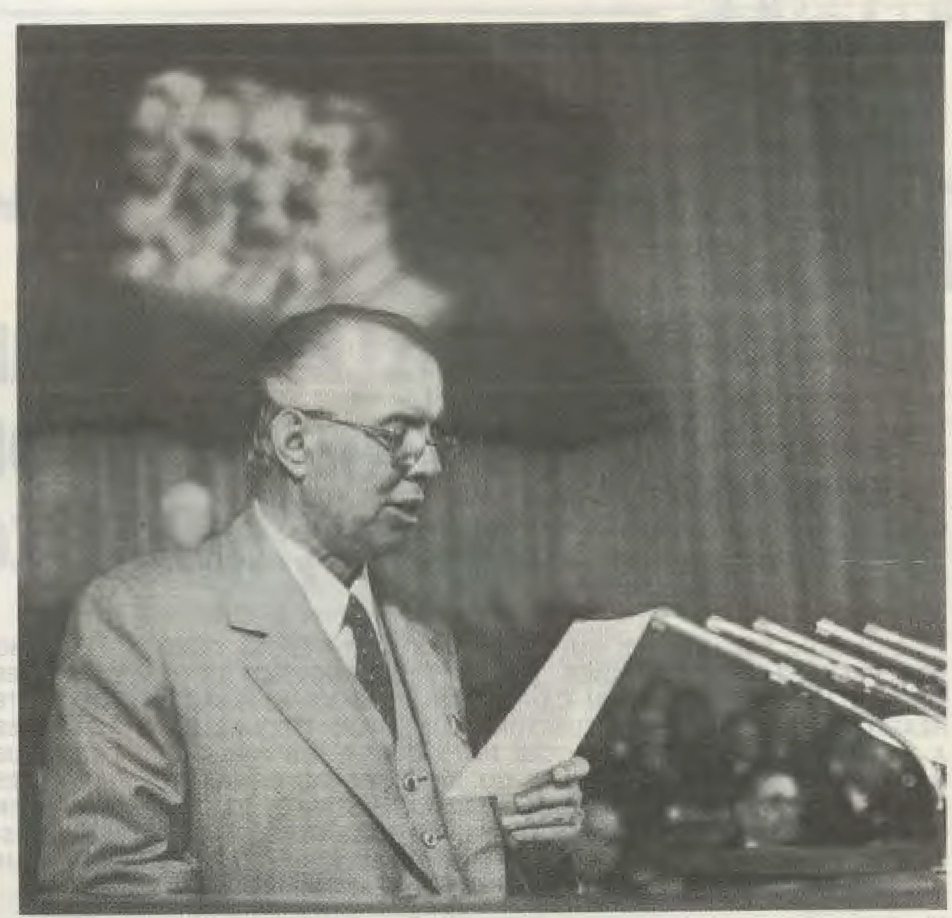
Connaissant mieux la source des guerres, les peuples savent bien contre qui ils doivent lutter pour défendre la paix. C'est à ce niveau que nous voyons les points de rencontre entre la lutte pour la paix et la lutte pour le socialisme. Leur ennemi est commun. "La plus grande force contre-révolutionnaire qui s'oppose à la lutte des peuples pour la liberté, la paix et le socialisme, c'est l'alliance soviéto-américaine", a déclaré le camarade Enver Hoxha au VIe congrès du Parti du travail d'Albanie. Et cela ne signifie pas qu'il faille identifier la lutte pour la paix à la lutte pour le socialisme. Le marxisme-léninisme considère la lutte pour la paix comme partie intégrante de la lutte pour le socialisme. Comme une lutte qui rapproche et rend plus facile la lutte pour le socialisme, créant des conditions favorables à l'aboutissement victorieux de la révolution socialiste, puisqu'elle est dirigée elle aussi contre l'impérialisme. Mais quels que soient les résultats de la lutte pour la paix, elle ne suffit pas à renverser le système capitaliste tandis que la lutte pour le socialisme a de plus larges perspectives. Elle vise à renverser le système capitaliste, à établir un système supérieur, le système socialiste ou communiste.

Par conséquent cette lutte résoud en même temps le problème de la lutte pour la paix. C'est pour cette raison que la lutte pour le socialisme et la lutte pour la paix se rencontrent. Nier le lien entre ces deux luttes, c'est glisser vers le secta-

rlsme, l'aventurisme. Mais si d'autre part, il faut reconnaître ce lien, il est impardonnable de ne pas voir la différence entre la lutte pour la paix et la lutte pour le socialisme. Ce sont deux luttes différentes qu'on ne peut pas identifier l'une à l'autre... Identifier ces luttes l'une à l'autre, et de plus réduire la lutte pour le socialisme à la lutte pour la paix, c'est glisser vers l'opportunisme et le réformisme. C'est pour cette raison que la lutte pour la paix doit toujours être soumise à la lutte pour le socialisme, parce que cette dernière est la forme supérieure de la lutte qui détruit une fois pour toutes la source des guerres.

Staline a dit: "La paix sera maintenue et consolidée si les peuples prennent en main la cause du maintien de la paix et la défendent jusqu'au bout". Si on se réfère aux enseignements du marxisme-léninisme, on comprend que les prétentions des révisionnistes modernes ne sont que mensonges. D'après eux, la thèse sur la possibilité d'entraver une nouvelle guerre mondiale aurait été formulée par eux au XXième congrès des révisionnistes d'Union soviétique. Au contraire, à ce congrès de triste renommée, les enseignements du marxisme-léninisme sur ce problème ont été déformés. Nous constatons leur déformation dans deux directions. Premièrement, ils ont interprété dans un but précis la possibilité d'empêcher une nouvelle guerre mondiale. Pour eux, c'est la seule et unique possibilité. Ils l'ont absolutisé en soulignant qu'il n'y a aucun danger d'une nouvelle guerre mondiale. Mais les faits démontrent le contraire de ces points de vue propagés par les révisionnistes. Aujourd'hui, parallèlement à la possibilité d'empêcher une nouvelle guerre mondiale, existe aussi le danger de son déclenchement par l'impérialisme. Tant qu'existe l'impérialisme, personne ne peut garantir qu'il n'y aura pas de guerre.

Le camarade Enver Hoxha a dit au VIe congrès du Parti du travail d'Albanie: "Dans ces conditions, non seulement les guerres locales souvent déclenchées par les impérialistes et les révisionnistes ne sont pas à exclure, mais aussi les guerres à l'échelle mondiale. Les guerres locales qui préparent le terrain à tout agresseur pour entreprendre des guerres à plus large échelle sont des avancées tactiques de l'agressivité des impérialistes dans leur stratégie d'une guerre impérialiste globale. C'est pour cette raison qu'il faut souligner les deux alternatives, afin que les peuples soient préparés et qu'ils ne soient pas pris au dépourvu en cas de déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale par l'impérialisme."

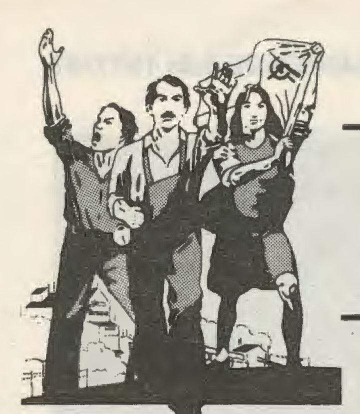


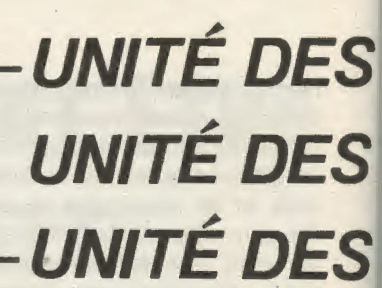
Enver Hoxha, premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie, lors de la lecture du rapport du Comité central au VIIè Congrès, rapport qui contient une importante analyse de la situation internationale à l'heure actuelle.

En donnant un caractère absolu à la possibilité d'empêcher la guerre, les révisionnistes poursuivent un but bien précis. D'une part, ils enjolivent l'impérialisme, le présentent comme épris de paix, lui rendent ainsi plus facile le travail pour y mystifier les masses et pour préparer la guerre et d'autre part, ils affaiblissent la vigilance des peuples afin qu'ils ne soient pas préparés devant l'agression impérialiste.

Mais les déformations des révisionnistes modernes s'effectuent aussi dans une autre direction. En donnant un caractère absolu à la possibilité d'empêcher la guerre, les révisionnistes prétendent qu'on peut créer aujourd'hui un monde sans arme, sans armée et sans guerre. Ils prétendent que la thèse léniniste sur l'impossibilité d'éviter des guerres tant qu'existe l'impérialisme a vieilli. Mais les faits historiques ont depuis longtemps démontré la fausseté de ces prétentions (...).

La véritable paix ne sera rétablie que par le renversement du système capitaliste mondial. C'est pour cette raison que le prolétariat et son parti communiste, en coordonnant tous ces mouvements révolutionnaires, se sont donnés pour tâche de les orienter vers un objectif commun: le renversement de l'impérialisme et le triomphe du socialisme. Dans ce sens, la lutte pour la paix doit être soumise à la lutte pour le socialisme et les communistes ne doivent jamais oublier le but final de la classe ouvrière, la lutte pour la victoire du socialisme et du communisme.





"TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, QUÉBECOIS, CANADIENS, MÊME ENNEMI, MÊME COMBAT!"

LE CANADA EST UN PAYS QUI S'EST CONSTRUIT AVEC LA SUEUR ET LE SANG DES TRAVAILLEURS IMMIGRES. ON NE PEUT ABORDER LA QUESTION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES AU CANADA EN FAISANT ABSTRACTION DE CETTE REALITE. EN EFFET, LA SITUATION FAITE AUX TRAVAILLEURS IMMIGRES A L'HEURE ACTUELLE DANS NOTRE PAYS DOIT NOUS PREOCCUPER AU PLUS HAUT POINT, NOUS QUI SOMMES OU BIEN DES DESCENDANTS D'IMMIGRES CHASSES D'EUROPE OU D'AILLEURS PAR LA MISERE ET LA FAMINE, OU BIEN DES FILS DE TRAVAILLEURS IMMIGRES, OU TRAVAILLEURS IMMIGRES NOUS-MEMES VENUS SURTOUT DU TIERS-MONDE ET ARRIVES AU CANADA PLUS RECEMMENT.

A l'heure qu'il est, les travailleurs immigrés, comme d'ailleurs toutes les autres couches du peuple sans exception et l'ensemble du prolétariat canadien, sont frappés sauvagement par les mesures de crise de la bourgeoisie. Les mesures de crise contre les masses populaires, canadiennes, québécoises, immigrées, ça ne date pas d'hier dans notre pays. En fait, chaque fois que la bourgeoisie a été en difficulté, elle a sorti son arsenal de mesures répressives pour se tirer du trou sur notre dos.

Mais depuis deux ans en particulier, la bourgeoisie canadienne, qui s'est enfoncée dans une des pires crises de son histoire, s'est montrée à notre endroit des plus agressives. Faisant l'unanimité derrière leur Etat, toutes les fractions de la bourgeoisie se sont en effet données la main pour imposer le gel des salaires à tout le prolétariat, la fameuse loi C-73, haïe à mort par tous les ouvriers canadiens. Forte de cette mesure qui s'en prenait de plein front à l'ensemble du prolétariat canadien, la bourgeoisie en a profité pour renforcer toutes les autres mesures de crise: coupures dans les services sociaux, dans l'éducation, mises à pied massives, hausse accélérée des cadences qui estropient et tuent des milliers d'ouvriers, hausse des prix des objets de première nécessité. Autant de mesures donc qui visent directement non seulement tout le prolétariat mais aussi l'ensemble des couches du peuple canadien. Toujours plus assoiffée de profits, cette fois la bourgeoisie a décidé de s'attaquer directement à une autre couche du peuple, particulièrement vulnérable celle-là, nos frères immigrés. Et cette attaque révoltante, elle l'a baptisée dans son jargon parlementaire: projet de loi C-24.

Une attaque raciste de la bourgeoisie contre nos frères immigrés: le projet de loi C-24

Comme toutes les autres mesures de crise de la bourgeoisie, ce nouveau projet de loi est réactionnaire à 100%. Il n'est pas difficile de s'en convaincre. On n'a qu'à le regarder d'un peu plus près. D'abord, rappelons que ce projet de loi est la suite directe du fameux Livre Vert sur l'immigration, mémoire qui se voulait l'instrument d'une vaste consultation auprès de la population et qui avait soulevé un tollé de protestation populaire, il y a près de deux ans et que la bourgeoisie avait tenté de faire oublier... Aujourd'hui à la faveur de son offensive contre toutes les couches du peuple, la bourgeoisie tente de faire passer la même vieille camelotte sous un nouvel emballage...

L'article 14, par exemple, veut maintenant créer la catégorie **"d'immigrant sous condition"**. Ca veut dire qu'on pourra dorénavant refuser le statut de résident permanent sous toutes sortes de prétextes à nos frères immigrés pour ne leur accorder que des visas temporaires. De cette façon, on leur enlèvera tout droit de choisir leur emploi ou leur lieu de travail et on les forcera à accepter des salaires et des conditions de travail qui feront l'affaire des boss. Pour obtenir le statut de résident permanent, aucun délai n'est prévu... tout étant laissé à la discrétion de l'agent d'immigration! La manoeuvre est limpide: de cette façon, on s'assurera avec les travailleurs immigrés une bonne force de travail servile en réserve, sans aucune défense, utilisable et rejetable à volonté par les capitalistes.

Cette catégorie d'immigrants a aussi comme autre avantage pour les capitalistes d'augmenter la concurrence entre travailleurs canadiens et travailleurs immigrés, créant ainsi une force de pression supplémentaire sur leurs revendications et leurs luttes. La manoeuvre ici est encore claire: créer la division entre travailleurs immigrés et travailleurs canadiens.

De plus, si le nouveau projet de loi était voté, les immigrants reçus risqueraient la déportation pour une foule de raisons, toutes aussi arbitraires et anti-démocratiques les unes que les autres. Par exemple, le ministre de l'immigration et le solliciteur général pourraient invoquer à tout bout de champ le beau prétexte de la "sécurité nationale" et n'auraient de comptes à rendre à qui que ce soit pour empêcher l'entrée ou faire déporter tout immigrant "sous condition". Mais le pire

PROLÉTAIRES
PEUPLES
MARXISTES-LÉNINISTES

c'est qu'on pourrait invoquer dorénavant les mêmes prétextes pour déporter des résidents permanents. Quand la bourgeoisie parle de "sécurité nationale en péril" (art. 27), on sait de quoi il s'agit. Car qui d'autres la bourgeoisie vise-t-elle sinon les patriotes et révolutionnaires du Tiers-Monde pour les réduire au silence, pour les empêcher de dénoncer les dictatures fascistes de leur pays et pour les empêcher de lutter contre la domination impérialiste sur leur pays? De plus, la bourgeoisie cherche aussi au nom de la sécurité nationale à empêcher les travailleurs immigrés de lutter aux côtés des travailleurs canadiens pour défendre leurs droits démocratiques essentiels.

Mais ce qui frappe le plus dans ce projet, ce sont les pouvoirs exhorbitants et complètement arbitraires que veut se donner la bourgeoisie. En effet, sont menacées d'expulsion: "toutes personnes au su et desquelles il existe de bonnes raisons de croire qu'elles sont susceptibles... de travailler ou d'inciter au renversement d'un gouvernement par la force" (art. 19). De cette façon, la bourgeoisie entend se laisser les mains complètement libres pour refuser l'entrée ou expulser pratiquement n'importe qui. Il suffit qu'elle puisse avoir certains soupçons...

Encore une fois, la manoeuvre est claire: notre bourgeoisie, une bourgeoisie impérialiste montre on ne peut mieux par ce projet de loi comment elle est un soutien actif aux pires dictatures fascistes du Tiers-Monde, prête à réprimer tous les patriotes et révolutionnaires immigrés qui luttent pour la liberté, la démocratie et la révolution dans leur pays. Quel patriote chilien, argentin, palestinien, iranien, haïtien, et du Tiers-Monde en général, chassé par la répression fasciste de son pays et qui avec tous les hommes le moindrement épris de justice et de liberté, mènent une campagne de dénonciation des régimes d'oppression de leur pays, quel patriote ou quel révolutionnaire est à l'abri de la répression et de l'expulsion avec un tel projet de loi?

La complicité de la bourgeoisie impérialiste canadienne avec les dictatures fascistes est encore plus odieuse quand elle décide que les "réfugiés politiques" qui se seraient rendus coupables de "crimes" prévus aux articles 19 et 27, quel que soit leur pays d'origine, risqueraient d'être déportés. En somme, par le bill C-24, la bourgeoisie au nom de la "justice et l'ordre international" se prépare à mieux défendre l'ordre impérialiste international main dans la main avec les pires dictatures fascistes.

Et ce n'est pas tout, ce projet de loi donne plein pouvoir aux policiers et agents d'immigration de faire enquête, de perquisitionner, d'arrêter ou de déporter sans mandat, tout immigrant dont ils ont "de bonnes raisons de croire"... qu'il est progressiste! Selon l'article III, ces mêmes agents ont aussi toute l'attitude pour ficher "par voies d'empreintes digitales, de photographies ou autrement"... qui que ce soit. On s'en doute, de telles informations peuvent être des plus utiles à la police du pays d'origine de l'immigré en question. Entre dictatures bourgeoises, on sait bien se rendre de petits services quand il s'agit d'écraser tout mouvement démocratique ou révolutionnaire!

Enfin, il faut souligner qu'au printemps de l'année dernière, une loi spéciale avait été adoptée, loi d'urgence en cas d'événements appréhendés aux Jeux Olympiques de Montréal. Cette loi se trouve reconduite avec le nouveau projet de loi et devient maintenant une mesure permanente. Cela signifie que le ministère de l'Immigration et le solliciteur général, sur la foi de présumés rapports secrets en matière de sécurité et de criminalité, peuvent émettre un "certificat de sécurité" sur une personne. Et une fois ce "certificat" émis, toutes les personnes qui ne sont pas résidentes seront déportées sur le champ, sans audition. Et toujours sur la foi de renseignements secrets, des personnes résidentes permanentes ici pourront être déportées tout aussi arbitrairement, leur droit d'appel, reconnu sur papier, étant dans les faits sans effets.

Cette attaque flagrante aux droits démocratiques les plus élémentaires de nos frères immigrés n'a pas tardé à soulever une vague d'opposition à travers le pays. De Vancouver à Halifax, des démocrates, des progressistes, anti-impérialistes, des marxistes-léninistes ont manifesté clairement leur volonté de jeter aux poubelles ce projet de loi. A l'heure qu'il est, de nombreux organismes comme la Ligue des droits de l'homme au Québec, le British Columbia Law Union, etc., de nombreux syndicats, des groupes religieux, de nombreux groupes anti-impérialistes ont élevé la voix pour bloquer la manoeuvre de la bourgeoisie contre nos frères immigrés. Et chaque jour qui passe, le mouvement d'opposition au projet de loi raciste prend plus d'ampleur. Ce n'est que par la résistance coude à coude, travailleurs immigrés, travailleurs canadiens, par la lutte unie en rangs serrés que nous pouvons faire reconnaître nos droits à la bourgeoisie, car cette dernière cherche par tous les moyens à les gruger et à nous ramener en arrière, particulièrement en cette période de crise. D'ailleurs, l'histoire est là pour nous le rappeler.

L'histoire des politiques bourgeoises d'immigration: une longue histoire de répression contre nos frères immigrés

La répression de la bourgeoisie canadienne contre nos frères immigrés remonte loin. En fait, toute l'histoire de la bourgeoisie canadienne est jalonnée de mesures toutes aussi réactionnaires les unes que les autres qui n'ont jamais visé d'autres buts que de diviser le prolétariat canadien forgé à même d'immigrés et de descendants d'immigrés en développant chez lui le racisme.

Deux ans à peine après la naissance du Canada comme pays indépendant, soit en 1869, la bourgeoisie canadienne qui venait tout juste de se donner son Etat, passait sa première loi sur l'immigration. Durant les premières années d'existence du Canada, l'immigration est encouragée car, alors que d'autres pays enregistrent des surplus de population agricole, le Canada, d'ailleurs menacé par le développement accéléré des U.S.A., offre d'immenses territoires vierges qui ne demandent qu'à être cultivés. La main-d'oeuvre dont on favorise plus particulièrement l'entrée à l'époque est celle dont on a besoin pour l'exploitation des ressources naturelles (mines, régions agricoles...) et les grands travaux d'infrastructure de la bourgeoisie canadienne, tel le chemin de fer. Aussi de 1870 à 1880, le C.P.R. fait venir 15,000 Chinois pour construire son chemin de fer. La moyenne annuelle d'immigrés du-



rant cette période est environ de 50,000, la plupart originant d'Angleterre ou des U.S.A.

Mais très vite, des mesures discriminatoires sont en vigueur à l'endroit des immigrés de "couleur". Cela a été une constante dans la politique de la bourgeoisie canadienne de favoriser certaines nations et races aux dépens des autres. Les plus favorisés étaient les immigrés en provenance d'Angleterre et des U.S.A. ... de race blanche évidemment. C'est ainsi que dès 1885, les immigrants chinois sont obligés de payer une taxe de $50. par tête (grosse somme pour l'époque) pour entrer au Canada. Leur entrée devient de ce fait limitée et ceux qui sont déjà résidents au Canada sont obligés de s'enregistrer.

Aux prises avec une récession économique dans les années 1890, la bourgeoisie qui voit de trop nombreux chômeurs s'entasser dans les villes en quête de travail, décide dorénavant d'exercer un contrôle plus sélectif sur l'arrivée de la main-d'oeuvre étrangère, particulièrement sur les travailleurs de couleur. C'est ainsi que la taxe d'entrée des immigrants asiatiques en 1900 est montée à $100. et 3 ans plus tard à $500.

Mais malgré certaines restrictions, les capitalistes continuent de favoriser l'entrée massive de travailleurs immigrés. Cela leur permet d'élargir le réservoir de main-d'oeuvre pour l'industrie en plein développement, renforçant ainsi la concurrence entre les ouvriers et favorisant de cette façon des salaires plus bas. A l'époque, les capitalistes utilisent particulièrement des ouvriers immigrés comme scabs, là où les travailleurs canadiens défendent leurs droits avec l'arme de la grève. Diviser pour régner, voilà la vieille tactique de la bourgeoisie.

Par contre, l'arrivée massive des travailleurs immigrés à cette époque favorise aussi le développement de la combativité ouvrière. Des milliers d'Anglais, d'Ecossais, d'Irlandais, de Russes, d'Ukrainiens, de Hongrois et de Juifs débarquent au pays et apportent leur expérience de combats contre les capitalistes et les propriétaires fonciers.

Aussi dès 1910, la bourgeoisie ne tarde pas à répliquer et à réviser sa loi pour interdire l'accès du Canada "aux subversifs". On exige dorénavant des passeports et des certificats de bonne conduite aux candidats à l'immigration!

Après la 1ère guerre mondiale, le monde capitaliste connaît une autre période de récession économique. La politique de l'immigration se fait donc encore une fois plus restrictive. En 1923, la loi d'immigration chinoise limite l'entrée aux diplomates, aux enfants nés au Canada, aux marchands et aux étudiants. Toute personne d'origine chinoise, par exemple, est forcée de se réenregistrer dans les 12 mois. Les Chinois voulant visiter leur pays d'origine sont obligés d'obtenir à nouveau des visas de sortie et d'entrée au Canada. S'ils sont absents plus de 2 ans, ils sont à nouveau considérés comme des immigrants. La même année aussi, on ne laisse entrer comme immigrants asiatiques que des agriculteurs, des travailleurs agricoles, des femmes domestiques, et les femmes et enfants en-dessous de 18 ans de résidents capables de subvenir à leurs besoins. Et chaque immigrant doit payer $250. pour entrer au pays... Tous les autres immigrants sont limités aux mêmes catégories sauf qu'elles n'ont pas besoin de débourser une telle somme. Sont exemptés de toute forme de contingentement les sujets américains et les sujets britanniques d'Irlande, de Nouvelle-Ecosse, de Nouvelle-Zélande, d'Australie et d'Afrique du Sud... Bref, on voulait garder le Canada "blanc comme neige"!

Mais on voit aussi que la "terre d'hospitalité" canadienne se réduit de plus en plus à des catégories plus sévèrement sélectionnées que jamais auparavant, dépendant toujours des besoins plus ou moins grands des capitalistes en matière de "cheap labor". Durant la crise de 29, n'auront droit d'accès au Canada que les rares privilégiés qui disposent d'un capital substantiel. A la même époque, l'Etat ajoute à la loi sur l'immigration une nouvelle partie précisant que tout travailleur immigré reconnu comme leader d'une grève est aussitôt passible de déportation. On voit que la bourgeoisie en période de crise aiguë prend tous les moyens pour limiter au maximum l'entrée des travailleurs immigrés et pour empêcher toute résistance à ses mesures répressives.

Après la 2ième guerre mondiale, le Canada connaît une phase d'expansion du capital. La bourgeoisie qui veut à tout prix exercer des pressions sur les salaires, doit maintenir une certaine concurrence parmi les travailleurs. Aussi durant cette période ouvre-t-elle les portes de l'immigration un peu plus grandes. Jusqu'en 58 en effet, c'est-à-dire jusqu'à la fin du boom économique de l'après-guerre, l'immigration se caractérise par un élargissement marqué des critères d'accessibilité. Ceci contribue à rehausser la réputation du Canada d'être "un jeune pays hospitalier". Soulignons qu'à l'époque est particulièrement admissible tout travailleur immigré qui vient au Canada spécifiquement en réponse aux exigences et besoins précis de certaines compagnies ou encore sur la recommandation des services de placement du ministère du Travail!

Le lien entre les capitalistes et les valets du ministère de l'Immigration se fait aussi de plus en plus serré! C'est ainsi que le ministère de l'Immigration collabore de façon de plus en plus étroite avec le ministère du Travail d'une part et les organisations patronales d'autre part. A la même époque aussi, les "immigrants parrainés", i.e. ceux dont la venue est cautionnée par des parents résidents déjà au Canada, prennent une importance prédominante. Source de "cheap labour", ce système continue néanmoins à privilégier certaines nations et races aux dépens de d'autres, exigeant selon le cas des critères plus ou moins grands de spécialisation et de qualification, sans compter qu'il permet d'exercer des pressions sur les parrains si jamais l'immigré n'est pas assez docile aux goûts des capitalistes.

Jusqu'où peut aller la politique raciste de la bourgeoisie à l'époque? Un bon exemple: en '47 une clause de la loi d'immigration permet l'hospitalité au Canada à tout étranger qui a servi dans les forces armées pourvu qu'il ne soit pas de "race asiatique"! De même en '51, la bourgeoisie canadienne refuse d'admettre plus de 100 immigrants des Indes et du Pakistán chaque année. Sous la pression des accords de commerce avec ces pays, ce chiffre va monter à 300 en 53. Ca devient maintenant une pratique courante de la bourgeoisie que de négocier la main-d'oeuvre immigrée dans le cadre d'accords commerciaux avec d'autres pays au même titre qu'une autre marchandise. Ce n'est qu'en 62 que les lois ouvertement discriminatoires et racistes vont changer, déclarant dorénavant éligible à l'immigration "qui que ce soit sans considération d'origine, de citoyenneté, de pays d'origine ou de croyance religieuse". C'est qu'entre-temps, les cri-



Dans les années trente, les immigrants, menacés de déportation par une loi de l'Etat bourgeois s'ils ne pouvaient subvenir à leurs besoins, ont participé activement à la "marche des chômeurs" sur Ottawa pour exiger l'abolition des camps de chômeurs appelés par ceux-ci "camps d'esclaves". Luttons aux côtés de nos frères immigrés contre les mesures répressives de l'Etat bourgeois, telle la loi C-24!

Les Haitiens de Montréal ont lutté en 1972 contre le règlement Mackasey-Andras, connu sous le nom d'"Opération: Mon pays" mieux connu dans les faits comme "l'opération déportation".



Nous devons exiger le retrait du projet de loi C-24, une nouvelle mesure de crise de la bourgeoisie qui s'attaque à une couche particulièrement vulnérable du peuple canadien, nos frères immigrés.



tères resteront tout aussi sélectifs même s'ils auront changé sur papier.

Vers le milieu des années 60, le capitalisme entre dans une nouvelle phase de récession, caractérisée en particulier par un taux de chômage relativement élevé. Les couches les plus touchées sont, règle générale, les travailleurs sans qualification. Par ailleurs, les perfectionnements technologiques dans l'industrie amènent les capitalistes à exiger des travailleurs de plus en plus qualifiés. Ainsi, durant cette période on laisse surtout entrer des techniciens, des professionnels, des universitaires... N'importe quel immigrant peut venir au Canada sans critère de race soi-disant, pourvu qu'il réponde aux critères principaux déterminés par les besoins du marché du travail, c'est-à-dire pourvu qu'il soit bien qualifié et bien instruit!

Parallèlement, on s'assure une source de bon "cheap labour" en maintenant toujours le système des immigrants parrainés. Enfin, c'est vers ces années qu'apparaît cette nouvelle catégorie de "cheap labour" non qualifié, les plus démunis de tous, les "illégaux" au début souvent d'origine italienne, portugaise et grecque, aujourd'hui, principalement d'origine haïtienne, asiatique et latino-américaine. Les illégaux qui dépassent aujourd'hui plus de 250,000 sont "tolérés" par l'Etat bourgeois car ils servent au capital de main-d'oeuvre totalement asservie, complètement à sa merci, sans droit aucun et sans possibilité aucune de les faire reconnaître.

En 67, on raffine les critères d'entrée des immigrants non parrainés. On a maintenant affaire à tout un réseau de critères fondés sur l'éducation et l'expérience au travail, sur les qualités personnelles (!), sur le niveau de qualification, sur l'âge, sur le secteur où le candidat est disposé à travailler, s'il parle anglais ou français ou les 2 langues, s'il a des parents au pays, s'il possède de l'argent, etc., etc. Dans le même esprit les critères de sélection des immigrants "parrainés" se font plus exigeants.

Avec l'intensification de la crise économique, on accentue l'exploitation des travailleurs immigrés et on les met à la porte quand on a plus besoin d'eux. Ainsi en 72, une nouvelle réglementation, le règlement Mackasey-Andras, vise à resserrer encore plus le contrôle et à réduire le nombre d'immigrants surtout parmi les travailleurs du Tiers-Monde. Dorénavant, un immigrant n'a plus le droit de réclamer un statut permanent s'il est entré au Canada comme visiteur. Il doit retourner dans son pays d'origine, faire une demande en bonne et due forme à l'ambassade et attendre sa réponse. On s'en doute, cette nouvelle politique prend une saveur fortement raciste et anti-populaire. Les critères exigés défavorisent en général les immigrés du Tiers-Monde aux dépens de ceux des pays développés et tous les facteurs (scolarité, économies,...) sont faits pour écarter les travailleurs et paysans des pays pauvres. Cette manoeuvre prend le titre pompeux de "Opération: Mon Pays", mieux connue dans les faits comme "l'opération déportation". Durant cette campagne, la propagande bourgeoise laisse croire que le visa d'entrée est offert à tout le monde. Mensonge! De l'aveu de Mackasey lui-même, les plans de l'Etat prévoient le refus systématique des non-qualifiés et des non-blancs plus susceptibles qu'ils sont de rejoindre les "mécontents" en période de dégradation! En fait, le règlement Mackasey constitue pour les capitalistes canadiens un outil plus raffiné leur permettant de choisir le nombre et le genre d'immigrés correspondant à leurs besoins.

En 73, Andras propose le bill C-197 qui se révèle être un moyen juridique supplémentaire et la justification plus subtile d'une politique discriminatoire et raciste. Officiellement, le bill vise à accorder aux personnes arrivées au pays l'occasion de régulariser leur situation. En fait, il permet de "dépister" les illégaux et de mettre en place des mécanismes de contrôle plus sélectifs d'entrée. Trier parmi les candidats actuels et déporter sans appel les non-productifs, voilà le fin mot de cette nouvelle politique. Avoir une politique sélective discriminatoire en bloquant par la suppression du droit d'appel l'entrée au Canada "des travailleurs non qualifiés, venant du monde non-blanc" selon les propos mêmes d'Andras. Comment être plus clair? En effet à peu près 9 demandes sur 10 sont refusées par l'Etat bourgeois et ce, sans aucun droit d'appel. Sur plus de 750,000 demandes pour immigrer au pays par année, l'Etat bourgeois va en accepter entre 100 et 150,000.

Pour nos frères immigrés haïtiens particulièrement visés par cette mesure réactionnaire, quelle est la situation qui leur est faite à l'époque, pour ne prendre que leur exemple? D'abord, dans leur pays d'origine rien n'est fait pour leur expliquer les conséquences des lois réactionnaires canadiennes. Au contraire, toute une industrie fort rentable s'est construite autour de l'exil pour attirer dans ses filets le plus de travailleurs possibles: prêts à taux usuraire, vente de passeports, agences de voyage, pots-de-vin, etc. De plus, dès qu'ils arrivent au Canada, un agent de l'immigration les classe comme "illégaux" et les traite pratiquement comme des criminels de droit commun. Ensuite, c'est le long circuit d'un tribunal à l'autre, le plus souvent jusqu'à la déportation avec des sommes fantastiques dépensées en avocat. Et pendant ce temps ce sont les problèmes multiples occasionnés par la recherche d'un logement et d'un travail pour arriver à joindre les 2 bouts. Les multiples entrevues avec les agents de l'immigration et les possibilités d'appel sont pour ainsi dire une caricature de démocratie. Tout ça ne change que **très** rarement la destination de l'immigré: la déportation. Et faut-il souligner que toute cette aventure se vit dans la peur la plus totale, peur de la répression, peur de la déportation. Obligés de s'endetter, nos frères immigrés doivent souvent s'entasser à 12 ou à 15 dans des logements insalubres, qu'on leur loue à des prix fous. Ils vivent la nuit parce que traqués par les agents de l'immigration. On les force à accepter des conditions de travail des plus abjectes sans sécurité de travail et à des salaires dérisoires bien souvent comme travailleurs temporaires dans les secteurs les plus arriérés de l'industrie (textile...), comme travailleurs saisonniers pour les récoltes, comme domestiques pour les bourgeois ou dans l'hôtellerie, toujours pour le plaisir des bourgeois. Ils sont en butte au racisme des groupes fascistes qui eux, sont ouvertement protégés par la police, comme "House of Free Speach" ou "Racist Vigilantes" à l'oeuvre à Vancouver ou comme "Vanguard" et "Western Guards" particulièrement actifs à Toronto dont le mot d'ordre est: "Gardons le Canada blanc". Tout à fait dans la plus pure tradition de la politique d'immigration de la bourgeoisie canadienne!

On voit donc par ce qui précède qu'en régime capitaliste, les politiques d'immigration ne sont établies qu'en fonction des besoins périodiques des entreprises capitalistes. C'est ce qui peut donner l'impression que l'Etat "vire souvent son capot de bord". Des fois, le goulot d'étranglement se fait plus



large, d'autre fois il se rétrécit. Mais en fait la migration pas plus que les politiques de l'Etat capitaliste en matière d'immigration ne sont des processus spontanés. Depuis plus de cent ans, les politiques de l'immigration de l'Etat bourgeois canadien qui ont laissé entrer près de 10 millions d'immigrés depuis la Confédération veulent faire de l'immigration un processus contrôlé, organisé, dirigé. La migration collective remplace la migration individuelle et cette migration est de plus en plus prise en charge par l'Etat capitaliste.

On voit que la prétendue "liberté de travail dans tous les pays", c'est un leurre monumental. Cette liberté n'est rien d'autre que celle dont dispose la bourgeoisie pour agir comme bon lui semble. En fait l'explication fondamentale de la migration en régime capitaliste se trouve comme pour tout le reste d'ailleurs dans la recherche effrénée des profits.

La source de l'exploitation et de l'oppression des travailleurs immigrés: le capitalisme à son stade impérialiste

Quand on regarde l'histoire des politiques d'immigration de notre bourgeoisie, il devient facile de répondre à la question suivante: d'où vient l'oppression des travailleurs immigrés?

Depuis les débuts du capitalisme, la domination des bourgeois sur les travailleurs s'est caractérisée par une centralisation et une concentration toujours plus grande du capital aux mains d'une minorité et par un asservissement de plus en plus despotique des travailleurs prolétarisés. Toute l'histoire du développement du capitalisme dans le monde est là pour nous le prouver.

Et très vite la bourgeoisie, dans sa course aux profits, se sent à l'étroit dans ses frontières nationales, dans son marché national. Aussi, elle ne tarde pas à partir à la conquête du monde entier. Et pour mettre le monde entier sous sa botte, elle prend tous les moyens: guerres impérialistes, pillages, asservissements de peuples entiers, génocides... Tout est bon aux bourgeois pour se partager le monde à leur profit. Ce processus allait s'accentuer sans relâche jusqu'à ce que le capitalisme atteigne son stade impérialiste. A ce coment une poignée de monopoles, une poignée de pays capitalistes développés domine l'ensemble des pays du monde, écrasant sous le joug colonial et néo-colonial des peuples et des peuples entiers. C'est la lutte à mort des puissances impérialistes pour de nouveaux débouchés à leurs produits et à leurs capitaux, pour l'obtention des richesses des pays plus pauvres et plus faibles. Et l'on sait que la force de travail, les masses laborieuses d'un pays, font partie de ces richesses. Comme elle le fait dans les pays capitalistes avancés où elle a le pouvoir, la bourgeoisie impérialiste utilise pour ses seuls intérêts toutes les richesses (matière première, force de travail...) que recèlent les pays qu'elle contrôle. Elle syphone toutes les matières premières dont elle a besoin à des coûts ridicules pour les transformer en produits finis dans la métropole et les revendre à prix fort à ces mêmes pays.

De la même façon elle surexploite la force de travail des peuples dominés en les faisant travailler pour des "peanuts" et dans des conditions effroyables. Qu'importe pour un impérialiste la vie d'un travailleur d'un pays dominé? S'il crève, eh bien 100 ou 1,000 autres seront prêts à le remplacer!

Par contre, dans les métropoles impérialistes elles-mêmes, la bourgeoisie a besoin constamment d'une bonne armée de réserve pour exercer les pressions nécessaires sur les salaires des travailleurs. Traditionnellement, les bourgeois utilisaient les femmes et les enfants dans cette armée. Rendus au stade impérialiste, les capitalistes qui ont réussi à s'attirer les faveurs d'une mince couche de la classe ouvrière en la corrompant, l'aristocratie ouvrière, se mettent à utiliser de plus en plus la main-d'oeuvre étrangère, les travailleurs immigrés. A cause des conditions révoltantes qui sévissent dans leurs pays (dépossessions de leurs terres, chomâge chronique, hausse fantastique du coût de la vie, persécutions politiques, absence du moindre droit démocratique, misère noire...), les travailleurs immigrés sont attirés par les métropoles où les salaires et les conditions générales de travail sont meilleures, où les droits démocratiques sont une des conquêtes du prolétariat dans ces pays. Par ailleurs, les capitalistes espèrent que ces travailleurs, "habitués" à des conditions de vie et de travail beaucoup plus difficiles que ceux des métropoles, accepteront des salaires et des conditions de travail inférieurs à ceux des travailleurs nationaux bref, de se faire surexploiter. Voyant dans les travailleurs immigrés, une nouvelle source de "cheap-labor" capable d'exercer des pressions vers le bas sur les salaires des travailleurs nationaux, la bourgeoisie impérialiste a institutionalisé les migrations de travailleurs immigrés.

Avec les travailleurs immigrés, l'impérialisme utilise donc une main-d'oeuvre à très bon marché (pas de frais d'éducation, coût d'entretien de la force des travailleurs à des coûts inférieurs à ceux des travailleurs nationaux), qu'elle veut peu combative (parce que privée de tout droit démocratique) et qui rapporte bien.

Les mouvements de migration sont donc des mouvements forcés, causés par l'impérialisme lui-même qui asservit de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, pille leurs richesses et les maintient dans un état de sous-développement. Des millions de prolétaires sont ainsi forcés de fuir la misère et le chômage et d'émigrer. Même certains pays capitalistes avancés (ex: Italie, Portugal...), incapables de développer leurs forces productives, connaissent une émigration massive vers des pays impérialistes plus forts. Qui osera nous dire après ça que "les travailleurs immigrés nous volent nos jobs", que c'est à cause d'eux si nous autres les travailleurs canadiens, on a des problèmes!

Les ouvriers canadiens, les ouvriers immigrés ont un même ennemi: la bourgeoisie canadienne

Les ouvriers immigrés constituent la partie la plus vulnérable du prolétariat. On a vu que c'est la bourgeoisie qui en limitant leurs droits tente de les garder à sa merci afin de pouvoir s'en débarrasser et les expulser quand ça fait son affaire. On a vu aussi que le harcèlement, les menaces, les intimidations de toutes sortes, sont des moyens de pression que cette même bourgeoisie emploie constamment contre eux. C'est encore la bourgeoisie qui excite par toutes sortes de mensonges les travailleurs canadiens contre leurs frères immigrés, encourage le racisme et le chauvinisme entre eux. Car qu'est-ce qui peut le mieux servir ses intérêts que d'opposer les ouvriers les uns aux autres, affaiblissant du même coup l'ensemble du prolétariat canadien?



On voit donc que la bourgeoisie canadienne, ennemie mortelle des travailleurs et de tout le peuple canadien, est aussi l'ennemie jurée de nos frères immigrés.

Voilà ce qui fonde la solidarité d'acier qui doit exister entre les travailleurs canadiens anglais, québécois et immigrés. "Un même ennemi, un même combat". Voilà aussi ce qui fait des travailleurs immigrés une composante active du prolétariat, particulièrement dans notre pays construit à même le travail et la lutte de millions de travailleurs immigrés.

Et ce "même combat" jalonne toute l'histoire de la lutte du prolétariat canadien contre son ennemie commun, la bourgeoisie. Un bref rappel des nombreuses luttes qu'ont menées coude à coude les travailleurs canadiens et leurs frères immigrés parle par lui-même. Il nous dit des choses que la bourgeoisie voudrait bien nous voir oublier. Rappelons-nous, la lutte des 1,300 travailleurs irlandais qui se sont battus en 1843 pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Ils ont su résister comme un seul homme aux arrestations, perquisitions et mesures de guerre des capitalistes et leur Etat. Par leur courage, ils ont attiré la sympathie des ouvriers canadiens-français qui ont refusé de travailler comme scabs, malgré les pressions des capitalistes.

Rappelons-nous la conférence des délégués syndicaux de l'Union canadienne du Travail à Hamilton, en 1873. Là, les militants syndicaux, canadiens pour la plupart, dénoncent la politique d'immigration de la bourgeoisie canadienne qui s'active à présenter le Canada comme une terre de soleil et d'abondance. Durant ces mêmes années, les syndicats canadiens vont dénoncer la politique d'immigration de l'Etat canadien qui laisse entrer des travailleurs immigrés avec l'unique but de faire baisser les salaires des ouvriers canadiens par une concurrence accrue entre travailleurs.

Rappelons-nous aussi l'exemple de cet ouvrier immigré hongrois, Mark Zzalatnay, qui avait combattu le capital dans son pays d'origine mais aussi en Angleterre et aux U.S.A. avant de débarquer au pays. Se réclamant du Manifeste communiste de Marx et d'Engels, cet ouvrier travaille sans relâche à mettre sur pied des sections du Syndicat des fabriquants de cigares à Montréal et à Toronto. Dirigeant une grève de ce syndicat en 1872, Zzalatnay est condamné à 4 mois d'emprisonnement puis à la déportation. La bourgeoisie canadienne réussit à se débarrasser de ce courageux combattant prolétarien, mais des milliers d'autres ouvriers immigrés vont reprendre le flambeau de la lutte.

Rappelons-nous aussi les luttes qu'ont menées les travailleurs canadiens pour forcer la bourgeoisie à renoncer à faire venir des immigrants au pays sous de faux prétextes. Pratique largement utilisée à l'époque par la bourgeoisie pour convaincre des immigrés de venir au pays et les engager comme scab une fois rendus ici.

Rappelons-nous aussi la grève des 8,000 travailleurs immigrés britanniques de la Canadian Northern Pacific dans l'ouest du pays en 1912. Malgré une campagne systématique de la presse bourgeoise contre ces "étrangers", malgré les arrestations, les ouvriers tiennent bon, si bien que la bourgeoisie doit les condamner à la prison pour les faire taire. Rappelons-nous la célèbre grève générale de 1919 à Winnipeg. Encore une fois, nos frères immigrés sont sur le front de la lutte.

Rappelons-nous Sayarnuk, ce révolutionnaire russe immigré, marin à bord du célèbre cuirassé Potemkine en 1905 et qui aide à syndiquer les travailleurs de la Swift Packing à Toronto. Rappelons-nous aussi cet autre immigrant russe, Kochar, qui prit un peu plus tard la tête du syndicat des charpentiers à Toronto, ou cet autre juif d'origine russe, Alamazof, qui est assassiné par la G.R.C. durant la grève générale de Winnipeg. Autant de belles figures marquantes du prolétariat canadien sorties des rangs de nos frères immigrés. Rappelons-nous aussi le courageux combat pour la syndicalisation des "fros" (foreigners: étrangers) contre la mine Noranda dans le nord-ouest québécois, en 1934. Et la liste s'allonge jusqu'à aujourd'hui...

On voit donc que ça fait plus de 150 ans que les travailleurs immigrés luttent et se sont engagés dans le combat aux côtés de leurs frères de classe canadiens-anglais et québécois pour contrer les attaques répétées de la bourgeoisie. 150 ans où il a fallu répondre du tac au tac aux manoeuvres et aux manigances de la bourgeoisie pour briser notre solidarité, créer la division entre nous, liquider nos droits démocratiques. 150 ans où il nous a fallu se battre comme des fous avec courage, détermination, unité, le plus souvent en le payant de notre propre sang, pour arracher à la bourgeoisie chacun des droits que nous avons aujourd'hui. Et chaque fois qu'elle l'a pu, la bourgeoisie a essayé de nous gruger les acquis de nos luttes. Et en ce moment, période de crise où la bourgeoisie s'active pour sauvegarder à tout prix ses profits, elle relance son attaque contre nous. Pour que cessent ses attaques à n'en plus finir contre nous, contre nos droits légitimes, une seule solution, en finir avec notre ennemi commun: la bourgeoisie canadienne.

Pour en finir avec notre ennemi commun, il faut se donner l'arme qui le défruira.

En effet, tant que notre ennemi commun, la bourgeoisie canadienne, restera au pouvoir, tant qu'elle possèdera ses juges, ses chiens policiers, ses agents de l'immigration, elle pourra continuer à nous harceler, à nous réprimer, à nous faire venir au pays ou à nous déporter selon que ça fera son affaire. Tant qu'elle possèdera ses moyens d'information et de propagande, elle sèmera dans nos rangs des idées de division et de racisme du genre: "les immigrés nous volent nos jobs" ou "les Noirs ça sait pas vivre" ... Tant qu'elle aura son parlement, elle se votera des lois qui grugeront constamment sur les acquis de nos luttes antérieures pour tenter de nous faire revenir en arrière et ainsi de fouler aux pieds nos droits démocratiques. Pour en finir avec les lois racistes, la propagande mensongère, le harcèlement des agents de l'immigration, la répression des chiens policiers, le "cheap labour", les logements insalubres, les déportations, il faut en finir avec la cause de toute cette misère des travailleurs immigrés: la bourgeoisie canadienne et son Etat.

Mais l'on sait, que dans aucun pays la bourgeoisie ne quitte le pouvoir par sa seule volonté. Pour s'en débarrasser, il faut la renverser, détruire son appareil d'Etat, par la violence révolutionnaire et organisée des masses et instaurer un autre Etat, un état de dictature sur la minorité bourgeoise et de démocratie pour la majorité. Le combat à finir avec la bourgeoisie est donc un combat d'envergure, long, qui nécessite une longue préparation et des armes appropriées. Il nous faut surtout un instrument de direction, un état-major pour canaliser toutes les luttes des masses canadiennes et immigrées vers ce même ennemi, pour être capable de



frapper au bon moment, de reculer au bon moment aussi quand il le faut et pour être capable de passer à l'offensive finale. Cette arme c'est le Parti prolétarien marxiste-léniniste.

Sans cet état major, la lutte contre la bourgeoisie sera une guerre de tranchée, une guerre d'usure, une guerre lente où l'on avance par petits pas et où la bourgeoisie tente sans cesse de nous faire reculer. Cette guerre d'usure, ça fait 150 ans qu'on la mène. Et la bourgeoisie aujourd'hui comme hier, continue à nous opprimer et à nous exploiter férocement. Elle continue à nous diviser entre travailleurs immigrés et travailleurs canadiens, elle continue à nous déporter pour un rien. Pour que cesse cette situation, il faut s'engager dans le combat qui mènera au but final, le combat pour la construction de notre état-major.

Aujourd'hui, le mouvement marxiste-léniniste canadien est engagé dans ce combat en travaillant de toutes ses forces à rallier les éléments d'avant-garde du prolétariat canadien à la construction de cet état-major. Pour être solide comme le roc et capable de détruire la bourgeoisie, cet état-major doit être composé des meilleurs fils et filles du prolétariat canadien, de ses éléments d'avant-garde. Les éléments d'avant-garde conscients du prolélariat immigré qui ont pleinement intérêt à en finir avec la bourgeoisie doivent eux aussi s'engager dans le combat pour le parti prolétarien et pour ce, rallier le mouvement marxiste-léniniste. Il y va en effet de leur propre intérêt comme de celui de tout le prolétariat canadien. Ne sont-ils pas forgés dans la lutte commune, côte à côte, contre le même ennemi, la bourgeoisie canadienne? En ce sens, **les travailleurs immigrés sont bel et bien une composante active du prolétariat canadien. Et en ce sens aussi, ils ont leur place dans le combat révolutionnaire du prolétariat canadien.**

Une solidarité fondée sur l'internationalisme prolétarien

Il existe dans notre pays, comme dans la plupart des pays impérialistes où se retrouvent des larges masses immigrées, de nombreuses organisations de défense de leurs droits que se sont données les travailleurs immigrés pour se protéger des attaques de l'Etat bourgeois. Il y a aussi des organisations marxistes-léninistes qui en plus de travailler à défendre les droits démocratiques de nos frères immigrés, luttent pour rallier les éléments d'avant-garde du prolétariat immigré dans la lutte révolutionnaire qui se développe dans leur propre pays. Enfin, il y a les organisations de travailleurs immigrés directement reliées aux organisations et partis révolutionnaires dans leur pays d'origine et qui oeuvrent à mobiliser le prolétariat immigré et l'ensemble du prolétariat canadien en soutient à la lutte de leur peuple.

Face à tous ces groupes et organisations d'immigrés anti-impérialistes dans notre pays, le Canadien a sa tâche toute tracée: développer avec eux les liens les plus étroits et les relations les plus fraternelles, dans un esprit d'internationalisme prolétarien conséquent, en soutenant inconditionnellement la juste lutte de leur peuple. En retour, dans le but de renforcer le soutien aux luttes des peuples de leur propre pays, ces organisations ou groupes démocratiques et anti-impérialistes doivent développer des liens aussi serrés que possible avec l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste aujourd'hui.

Mais pour aller plus loin dans la question des liens entre le mouvement marxiste-léniniste et les organisations immigrées anti-impérialistes, il faut faire à nouveau une distinction: entre celles qui sont tournées principalement vers leurs pays d'origine et celles qui sont orientées surtout vers les luttes dans notre pays.

Dans le premier cas, il s'agit d'organisations qui travaillent directement au développement du mouvement révolutionnaire dans leur pays d'origine. Elles travaillent donc à rallier autour d'elles les éléments les plus conscients afin de les amener à retourner et mener la lutte directement sur le terrain dans leur pays d'origine, en même temps qu'elles oeuvrent à obtenir le soutien le plus large possible de l'ensemble du peuple canadien à la lutte de leur peuple. Pour ces groupes et organisations, il n'est pas question, de se fusionner au mouvement marxiste-léniniste canadien.

De son côté, le mouvement marxiste-léniniste doit faire tout en son pouvoir pour se lier à eux, le plus étroitement possible, sur la base de la coopération fraternelle, du respect mutuel, de l'autonomie, de la non-ingérence dans les affaires internes des différents groupes et organisations, pour développer le soutien le plus solide possible à la lutte de leur peuple et contribuer ainsi à unir davantage la lutte des travailleurs immigrés à celle du prolétariat canadien.

La coopération fraternelle peut prendre plusieurs formes concrètes: échanges d'expériences de luttes révolutionnaires, d'informations sur certains aspects de la lutte des travailleurs immigrés, diffusion des publications respectives de chacun, organisations communes d'activités politiques de toutes sortes (manifestations, assemblées, fêtes...) dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien.

La question se pose quelque peu différemment dans l'autre cas, i.e. dans le cas d'organisations formées de communistes venant de différents pays du Tiers-Monde ou d'ailleurs et qui entendent demeurer au Canada. Ces organisations travaillent généralement à développer le soutien anti-impérialiste de la classe ouvrière et du peuple canadien aux luttes des peuples du Tiers-Monde et à entraîner le prolétariat immigré à défendre ses propres droits en liant étroitement sa lutte à celle de toute la classe ouvrière canadienne contre l'exploitation et l'oppression capitalistes. Nous croyons quant à nous que ces groupes doivent s'impliquer de plein pied dans la lutte pour construire le parti du prolétariat canadien. Ils ont le devoir d'y contribuer à la mesure de leurs énergies et de leurs capacités.

Dans tous les cas, ce qui unit le prolétariat canadien et le mouvement marxiste-léniniste aux groupes et organisations anti-impérialistes de nos frères immigrés, est profond et puissant. C'est cette même volonté d'en finir à tout jamais avec l'exploitation et l'oppression du système impérialiste mondial, dont la bourgeoisie canadienne est une composante active qui ne donne pas sa place. C'est cette même volonté de régler leur compte aux forces de la réaction mondiale, en premier lieu les deux superpuissances, ces ennemis mortels de tous les peuples du monde. Pour s'étendre, l'impérialisme a brisé les frontières nationales. Pour vaincre le capitalisme parvenu au stade impérialiste, le prolétariat et tous les peuples révolutionnaires du monde ne doivent pas se laisser arrêter par les barrières nationales. Au contraire, ils doivent serrer les rangs et s'élancer à l'assaut des forces de la réaction partout où ces forces réactionnaires se trouvent. Car affaiblir l'impérialisme et la réaction mondiale en un point



du globe, c'est contribuer à l'affaiblir partout dans le monde. Ne dit-on pas qu'il n'y a pas de meilleures façons de soutenir la lutte d'un peuple que de travailler à faire la révolution dans son propre pays? Ne pourrait-on pas dire aussi de la même façon qu'il n'y a pas de meilleure façon pour un travailleur immigré de travailler à la révolution dans son pays d'origine que de s'y engager activement ici même?

Prolétaires canadiens, québécois et immigrés, l'unité dans nos rangs est plus que jamais nécessaire, à l'heure où la bourgeoisie canadienne intensifie sa campagne chauviniste et raciste d'une part, et que de l'autre, la fraction nationaliste québécoise, représentée par le P.Q., cherche elle aussi à utiliser les travailleurs immigrés comme "chair à canon" pour renforcer son projet nationaliste sur les plans linguistique et culturel. Cette unité est plus que jamais nécessaire au moment où la bourgeoisie canadienne s'apprête à faire voter par son parlement le projet de loi raciste C-24, une des attaques les plus sauvages de la bourgeoisie contre les droits démocratiques de nos frères immigrés. Et si ce maudit projet de loi venait à passer malgré l'opposition populaire, le prolétariat canadien tout entier doit se préparer à défendre ses frères immigrés que la bourgeoisie traquera comme des criminels pour les déporter. De cette façon, la bourgeoisie espère diviser nos rangs et nous affaiblir. Pas question de la laisser nous diviser et nous affaiblir. Construisons l'unité du prolétariat canadien, québécois et immigré!

Témoignage d'une militante communiste de retour de Chine:

"DEUXIEME RETOUR DE CHINE", UN LIVRE MÉPRISANT POUR LE PEUPLE CHINOIS

Beaucoup de militants communistes et progressistes s'interrogent à l'heure actuelle sur un livre de Claudie et Jacques Broyelle, ainsi qu'Evelyne Tschirhart, "Deuxième retour de Chine". On s'interroge car ce livre semble avoir pour objectif principal de dénigrer toutes les réalisations chinoises, surtout dans les secteurs de l'éducation, de la presse, de la vie familiale, de la justice, en passant par une attaque féroce contre le Parti communiste chinois.

Pourtant, Claudie Broyelle est l'auteur d'un livre important sur la lutte des femmes chinoises pour leur émancipation. "La moitié du ciel", paru en 1973 et écrit avec Françoise Chomienne, est en effet un livre important pour qui veut comprendre les immenses progrès réalisés par les femmes chinoises sur tous les plans. Enfin, Claudie Broyelle et Françoise Chomienne ont réalisé un film intitulé "Changaï au jour le jour", qui permet au spectateur de prendre connaissance des changements concrets survenus dans la vie des femmes chinoises depuis la Révolution; on y voit une usine de ménagères, l'organisation d'un quartier de Changaï, d'une garderie...

Le livre et le film de Claudie Broyelle ont été souvent utilisés par les militants de divers groupes marxistes-léninistes canadiens pour aider à montrer comment le socialisme pose les conditions indispensables à l'émancipation des femmes. Ce sont des instruments qu'on ne peut sous-estimer.

C'est donc avec surprise et consternation que nous avons pris connaissance de "Deuxième retour de Chine". Après avoir travaillé deux ans à Pékin, C. Broyelle nous revient complètement désenchantée, aigrie, pleine de rancoeur haineuse contre la Chine. Il n'y a plus rien de beau, d'intéressant sous le ciel de Chine!

La vie privée? Ca n'existe plus. Les gens sont surveillés, contrôlés, y compris dans leurs moindres déplacements. Les directions des usines décident à la place des femmes du moment où elles doivent avoir un enfant. Les nouveaux logements sont distribués par patronage...

Les écoles? Des endroits où les étudiants n'apprennent qu'à réciter par coeur des phrases-clichés du type "suivre la ligne du Président Mao". Les directions tyrannisent les professeurs qui se réfugient dans un conformisme prudent pour échapper à toute critique.

La presse? Entièrement contrôlée par le Parti, elle ne répète que des éloges au Parti Communiste Chinois. Aucune information digne de ce nom, et surtout, rien qui puisse éclairer les Chinois sur les autres pays, en particulier, les pays capitalistes.

La justice? C'est le règne de l'injustice et de l'arbitraire. On condamne les gens pour des riens et ils n'ont même pas le droit de se défendre. On incite les masses à recourir à la délation, à se surveiller mutuellement, pour assurer la sécurité du pays. On culpabilise tellement les gens qu'ils s'autocensurent avant d'ouvrir la bouche!

Et finalement, C. Broyelle dénonce la "trilogie" qui, selon elle, est celle de la transformation de la Chine en une société fasciste comme l'U.R.S.S.: la trilogie Idéologie unique, Parti unique, Monopole d'Etat. C'est du Parti qu'elle parlera le plus souvent, disant qu'il "est en lui-même une classe et (...) ne représente rien d'autre que lui-même" (p. 260). Le PARTI, l'Etat et ses appareils, la bureaucratie n'existent que pour réprimer les aspirations du peuple chinois et pour instaurer une nouvelle classe, formée de cadres politiques, de fonctionnaires et de policiers.

Il serait long et fastidieux de réfuter point par point les affirmations mensongères et les prises de positions contenues dans "Deuxième retour de Chine". De toute façon, l'ensemble des réalisa-



tions chinoises parlent d'elles-mêmes. Mais nous voulons apporter deux commentaires avant de nous prononcer sur la brillante analyse soi-disant "marxiste" effectuée par les auteurs du livre sur le socialisme, l'Etat et le Parti.

Nos commentaires porteront sur deux points:
- comment les auteurs sont incapad'habitants de la Chine contredisent les affirmations ou insinuations de Claudie Broyelle et Cie.
- Comment les auteurs sont incapables d'effectuer un lien correct entre les critiques que fait le Parti Communiste chinois de la Bande des Quatre et ce qu'ils ont vu en Chine ces dernières années.

En mars dernier, une délégation de la Société Canada-Chine a passé trois semaines en Chine, visitant usines, écoles, communes populaires, garderies, dispensaires et quartiers d'habitation, en plus d'assister à plusieurs spectacles. Sans pouvoir et vouloir prétendre que la Chine, c'est le paradis terrestre, les impressions et informations qu'ils en ont rapportées diffèrent passablement du "roman noir" écrit par Claudie Broyelle. J'étais du voyage et j'avais lu "Deuxième retour de Chine" avant de partir. J'avais donc noté plusieurs affirmations de C. Broyelle concernant, par exemple, le logement, le divorce, les fréquentations, le système pénal, la vie des experts étrangers à Pékin, etc... A toutes mes questions, les Chinois (le plus souvent, je les ai posées à mes interprètes) ont répondu avec une grande franchise en admettant sans peine qu'il se commet des erreurs en Chine car la lutte des classe continue sous le socialisme. Par exemple, ils m'ont dit qu'il est vrai que durant le "règne" de la Bande des Quatre, les experts étrangers ont vécu isolés du peuple chinois, ajoutant que les Quatre disaient que les étrangers viennent en Chine pour y apporter les idées capitalistes.

Par contre, sur plusieurs points, Claudie Broyelle a carrément menti. Par exemple, l'attribution des logements se fait selon des critères précis qui donnent la priorité aux familles et aux jeunes couples: ce sont des critères qui visent à éliminer toute forme de discrimination. De même, les Chinois sont généralement bien informés des affaires du pays et de la conjoncture mondiale: par exemple, on nous a posé de nombreuses questions sur la signification réelle de l'élection du P.Q. au Québec.

Pour notre part, ce que nous avons vu de nos yeux dans les écoles, les usines, au cours des spectacles, nous a convaincus que C. Broyelle erre complètement quand elle prétend que les masses chinoises, à force d'être dominées, écrasées par un Parti tout-puissant, ont perdu toute créativité, toute initiative, n'ont plus le droit de penser mais seulement celui de se soumettre. Voyons donc! Les Chinois et les Chinoises que nous avons vus, jeunes ou vieux, y compris les enfants, sont vivants, enthousiastes, **politisés,** débordants d'énergie, d'humour et de fraternité.

— **Dans une usine,** un atelier lance un défi aux autres ateliers pour augmenter la production. "Il faut servir le peuple" et cela se dit, se chante, s'écrit, se scande au son d'énormes tambours accompagnés de cymbales.

— **Dans une école primaire,** on apprend que des enfants se perfectionnent en arithmétique en allant aider les vendeurs dans les magasins. Est-ce là la marque d'une éducation sclérosée?

— **Au Palais d'Enfants de Changai,** on peut voir à l'oeuvre, en l'espace d'une heure: deux orchestres, une chorale, des ateliers de ballet, de théâtre et de peinture, de la gymnastique, des ateliers de mécanique, d'électronique et d'expérimentation scientifique, et j'en passe... Tous ces enfants, ainsi que ceux qui nous guident pendant la visite sont à la fois modestes et talentueux, disciplinés et dynamiques. Cela n'a rien à voir avec l'enfer concentrationnaire décrit par C. Broyelle.

— **Quant aux spectacles,** il faut voir ça! Contrairement à ce qu'en dit C. Broyelle (elle parle en particulier de l'attitude figée des spectateurs), le show est autant dans la salle que sur la scène. Lors d'une pièce de théâtre, mi-parlée, mi-chantée que nous avons vue à Loyang nous avons pu constater l'animation qui régnait dans la salle. Les spectateurs passaient leur temps à discuter de la pièce, à critiquer les défauts des personnages, à applaudir les bonnes répliques. Ce n'est pas exactement ce qu'on peut appeler de la passivité!

Tous ces exemples, et les explications des interprètes, nous ont aidés à saisir la richesse de l'expérience socialiste en Chine. Pour un militant marxiste-léniniste et pour les ouvriers canadiens, l'expérience chinoise est extrêmement importante car la Chine est l'un des principaux chefs de file du socialisme dans le monde. La construction du socialisme ne peut se faire sans une lutte de tous les instants contre la bourgeoisie, et je peux affirmer une chose: un peuple qui a produit Taking et Tachai (1), un peuple qui, sous la direction de son Parti, a pu démasquer et éliminer successivement les défenseurs des lignes erronées dans le Parti et dans les masses, un peuple aussi informé et éduqué politiquement que le peuple chinois, ce peuple-là ne peut être réduit aux simplifications grossières de Claudie Brovelle.

Suivant les camarades chinois que nous avons rencontré, il est impossible d'écrire quoi que ce soit sur la Chine des années 70-76, sans parler de la Bande des Quatre, écrasée en octobre 76 par le Parti Communiste Chinois et le Président Houa Kuo Feng. Sur environ 300 pages, dans son livre, C. Broyelle leur en consacre 5, en postface. En gros, elle les tient responsables de toutes les déviations de droite qu'elle a pu observer en Chine. Là-dessus les camarades chinois lui donnent raison sur certains points, comme les tentatives des Quatre d'étouffer les critiques des masses. Mais au lieu de faire confiance au peuple chinois dans la lutte de classe en Chine et de faire l'effort de reprendre son livre à la lumière de cet événement important, elle conclut que l'écrasement de la Bande des Quatre va seulement atténuer les "excès" du système et ce qu'elle espère, c'est que la "nouvelle équipe se trouve de plus en plus contrainte de s'assumer ouvertement comme représentante d'une classe dirigeante forcée d'abandonner ses prétentions d'être des dirigeants prolétariens."

Décidemment, C. Broyelle n'a rien compris. A l'époque de la "Moitié du ciel" et même si ce premier livre demeure juste pour l'essentiel, elle ne trouvait rien à reprocher à la Chine, vraiment rien. Maintenant, sur la base de mensonges et de quelques faits ramassés au hasard, elle conclut qu'il n'y a rien à tirer de l'expérience chinoise. Qu'en est-il au juste?

Résumons rapidement la position du Parti Communiste Chinois sur l'histoire récente de la Chine: de 73 à 75 (à l'époque où C. Broyelle a vécu en Chine), la Bande des Quatre exerçait une influence importante dans les milieux universitaires et scientifiques, ainsi que dans les mass-média (radio, journeaux, télévision). Le but des Quatre était de préparer l'opinion publique au coup d'Etat qu'ils préméditaient au nom de la "sauvegarde de la révolution", contre les soi-disant déviations capitalistes au sein du P.C.C. Les Quatre régnaient aussi par la terreur dans le domaine de l'art, interdisant des pièces ou des films où il y avait soi-disant des erreurs de



droite (par exemple, des personnages pas assez parfaits ou héroïques). Il semble que ces pièces et ces films étaient le plus souvent ceux qui étaient appréciés par Chou En Lai, cible principale des attaques des Quatre. Enfin, la ligne défendue par les Quatre conduisait la Chine tout droit vers le sous-développement et la dépendance envers l'étranger, puisque sous prétexte de mettre la révolution au poste de commande, ils négligeaient et même sabotaient la production, conseillant aux ouvriers de passer leur temps à étudier et à critiquer les dirigeants plutôt qu'à produire. Ce sont là les positions que nous avons pu lire dans la presse chinoise.

Les camarades chinois nous ont dit que c'est dans ce contexte qu'il fallait situer les critiques que fait C. Broyelle des milieux de l'enseignement et de la presse, par exemple, alors que *Pekin Information*, la *Chine en Construction* de même que les journaux chinois les plus importants étaient contrôlés par la Bande des Quatre.

Mais cela permet-il d'affirmer que la Chine n'a pas avancé d'un pouce depuis la Révolution Culturelle, que le socialisme et surtout le Parti Communiste Chinois oppriment les masses chinoises? C'est là avoir une vision bien unilatérale de la société chinoise. **Autant il faut se méfier de ceux qui encensent inconsidérément la Chine, la copient mécaniquement et servilement, autant il faut dénoncer vigoureusement des gens comme C. Broyelle et Cie qui deviennent objectivement des anti-communistes, des ennemis de la Révolution socialiste quand ils rejettent toute l'expérience chinoise et surtout l'exercice de la dictature du prolétariat en Chine.**

Quant à nous, nous affirmons notre confiance dans le peuple et le Parti Communiste chinois. Nous savons que la lutte des classes se poursuit sous le socialisme, que les représentants de la bourgeoisie en Chine font tout pour abattre le pouvoir prolétarien. C'est à les combattre que le peuple et le P.C.C. s'emploient sans cesse depuis 1949.

D'autre part, sans entrer dans de grandes considérations théoriques, il nous paraît essentiel de réfuter avec vigueur les pseudo-interprétations que C. Broyelle se permet de faire de la pensée de Marx. En effet, tentant d'opposer Lénine à Marx (!!!), elle condamne en bloc la base même du socialisme, la propriété sociale, étatique des moyens de production ainsi que l'existence d'un Parti comme guide et dirigeant des masses dans la Révolution. C. Broyelle est une petite-bourgeoisie qui rêve d'une société ultra-démocratique, sans lutte de classes et sans direction pour mener la lutte de classes. "Après tout, les masses peuvent bien faire l'histoire sans dirigeants," dit-elle. C'est là une conception idéaliste et anarchiste de la Révolution.

La question n'est pas de savoir si les masses, en Chine ou ailleurs peuvent édifier le socialisme sans direction; n'importe quel ouvrier chinois trouverait cette prétention extrêmement comique! La question est de savoir comment un Parti Communiste, comme le P.C.C., mobilise les larges masses pour édifier le socialisme et hausser la conscience des masses.

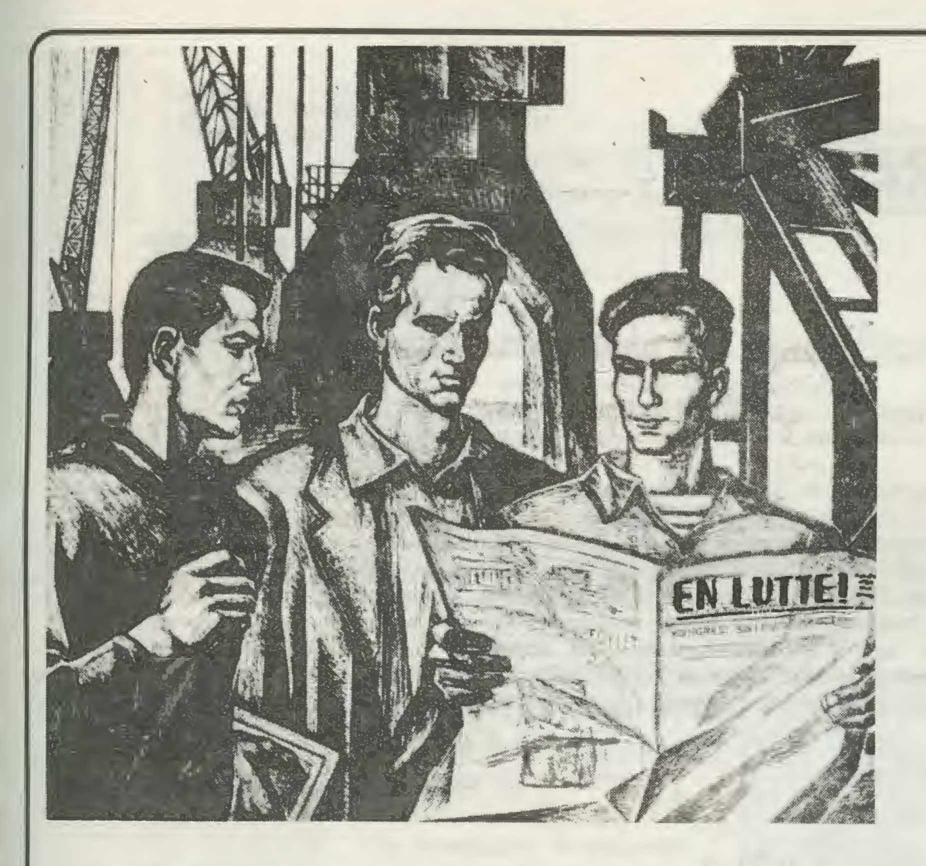
Jusqu'à maintenant, et cela se poursuit même après l'écrasement de la Bande des Quatre, le Parti Communiste Chinois a su garder la confiance des masses chinoises, être à l'avant-garde dans l'édification socialiste du pays (comme en témoignent Taking et Tachai) et développer une ligne juste concernant les rapports entre la Chine et les autres pays du monde. La Chine, avec l'Albanie socialiste, est le chef de file dans la lutte contre le révisionnisme et l'impérialisme, dans la lutte contre une troisième guerre mondiale.

Les livres comme "Deuxième retour de Chine" ne rendent pas service à la cause du socialisme, ni aux luttes des peuples du monde. Nous devons dénoncer l'entreprise de dénigrement effectuée par C. Broyelle et consorts. Nous devons, enfin, nous méfier de toute vision unilatérale de la Chine, qu'elle soit de gauche ou de droite, tout en affirmant bien haut notre conviction que le peuple et le Parti Communiste chinois poursuivent l'oeuvre révolutionnaire entreprise il y a plus de cinquante ans par les masses chinoises, guidées par le marxisme-léninisme et la pensée Mao Tsé Toung.

(1) Taching est un exemple qui inspire tout le peuple chinois dans l'édification d'une industrie (extraction du pétrole) socialiste. Il en va de même pour Tacha, dans l'agriculture.



En octobre, des millions de personnes ont manifesté à Changhai contre la bande des quatres et leur approbation des décisions du P.C.C.



Camarades ouvriers et amis!

Participez à la construction de notre journal et de notre revue à l'échelle du pays! Devenez correspondants d'EN LUTTE!

Pour répondre à notre appel, vous n'avez qu'à envoyer les renseignements suivants à la librairie l'Etincelle à Montréal, au 4933, rue de Grand Pré.

Nom: . . . .
Adresse: . . . .
Code postal . . . .
Ville ou région: . . . .
Province: . . . .
Secteur d'activité: . . . .
Lieu de travail (s'il y a lieu) . . . .

Pour les achats et les abonnements au journal **EN LUTTE!** ou à la revue **Unité Prolétarienne** il suffit d'envoyer vos nom, adresse, occupation, lieu de travail, ainsi qu'un chèque de l'ordre d'EN LUTTE!, 4933 de Grand Pré, Montréal, Canada, H2T 2H9.

Abonnements au journal ***EN LUTTE!:***

- ☐ **régulier d'un an: $7.00**
- ☐ **de soutien: $10.00 et plus**

à la revue *UNITE PROLETARIENNE:*

- ☐ **régulier pour 10 numéros: $15.00**
- ☐ **de soutien: $25.00 et plus**

Nom . . . .
Adresse . . . .
. . . . Code postal . . . .
Occupation . . . .
Lieu de travail . . . .

LIBRAIRIE L'ETINCELLE

4933, de Grand Pré,
Montréal, tél.: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph, métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 10h. à 18h.
Jeudi, Vendredi de 10h. à 21h.
Samedi de 10h. à 17h.

LIBRAIRIE SPARK

2749 Rue Dundas Ouest, Toronto
B.P. 841, Station "A", Scarborough
Tél.: (416) 763-4413
(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture

Jeudi: 14h00 à 19h00
Vendredi: 16h00 à 21h00
Samedi: 12h00 à 17h00

LIBRAIRIE POPULAIRE DE QUEBEC

290, de la Couronne, Québec
C.P. 3308, St-Roch, tél.: (418) 522-2186

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 12h. à 17h.
Jeudi, Vendredi de 12h. à 21h.

Livres et periodiques marxistes-léninistes du monde, publications sur la lutte de classe au Canada et sur la lutte de libération dans le Tiers-Monde. Toutes les publications d'EN LUTTE! (journal, revue, brochures, posters). Marxist-Leninist works are also available in English.

VIENT DE PARAITRE

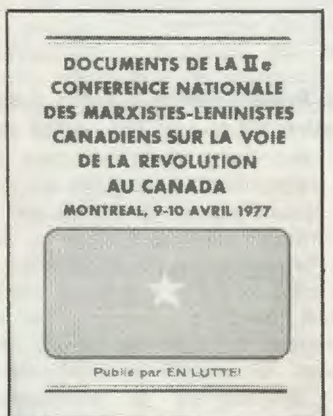
NOTES CRITIQUES
SUR LA
QUESTION NATIONALE
et
FAUT-IL
UNE LANGUE OFFICIELLE
OBLIGATOIRE?
Lenine
Reédité par EN LUTTE!

NOTES CRITIQUES SUR LA QUESTION NATIONALE ET FAUT-IL UNE LANGUE OFFICIELLE OBLIGATOIRE?

"Le programme de la démocratie ouvrière dans la question nationale, le voici: suppression absolue de tout privilège pour quelque nation et quelque langue que ce soit..." (Notes critiques sur la question nationale, Lénine, Tome 20, p. 14)

Voilà le mot d'ordre formulé par Lénine sur la question nationale, il y a plus de 60 ans.

Alors que dans notre pays les divisions nationales ne cessent de s'accroître, alors que d'un côté la bourgeoisie canadienne a entrepris une campagne frénétique, chauvine et raciste pour "sauver le Canada", alors qu'au Québec, le Parti québécois et tous les nationalistes bourgeois font vibrer la corde des sentiments nationaux du peuple québécois, aujourd'hui encore, le mot d'ordre de Lénine demeure à l'ordre du jour.



RELANCONS LE DÉBAT SUR LA VOIE DE LA RÉVOLUTION AU CANADA

Comme cela a été fait pour la première conférence des marxistes-léninistes canadiens, EN LUTTE! vient de publier une seconde brochure contenant les documents et les discours de la IIe conférence sur la voie de la révolution. Cette brochure contient les différentes positions qui se sont exprimées à la conférence sur la voie de la révolution canadienne. Elle constitue un instrument indispensable pour comprendre les débats et les divergences qui animent le mouvement marxiste-léniniste sur cette question cruciale.

Etudions les documents de la IIe conférence dans nos cercles de lecteurs, organisons sur cette base des conférences régionales, participons à la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens et pour un véritable programme révolutionnaire.

STATUTS
DU GROUPE
MARXISTE-LENINISTE
EN LUTTE!
★ Publié par EN LUTTE!

LES STATUTS DU GROUPE MARXISTE-LÉNINISTE EN LUTTE! ADOPTÉS A SON DEUXIEME CONGRES

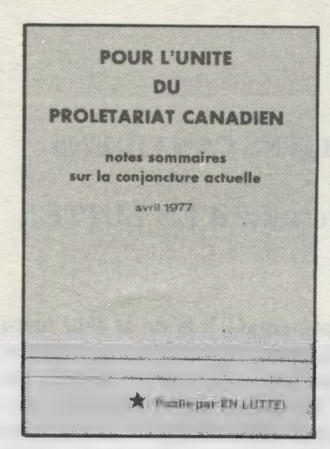
"C'est dans le but de fournir aux masses des instruments d'éducation et de stimuler le débat sur les questions d'organisation qu'EN LUTTE! publie ses statuts, tels qu'adoptés à son 2ième congrès.

Ces statuts ne sont pas ceux du parti; ils sont ceux d'un groupe marxiste-léniniste engagé dans la lutte pour la reconstruction du parti et qui depuis le début de son existence lutte pour une juste application des principes d'organisation en son sein.

EN LUTTE! entend donc les diffuser le plus largement possible pour les soumettre au débat et compte à l'avenir accorder une plus juste place à ces questions dans sa propagande et son journal.

Camarades, considérer les questions d'organisation comme strictement internes aux groupes ou organisations, serait une erreur. L'organisation du Parti du prolétariat concerne les masses au plus haut point. Il est donc temps que la classe ouvrière s'empare de ces questions, que nous en discutions avec nos camarades de travail, et que nous engagions la polémique, car là comme ailleurs, le marxisme se développe dans la lutte contre ce qui est anti-marxiste."

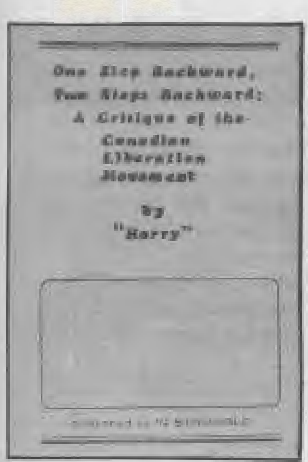
(Extrait de l'introduction)



POUR L'UNITE DU PROLETARIAT CANADIEN
(Notes sommaires sur la conjoncture actuelle)
Publié par EN LUTTE!

" ... une juste intervention des communistes dans les luttes immédiates repose sur une analyse marxiste de la conjoncture. ... Malgré ses limites évidentes, le texte que nous publions aujourd'hui constitue une amorce valable, croyons-nous, pour une analyse plus poussée de la conjoncture internationale et canadienne."

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES



ONE STEP BACKWARD TWO STEPS BACKWARD: A critic of the Canadian Liberation Movement by Harry

"Le mouvement marxiste-léniniste rejette en théorie le nationalisme bourgeois et nous avons la responsabilité de le combattre constamment à la fois dans nos propres rangs et parmi les masses. C'est dans cet esprit qu'EN LUTTE! a aidé le camarade, auteur de cette critique, à la rééditer et à la faire circuler de nouveau."
(Disponible en anglais seulement)



RAPPORT PRÉSENTÉ AU VIIème CONGRES DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE, ENVERS HOXHA

"Pour unir les peuples dans la lutte pour la liberté, pour l'indépendance et le progrès social contre toute forme d'oppression et d'exploitation de la part de qui que ce soit, il convient de tracer une ligne de démarcation, de tirer bien au clair quel est leur ennemi principal, contre qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent s'unir". (p. 157, édition N.B.E.)



EMPARONS-NOUS DU MANIFESTE CONTRE LA LOI C-73 ET LE CONTRÔLE DES SALAIRES

"Il y a 16 mois, la bourgeoisie canadienne s'unissait derrière son Etat pour lancer une offensive en règle contre tous les travailleurs et toutes les couches du peuple canadien... Réussirons-nous à marquer des points et à faire reculer l'Etat capitaliste ou accepterons-nous de continuer à nous serrer la ceinture et à nous voir déposséder de nos droits: voilà l'enjeu de la lutte actuelle."

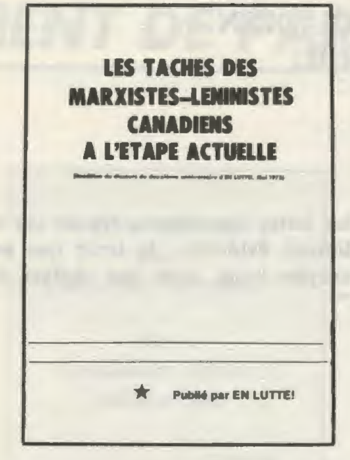
Publié par EN LUTTE!



L'UNITÉ DU MOUVEMENT MARXISTE-LÉNINISTE PASSE PAR L'INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

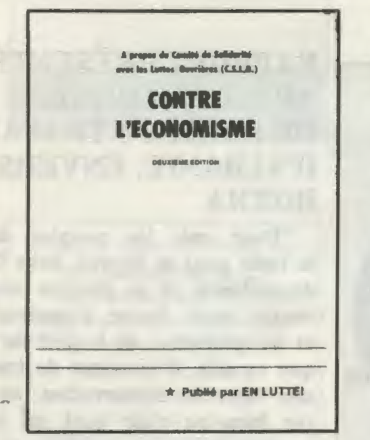
"Le temps est venu de mener la lutte au plus haut niveau, sur les questions de fond et finalement sur les questions de programme, car c'est sur un programme qu'ils partageront et qui les démarquera du révisionnisme et de toutes les formes d'opportunisme que les marxistes-léninistes pourront seulement s'unir solidement et faire un pas de plus dans la voie de l'édification du Parti de la révolution, le Parti qui saura guider les masses canadiennes vers le socialisme."

Publié par EN LUTTE!



LES TACHES DES MARXISTES-LENINISTES CANADIENS A L'ETAPE ACTUELLE
(Réédition du discours du deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, mai 1975)

EN LUTTE! vient de rééditer le discours de son représentant lors de la fête marquant le 2ième anniversaire d'EN LUTTE! en mai 75. Ce discours dénonce le caractère réactionnaire à 100% de la bourgeoisie impérialiste canadienne tant à l'intérieur du pays que sur le plan international et s'inscrit donc directement dans les questions primordiales qui ont été débattues à la 2ième conférence, à savoir: le caractère impérialiste de notre bourgeoisie, son alliance avec l'impérialisme américain, le camp de la révolution et celui de la réaction.



CONTRE L'ECONOMISME
A propos du Comité de Solidarité avec les luttes ouvrières (C.S.L.O.)

Au moment où le mouvement marxiste-léniniste est encore divisé sur des questions importantes et mène la lutte pour l'unité autour d'un programme révolutionnaire, au moment aussi où la fusion entre ce jeune mouvement et le mouvement ouvrier est encore faible, il est nécessaire d'intensifier notre lutte contre toutes les déviations qui ont pour conséquence de freiner la diffusion de l'idéologie marxiste-léniniste au sein des masses, qui nient la nécessité de la lutte idéologique constante pour éduquer les masses sur leurs intérêts fondamentaux.

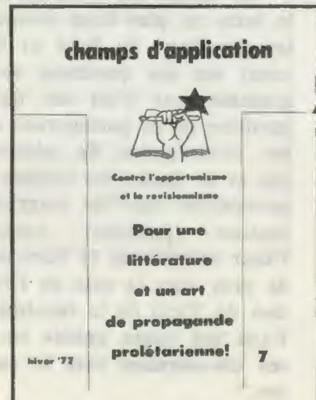
C'est conscient de cette nécessité qu'EN LUTTE! a décidé de rééditer la brochure "Contre l'économisme" pour permettre à tous les ouvriers, tous les travailleurs, tous les progressistes et marxistes-léninistes de s'engager résolument dans la lutte contre cette déviation opportuniste, pour extirper le mal à la racine.



ET L'ACIER FUT TREMPE,
Nicolas Ostrovski,

roman soviétique

Ecrit par un combattant de la révolution soviétique, ET L'ACIER FUT TREMPE brosse un tableau saisissant de la révolution prolétarienne en U.R.S.S. et montre la lutte constante des ouvriers soviétiques pour l'instauration et le maintien de la dictature du prolétariat dans les premiers temps de l'édification socialiste. ET L'ACIER FUT TREMPE est une oeuvre prolétarienne, une arme de combat dans la lutte à finir contre la bourgeoisie.



CHAMPS D'APPLICATION
Pour une littérature et un art de propagande prolétarienne

CHAMPS D'APPLICATION est une revue défendant des positions marxistes-léninistes sur le plan culturel. La revue a déjà produit un dossier sur la culture prolétarienne en Chine et en Albanie et sur les tâches des travailleurs culturels conscients à l'étape actuelle de la lutte pour la création du Parti prolétarien canadien(ml). Avec le numéro 7, qui marque sa dissolution et son ralliement à EN LUTTE!, CHAMPS D'APPLICATION démasque les thèses opportunistes et révisionnistes sur la littérature et l'art et leur oppose une conception prolétarienne du travail littéraire et artistique au service de la révolution canadienne.

CHAMPS D'APPLICATION versera le montant de ses ventes pour le soutien financier d'EN LUTTE!

PARTICIPONS A LA TROISIÈME CONFERENCE DES MARXISTES-LÉNINISTES CANADIENS SUR LA SITUATION INTERNATIONALE!

La troisième conférence des marxistes-léninistes canadiens portera sur les questions internationales. Comment mener la lutte contre les deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique? Comment s'inscrire dans le Front uni mondial contre l'impérialisme? Comment lier ces tâches à la lutte contre la bourgeoisie canadienne? Quel rôle joue le Canada dans le monde actuel? Comment se préparer à l'éventualité d'une troisième guerre mondiale? Quelles sont les tâches internationalistes du prolétariat canadien? Voilà autant de questions que se posent de plus en plus d'ouvriers conscients et qui sont au coeur de la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens.



Au moment où la crise de l'impérialisme s'accentue dans tous les coins du monde, au moment où la menace d'une troisième grande boucherie impérialiste se fait de plus en plus sentir, le débat sur les tâches internationalistes du prolétariat est devenu une question cruciale non seulement au Canada, mais pour tous les marxistes-léninistes et les prolétaires du monde.

La troisième conférence des marxistes-léninistes canadiens se donne pour tâche de clarifier ces questions cruciales pour l'avenir de la révolution canadienne, et si chacun s'y prépare sérieusement, elle marquera certainement un pas déterminant dans l'élaboration du programme de la révolution canadienne. Car seul un tel programme pourra réaliser l'unité des marxistes-léninistes, condition première de l'unité de la classe ouvrière et du peuple tout entier.

Préparons la troisième conférence des marxistes-léninistes canadiens à l'aide du journal EN LUTTE! et du numéro 2 d'UNITE PROLETARIENNE. Participons-y massivement.

201-5 Prix: $1.50